

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

# DE LA CONCILIATION EN MATIÈRE COMMERCIALE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le jeudi 27 octobre 1898, à 8 heures du matin*

PAR

**Henri BRUNEL**

---

*Président : M. LYON-CAEN, professeur.*

*Suffragants* { *MM. THALLER, professeur.*  
*DESCHAMPS, agrégé.*

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

**L. LAROSE**, Directeur de la Librairie

1898







THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

# DE LA CONCILIATION EN MATIÈRE COMMERCIALE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le jeudi 27 octobre 1898, à 8 heures du matin*

PAR

**Henri BRUNEL**

---

*Président : M. LYON-CAEN, professeur.*

*Suffragants* { *MM. THALLER, professeur.*  
*DESCHAMPS, agrégé.*



---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-E. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1898



## INTRODUCTION

Le législateur a institué un préliminaire de conciliation pour les affaires qui doivent être portées devant les tribunaux de première instance, devant les justices de paix et devant les conseils de prud'hommes. Au contraire, il a défendu de soumettre à un préliminaire de conciliation quelconque les affaires qui rentrent dans la compétence des tribunaux de commerce.

Cette prohibition, qui prive le commerce des bienfaits de la solution des procès par voie de conciliation, est-elle justifiée ? Est-il une raison spéciale de ne pas chercher en matière commerciale, comme on le fait en matière civile ou industrielle, à étouffer les procès à leur naissance même ? Nous ne le pensons pas. Notre conviction est qu'il faut supprimer cette prohibition et organiser un préliminaire de conciliation approprié à la nature des affaires commerciales.

Nous n'ignorons pas que certains préliminaires de conciliation, les uns à cause de la complication de leurs formes, les autres à raison du choix des conciliateurs, ne donnent pas tous les résultats qu'on en attendait. Mais ces avantages, tels quels, ne sont-ils pas déjà un bienfait dont il faut faire bénéficier les commerçants ? En outre, ne sommes-nous pas depuis une vingtaine

d'années dans un moment où s'accuse une tendance très marquée vers la conciliation ? C'est vers elle que tendent nombre de projets de loi (1).

Pour combattre cette prohibition, qui frappe les affaires commerciales, nous allons l'examiner sous tous ses points de vue.

Dans un premier chapitre, nous rechercherons les origines de cette prohibition.

Dans un deuxième, nous examinerons les motifs qu'invoquent ses partisans.

Dans un troisième, nous montrerons le législateur lui-même portant des atteintes graves au principe de sa prohibition.

Dans un quatrième, nous exposerons les procédés créés par les tribunaux de commerce pour atténuer les mauvais effets de cette défense.

Dans un cinquième, nous signalerons le mouvement d'opinion qui s'est prononcé contre la prohibition du législateur.

Enfin, dans notre dernier chapitre, nous demanderons la suppression de cette prohibition et nous conclurons à l'organisation d'un préliminaire de conciliation nouveau approprié aux affaires commerciales.

1. Projet de loi sur la compétence des juges de paix, présenté la Chambre des députés, par M. Cazot, garde des Sceaux, session de 1881, *Journal Officiel*, annexe n° 3430.

Projet de loi sur les prud'hommes commerciaux, présenté à la Chambre des députés, par M. Lockroy, député, session extraordinaire de 1889, *Journal Officiel*, n° 18.

## CHAPITRE PREMIER

### ORIGINE ET HISTOIRE DE LA PROHIBITION DU PRÉLIMINAIRE DE CONCILIATION DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

I. Le premier monument législatif qui attire l'attention sur cette prohibition est le décret des 16-24 août 1790. Il se contente de l'établir par voie indirecte en décidant que les affaires civiles seules seront soumises au préliminaire de conciliation. Voici en quels termes le législateur a manifesté sa pensée :

Art. 2. « Aucune action principale ne sera reçue  
« *au civil* devant les juges de district entre parties qui  
« seront toutes domiciliées dans le ressort du même juge  
« de paix, soit à la ville, soit à la campagne, si le de-  
« mandeur n'a pas donné en tête de son exploit copie  
« du certificat du bureau de paix, constatant que sa partie  
« a été inutilement appelée à ce bureau ou qu'il a em-  
« ployé sans fruit sa médiation. »

Il est à remarquer que ni dans la discussion du décret ni dans le décret lui-même on ne laisse soupçonner les motifs de cette exclusion.

Il nous paraît indispensable d'étudier rapidement le

préliminaire de conciliation organisé par ce décret, parce que nous croyons nécessaire, quand on étudie une prohibition, de connaître exactement la chose défendue. C'est une courte digression qui aura son utilité.

Nous chercherons donc les origines de ce décret et du préliminaire de conciliation qu'il consacre, puis les principaux caractères de la nouvelle institution.

*Origine.* — L'idée de défendre aux plaideurs d'arriver à leurs juges sans avoir au préalable tenté de se concilier devant un magistrat était inconnue dans notre ancienne législation. Elle n'entrera dans la législation moderne qu'à la suite de la célèbre lettre de Voltaire que l'on peut regarder comme le point initial de cette institution.

« La meilleure loi, écrit Voltaire, le plus excellent  
« usage, le plus utile que j'aie vu, c'est en Hollande.  
« Quand deux hommes veulent plaider l'un contre  
« l'autre, ils sont obligés d'aller d'abord au tribunal  
« des juges conciliateurs appelés « Faiseurs de paix ».  
« Si les parties arrivent avec un avocat ou un procureur  
« on fait d'abord retirer ces derniers comme on ôte le  
« bois d'un feu qu'on veut éteindre. Les faiseurs de paix  
« disent aux parties :

« Vous êtes des grands fous de vouloir manger votre  
« argent à vous rendre mutuellement malheureux ; nous  
« allons vous accommoder sans qu'il vous en coûte  
« rien..... Si la rage de la chicane est trop forte dans ces  
« plaideurs, on les remet à un autre jour, afin que le  
« temps adoucisse les symptômes de leur maladie ; en-

« suite les juges les envoient chercher une seconde, une  
« troisième fois ; si leur folie est incurable on leur per-  
« met de plaider, comme on abandonne à l'amputation  
« du chirurgien des membres gangrenés. »

Et Voltaire inscrivait ainsi au programme de la Révolution prochaine l'organisation de la juridiction de paix et l'institution de la conciliation.

L'idée lancée par le philosophe fit son chemin. M. le duc de Rohan Chabot en 1780 tente de la réaliser dans ses terres de Bretagne ; chacun se préoccupe des façons d'en assurer le fonctionnement pratique. Sous cette poussée de l'opinion l'Assemblée constituante s'émeut. Dans la célèbre loi sur l'organisation judiciaire, elle crée la tentative de conciliation préliminaire au procès et la fait figurer comme nécessaire à la procédure devant les nouvelles juridictions.

*Caractères.* — Etudions donc les principaux caractères imprimés par la loi à la nouvelle institution.

1° On partit du principe que la mission de concilier ne devait pas être confiée aux juges du fond et qu'il était nécessaire de créer une nouvelle magistrature. En conséquence le décret des 16-24 août 1790 institua les juges de paix, et leur confia la mission de concilier les plaideurs. On voulut même en faire leur unique fonction en leur refusant toute juridiction contentieuse ; mais l'idée contraire prévalut sous l'influence de Thouret qui répondit que si les juges de paix n'étaient que des médiateurs ils seraient inutiles ; tous leurs efforts n'arrêteraient pas

les plaideurs. Aussi proposa-t-il, au nom du comité de législation, de réunir en eux le double caractère de médiateurs et de juges ; mais la conciliation devait être leur principale attribution. Cela résulte manifestement des discours prononcés lors de la discussion de la loi et de la dénomination même qui fut donnée aux nouveaux magistrats. On organisa la nouvelle institution en créant dans chaque canton un juge de paix qui, à l'exemple de la législation anglaise, devait être assisté de deux assesseurs.

2° Un autre caractère consiste dans la nécessité de la comparution personnelle des parties dont Thouret, rapporteur du décret, indique parfaitement les motifs :

« La comparution en personne, dit-il, est le plus sûr moyen pour amener à la conciliation qu'on vous propose. »

« En entendant les parties en personne, on a l'expression simple des faits et, quand il ne s'agit que de faits, on ne peut craindre la ruse ou le défaut de capacité. L'homme borné connaît parfaitement les faits qui lui sont personnels ; il ne se passe rien de péremptoire devant le juge de paix, puisque tout est extra-judiciaire. Les parties s'étant expliquées dans la position la plus avantageuse pour la vérité, elles ne pourront pas, dans l'instruction, varier sur les faits, sous la direction des praticiens. »

3° L'Assemblée constituante voulut cette conciliation obligatoire et non pas facultative. Songeant à la paix pu-

blique, elle interdit aux plaideurs de recourir à la solution judiciaire avant d'avoir épuisé tous les moyens de conciliation ; elle en faisait une question d'intérêt public.

4° Le décret voulut que la conciliation fut tentée dans toutes les hypothèses possibles, même en appel. C'est le cas de constater qu'on ne comprend plus pourquoi le législateur animé d'un pareil esprit a exclu les affaires commerciales de son institution nouvelle.

Et, chose incroyable, la loi soumettait à la tentative de conciliation même les affaires qui n'étaient pas susceptibles de transaction et même les personnes qui n'avaient pas la capacité de transiger.

5° Enfin la tentative de conciliation dut avoir lieu avant l'introduction de la demande et non pas au cours de la procédure devant les juges de l'affaire.

Et Thouret justifiait ainsi ce caractère (1) :

« C'est une vérité démontrée que tel plaideur qui pourrait aisément se désister de ses prétentions avant que le premier exploit eût été délivré, continue ensuite, uniquement parce qu'il a commencé : ces deux plaideurs ne peuvent plus se rapprocher dès qu'il y a pour six francs de frais ».

Suivant la loi ordinaire qui régit toutes les institutions nouvelles, certains inconvénients ne tardèrent pas à se manifester et le législateur dut intervenir à nouveau.

1. *Bulletin de l'Assemblée nationale*. Compte-rendu de la séance du 5 août 1790.

II. *Décret des 6-27 mars 1791.* — Le décret précédent, en ne soumettant que les affaires civiles au préliminaire de conciliation, en avait implicitement prohibé l'emploi dans les affaires commerciales; mais le décret des 6-27 mars 1791 nous donna une formule expresse de prohibition. Il le fit en ces termes :

Art. 18. « Toutes saisies, oppositions et autres actes conservatoires pourront être faits avant de donner la citation devant le bureau de paix. Les affaires qui intéressent la nation, les communes et l'ordre public, seront portées aux tribunaux, sans qu'il soit besoin de comparution préalable devant ce bureau. *Il en sera de même des affaires de la compétence des juges de commerce*, quand même les affaires seraient portées au tribunal de district, au cas de l'article 13 du titre XII du décret du 16 août 1790, sur l'organisation judiciaire. »

Il faut constater que si, cette fois, le législateur nous donne une formule expresse de prohibition, il reste encore muet sur les motifs de cette résolution.

III. La constitution des 3-14 septembre 1791 reproduit sans plus les motiver, les dispositions du décret des 16-24 août 1790, et son article 6, titre III, chapitre V, s'exprime ainsi.

Art. 6. « Les tribunaux ordinaires ne peuvent recevoir aucune action *au civil* sans qu'il leur soit justifié  
« que les parties ont comparu, ou que le demandeur ait  
« cité sa partie adverse devant des médiateurs pour par-  
« venir à une conciliation. »

IV. La constitution du 5 fructidor an III consacre, en maintenant la dispense de conciliation en matière de commerce, le principe édicté par la loi de 1790. Qu'il nous soit permis, en passant, de montrer en quels termes et avec quelle conviction on défendait à cette époque l'institution de la conciliation. M. Boissy d'Anglas, dans un discours préliminaire à l'adoption de cette constitution, se fait le défenseur convaincu de cette idée de conciliation. Malgré les erreurs et les imperfections du début il croit, comme l'a cru Voltaire, comme nous y croyons encore, à l'efficacité de la conciliation et il s'exprime ainsi :

« Nous ne changeons rien à la justice de paix ; c'est  
« de tous les bienfaits de la Révolution celui qui a été  
« le plus constamment senti, le mieux conservé. Les ty-  
« rans dévastateurs de la France n'ont pas osé souiller  
« de leurs mains impures cette consolante institution, et  
« elle a échappé même aux atteintes du gouvernement  
« révolutionnaire ; elle acquerra un nouveau degré d'in-  
« fluence de l'Assemblée et de la réunion des autres  
« combinaisons politiques qui vous seront successive-  
« ment proposées ».

C'est la démonstration de la nécessité de la conciliation.

Et l'article 215 de cette constitution est ainsi conçu :

« Les affaires dont le jugement n'appartient ni aux  
« juges de paix, *ni aux tribunaux de commerce*, soit en  
« dernier ressort, soit à charge d'appel, sont portés im-

« médiatement devant le juge de paix et ses assesseurs  
« pour être conciliées. Si le juge de paix ne peut les con-  
« cilier, il les renvoie devant le tribunal civil ».

V. La loi du 26 ventôse an IV contenant règlement sur la manière de procéder en conciliation va donner à l'art. 215 de la constitution de l'an III une interprétation législative. Dans le préambule de la loi, nous trouvons les quelques lignes suivantes qui en indiquent le but et la portée :

« Le conseil..., considérant que les affaires dont le jugement n'appartient ni aux juges de paix, *ni aux tribunaux de commerce*, soit en dernier ressort, soit à la charge d'appel, doivent être portées, aux termes de l'art. 215 de la Constitution, immédiatement devant le juge de paix et ses assesseurs pour être conciliés; qu'il est instant de déterminer un mode uniforme pour procéder à cet égard et de régler d'une manière précise la marche à suivre en conciliation... — Prend la résolution suivante :... »

C'est toujours avec le même soin que les affaires de la compétence des tribunaux de commerce sont exclues du bénéfice de la tentative de conciliation, mais le législateur n'a point pris souci, là encore, de nous faire connaître les motifs qui ont dicté sa résolution.

VI. La discussion à laquelle a donné lieu la loi du 28 floréal an X sur les justices de paix rappelle l'exclusion des affaires commerciales, et un des orateurs du

Tribunat, M. Faure, de la Seine, s'exprime ainsi sur notre prohibition :

« Passons au titre II. Ce titre concerne les attributions des juges de paix, il commence à l'art. 10. »

« Cet article porte : « En toutes affaires civiles qui excèdent leur compétence judiciaire et qui n'intéressent ni la nation, ni des individus déclarés par les lois inhabiles à transiger, les juges de paix sont chargés de concilier les parties et de les inviter, en cas de non conciliation, à se faire juger par des arbitres. »

« Votre commission a remarqué qu'il existait une omission dans cet article : les affaires de commerce sont aussi des affaires civiles ; leur nature particulière est telle qu'on ne peut pas attendre de tous les juges de paix qu'ils soient assez instruits pour être en état de concilier les parties toutes les fois qu'il s'agira d'une discussion commerciale. Cependant, il semble résulter de cet article qu'en pareil cas l'épreuve de la conciliation doit avoir lieu : la preuve en est que ces sortes de matières ne sont point exceptées, et tout le monde sait que ce qui n'est point compris dans l'exception appartient à la disposition générale. Il est donc indispensable que cette exception soit exprimée. Si elle ne l'était pas, la loi produirait un effet diamétralement contraire à celui qu'on doit en attendre ; au lieu de prévenir les procès, elle en contiendrait le germe ; les diversités des jurisprudences qui pourraient avoir lieu favoriseraient la mauvaise foi,

et le plus souvent occasionneraient des lenteurs fâcheuses et des frais inutiles. »

« En supposant qu'on prit le parti de s'assujettir à la rigueur du texte, ce serait une formalité dispendieuse, dérisoire, qui répugnerait à la saine raison et à l'esprit même de la loi. »

« Concluons qu'il faut de toute nécessité placer dans l'article une exception relativement aux matières commerciales, et que, ainsi, l'omission qui en a été faite doit être réparée. »

L'article XVIII du décret du 6 mars 1791 l'avait consacrée en termes formels ; ceci répond à l'objection qu'on pourrait faire que cette expression de l'article X, *en toutes affaires civiles*, ne frappe point sur les affaires de commerce (*sic*). »

VII. Ainsi corrigée et amendée, la tentative de conciliation fonctionne plus ou moins bien jusqu'à l'époque où se discute le Code de procédure civile. Les résultats qu'elle donne à ce moment ne sont pas brillants et un grand nombre de tribunaux consultés lors de l'élaboration de ce Code, se prononcent contre le préliminaire de conciliation.

L'institution courait de grands risques lorsque Treilhard en entreprit la défense. Dans la séance du 4 avril 1806 (1), au corps législatif, il rappelle :

« Que cette idée était philanthropique et salutaire de

1. *Moniteur* du 4 avril 1806.

n'ouvrir l'accès des tribunaux qu'après l'épuisement de toutes les voies de conciliation. Pourquoi faut-il qu'une si belle institution n'ait pas produit tout le bien qu'on devait en attendre et que les effets aient si peu répondu aux espérances ? Pourquoi faut-il que le mal ait été assez grand ou du moins le bien assez faible, pour que, même de bons esprits proposent aujourd'hui la suppression des tentatives de conciliation ? »

L'institution fut donc maintenue, mais toujours avec l'exclusion qui frappe les affaires commerciales, et Treilhard, obligé de faire aux adversaires de l'idée de conciliation de larges sacrifices, fit dispenser nombre de demandes du préliminaire de conciliation, notamment les demandes en matière de commerce.

« On a, dit-il, aussi fait une seconde exception pour  
« les affaires de commerce qui ne pourraient souvent,  
« sans de graves inconvénients, supporter les retards  
« d'une tentative de conciliation. »

Le projet fut voté et l'art. 49-4<sup>o</sup> confirma définitivement la prohibition.

---

## CHAPITRE II

### MOTIFS INVOQUÉS PAR LES PARTISANS DE LA PROHIBITION

I. Si nous nous reportons, dans le *Moniteur officiel*, aux séances des diverses assemblées législatives qui se sont succédé de 1790 à 1807 pour y chercher dans le compte rendu les divers motifs qui pourraient justifier les dispositions successives édictées par les lois sur la prohibition de la conciliation en matière commerciale, nous voyons que les divers orateurs n'ont point paru se préoccuper de la nécessité de la conciliation en cette matière.

L'idée ne leur en est point apparue. Dès le premier décret, les affaires civiles seules doivent jouir d'une si bienfaisante institution. Des affaires commerciales pas un mot. Leur importance, leur nature ne frappent point le Législateur. Il ne s'aperçoit pas que, mieux que les affaires civiles, elles sont susceptibles d'être conciliées. L'idée de conciliation en matière de commerce est dès lors classée, on ne s'en préoccupera plus.

Les lois postérieures rediront, soit implicitement soit explicitement, que les affaires commerciales ne subiront point le préliminaire de conciliation et le Code de pr. civ.

reproduisant les dispositions anciennes, édictera le 4<sup>o</sup> de son art. 49.

Art. 49. « Sont dispensées du préliminaire de conciliation :

2<sup>o</sup> « Les demandes qui requièrent célérité.

4<sup>o</sup> « Les demandes en matière de commerce ».

Par le texte même de son article, le Code de procédure nous indique le motif de cette malencontreuse dispense. Le 4<sup>o</sup> complète le 2<sup>o</sup> ; les affaires commerciales requérant toutes célérité, sont dispensées du préliminaire de conciliation.

Treilhard, au reste, dans son discours au Corps Législatif (1) disait en exposant la réforme nouvelle du Code de Procédure :

« On avait fait une seconde exception pour les affaires  
« de commerce qui ne pourraient souvent, sans de gra-  
« ves inconvénients supporter les retards d'une tenta-  
« tive de conciliation », et il était d'avis de maintenir  
cette prohibition sans chercher à la motiver par des  
arguments nouveaux.

Ainsi, une seule raison jusqu'ici est donnée de la prohibition que nous déplorons : Les affaires commerciales requièrent célérité ; il faut les dispenser de toute procédure qui en retarde la solution.

Le motif est-il suffisant ? Est-il d'une puissance telle que la conciliation en matière de commerce soit à tout jamais condamnée ?

1. *Moniteur* du 4 avril 1806. Séance du même jour.

Nous ne le croyons pas, pour notre part. Mais peut-être les auteurs qui ont commenté et expliqué les diverses dispositions du Code de procédure civile vont-ils nous donner des raisons meilleures. Il est intéressant de savoir leur avis sur une telle question ; il est nécessaire de résumer en quelques mots les appréciations contenues dans leurs ouvrages sur l'utilité du 4<sup>o</sup> de l'art. 49 du Cod. proc. civ. Nous verrons s'ils ont trouvé des motifs nouveaux pour justifier une telle prohibition.

II. MM. Lyon-Caen et Renault, dans leur *Précis de droit commercial*, s'expriment ainsi sous le n<sup>o</sup> 3204 :

« Afin de ne pas retarder l'introduction et par suite, le jugement des affaires commerciales le C. de pr. civ. art. 49 4<sup>o</sup> les dispense du préliminaire de conciliation ».

M. Garsonnet, dans son *Traité de procédure* (1), explique, de la façon suivante, le 4<sup>o</sup> de l'art. 49 du C. proc. civ.

« Les demandes introductives d'instance et susceptibles de transaction subissent au bureau de paix ou de conciliation avant d'arriver devant les tribunaux de première instance les juges de paix ou les conseils de prud'hommes, un essai, tentative ou préliminaire de conciliation institués par le législateur dans un but de concorde et de philanthropie, d'intérêt public et d'utilité privée : diminuer le nombre des procès puisqu'ils sont un mal nécessaire et qu'on ne peut malheureusement les supprimer, suggérer aux parties un arrangement toujours préférable au meilleur procès. S'il n'existe rien de

1. Tome II, page 192.

pareil *en matière commerciale*, c'est que ce genre d'affaires requiert par dessus tout célérité et que les arbitres rapporteurs, si le tribunal juge à propos d'en nommer, remplissent au cours même de l'instance, la mission de juges de paix ».

Dans leurs *Leçons de procédure civile*, MM. Colmet Daage et Glasson disent au tome I, p. 69 :

« ... Certaines demandes sont véritablement dispensées de la tentative de conciliation à raison de la célérité qu'elles exigent et alors même qu'elles réunissent toutes les conditions de l'art. 48 ».

« ... Les demandes commerciales sont toujours présumées requérir célérité ; elles rentrent donc par leur nature même dans la dispense comprise au 2<sup>o</sup> de l'article 49 C. pr. civ. »

M. Bonfils, dans son *Traité élémentaire de procédure*, dit sous le N<sup>o</sup> 658, page 366 :

« 4<sup>o</sup> Le préliminaire de conciliation n'existe pas à l'égard des demandes qui doivent être portées devant un tribunal de commerce. La célérité avec laquelle les affaires commerciales doivent être jugées, l'immense intérêt qu'ont les négociants à la promptitude des recouvrements, ne peuvent s'accorder avec la lenteur attachée à ce préliminaire. La dispense s'applique aux matières commerciales et non pas aux tribunaux de commerce. Elle concerne donc également les tribunaux civils, lorsqu'ils sont appelés à exercer la juridiction commerciale (art. 640 et 641 C. com.) »

M. Bédarrides, dans son *Traité de droit commercial*, tome XX, N° 440, p. 417, exprime les mêmes idées dans le passage suivant :

« ... La demande introductive d'instance est formée par ajournement. Elle est expressément dispensée du préliminaire de la conciliation par l'art. 49 du Code de Procédure civile. La forme expéditive qu'exigent les affaires commerciales ne permettrait pas de subir la perte de temps qui résulte de cette formalité. D'ailleurs les juges consulaires sont avant tout des conciliateurs ; leurs connaissances spéciales, l'influence qui découle de leur position et de leur caractère les mettront en position d'amener le rapprochement des parties plus efficacement encore et beaucoup mieux que ne pourrait le faire le juge de paix ».

M. Bravard Veyrière (*Traité de droit commercial*, T. VI. p. 448) ne paraît pas penser que la conciliation puisse exister en matière de commerce.

« ..... Tout d'abord, il va sans difficulté que cette disposition de l'article 49 n'a aucune application possible en matière commerciale. En effet, il est de principe que les demandes en matière de commerce sont dispensées du préliminaire de la conciliation. »

Rivière, dans ses répétitions écrites sur le Code de commerce constate à la page 868 la dispense de l'art. 49 sans la discuter ni la motiver.

« La demande doit être formée par un exploit d'ajournement, dans les formes ordinaires. Mais comme il n'y a

pas d'avoués devant les tribunaux de commerce, et comme les matières commerciales sont dispensées du préliminaire de conciliation (art. 49 4<sup>o</sup> C. proc.) l'exploit ne contient ni constitution d'avoué ni mention de l'essai de conciliation (Art. 414, 415 C. proc. c.) .... A la différence des ajournements devant les tribunaux civils d'arrondissement dans lesquels le délai est de huitaine, celui de l'ajournement devant les tribunaux de commerce est d'un jour au moins (Art. 416 C. proc. c.). La célérité des affaires commerciales a dicté cette disposition. »

Si nous résumons les opinions émises par les auteurs, nous voyons que deux idées principales ressortent de leurs ouvrages sur cette matière.

1<sup>o</sup> Ils constatent la disposition du 4<sup>o</sup> de l'article 49 du C. de proc. civ.

2<sup>o</sup> Comme ils veulent la justifier, ils reprennent en la commentant en quelques mots l'idée du législateur et nous disent avec lui :

« La célérité nécessaire à la solution des affaires commerciales s'oppose de façon formelle au préliminaire de conciliation en cette matière. »

Ainsi, après le législateur, les auteurs, sans s'arrêter à la discussion, repoussent le préliminaire de conciliation en matière de commerce.

III. L'unique raison donnée par tous est-elle suffisante pour motiver la prohibition du 4<sup>o</sup> de l'article 49 du Code de Procédure civile sans donner naissance à aucune con-

testation ? Nous ne le croyons pas pour notre part et nous allons nous efforcer de le démontrer :

Si ce motif tiré de la célérité nécessaire dans les procédures commerciales était concluant, il devait l'être dans toutes les affaires qui requièrent célérité. Or, nous le verrons, le nombre immense des affaires industrielles, qui sont portées devant les conseils de prud'hommes, requièrent célérité au premier chef et cependant le législateur lui-même les soumet obligatoirement au préliminaire de conciliation.

Bien plus il y a en ce moment un mouvement bien marqué vers la conciliation des prud'hommes. Sept ou huit projets de loi voudraient lui soumettre toutes les contestations entre les Compagnies de chemin de fer et leurs ouvriers, tous les débats entre les sociétés de mines et les mineurs et toutes les contestations entre patrons et employés. Or, personne ne peut nier que ces affaires ne requièrent point célérité autant que les affaires commerciales. On aurait dû logiquement les dispenser du préliminaire de conciliation ; c'est pourtant la tendance contraire qui domine aujourd'hui.

Et les affaires devant les juges de paix, soumises à la petite conciliation, ne requièrent-elles pas célérité ? Qui peut se plaindre, en face des statistiques qui constatent de si brillants résultats, de voir leur solution retardée par cette tentative souvent heureuse d'un arrangement amiable ? Les auteurs ont-ils jamais songé à reprocher

au législateur d'avoir créé la petite conciliation devant les justices de paix ?

Le législateur n'a du reste pas craint d'admettre dans les affaires commerciales la tentative de conciliation au cours de la procédure. Nous verrons en effet que les tribunaux de commerce peuvent investir les arbitres rapporteurs, auxquels ils renvoient un grand nombre d'affaires, de la mission de concilier les parties, si faire se peut. Nous verrons également que les tribunaux de commerce ont créé des procédés de conciliation qui fonctionnent au vu et au su de tout le monde sans aucune protestation. Nous le demandons : Est-ce que la tentative de conciliation qui se produit au cours d'un procès ne retarde pas au moins autant la marche rapide du procès vers la solution qu'un essai de conciliation avant l'introduction de la demande ? Pour être logique le législateur aurait dû sacrifier à la célérité de la procédure la conciliation qu'il a lui-même créée et ceux qui sont chargés de veiller à l'exécution de la loi devraient s'opposer par tous les moyens de droit à la mise en pratique par les tribunaux de commerce des procédés de conciliation, connus sous le nom de délibéré au rapport d'un juge ou de délibéré immédiat.

Il est bien vrai, à y regarder de près, que le préliminaire de conciliation en matière civile constitue une procédure compliquée, et il est parfaitement compréhensible qu'on éprouve quelque scrupule à l'appliquer tel quel aux affaires commerciales. Mais pour échapper à cet in-

convénient, il n'était pas nécessaire de recourir au moyen extrême de la suppression. On pouvait, comme on l'a fait pour les conseils de prud'hommes et les justices de paix, imaginer des procédures rapides et abrégées de conciliation.

Enfin pour gagner un peu de temps et seulement dans les affaires où la conciliation ne se produirait pas, est-il permis de priver la société et les particuliers des immenses avantages de la conciliation ?

La Société en effet a tout intérêt à la solution des procès par la voie de la conciliation. Deux adversaires reconciliés, se séparent la main dans la main et ceux qui sont parvenus à les mettre d'accord ont rendu à celle-ci un service évident.

Les particuliers aussi y trouvent un grand avantage si bien mis en relief par la célèbre lettre, où Voltaire indique avec tant d'esprit les avantages privés de la conciliation. N'est-ce pas le cas de dire qu'entre deux avantages il faut choisir le plus considérable ! Gagner du temps sans doute est précieux, mais les bienfaits de la paix sociale ne valent-ils pas quelques heures perdues ?

La conclusion de ce chapitre sera pour nous que l'exclusion du préliminaire de conciliation dans les affaires commerciales, fondé exclusivement sur la nécessité de rendre plus rapide la procédure commerciale, est une idée séculaire, qui a fait son temps et dont nous verrons sans regret la disparation.

## CHAPITRE III

### DES ATTEINTES PORTÉES PAR LE LÉGISLATEUR LUI-MÊME AU PRINCIPE DE CETTE PROHIBITION

Il est certain que la prohibition du législateur en matière commerciale provient du principe que toutes les affaires qui requièrent célérité ne comportent pas les retards d'un préliminaire de conciliation.

Pour rester fidèle à son principe il aurait dû prohiber sévèrement la pratique de la conciliation dans tous les débats entre patrons et ouvriers. Est-il, en effet, des affaires requérant solution plus rapide que les questions de salaires ? Or le législateur, oubliant son idée, a soumis toutes ces affaires industrielles au préliminaire de conciliation, en créant les conseils de prud'hommes.

Il eût été aussi logique de penser qu'une tentative de conciliation se produisant au cours d'un débat commercial apporte autant de retards à la prompt solution de l'affaire qu'une conciliation pratiquée avant l'introduction de la demande. C'est le contraire qui a été fait par l'article 429 du Code de Procédure civile, qui autorise les

tribunaux de commerce à conférer aux arbitres rapporteurs la mission de concilier les parties. Ce sont ces deux atteintes au principe de la prohibition que nous allons étudier successivement dans deux sections consacrées l'une à la conciliation devant les conseils de prud'hommes et l'autre à la conciliation devant les arbitres rapporteurs.

Cette étude nous montrera le législateur lui-même organisant des tentatives de conciliation dans des matières requérant certainement célérité et portant ainsi lui-même une grave atteinte au principe de sa prohibition en matière de commerce.

## Section I.

### *De la conciliation devant les Conseils de Prud'hommes.*

#### Notions générales.

Dès 1806, l'année même où le Code de procédure proclamait définitivement dans son art. 49, la prétendue incompatibilité entre la procédure commerciale et le préliminaire de conciliation, on commence à détacher une foule d'affaires portées jusque-là devant les tribunaux de commerce pour les faire entrer dans la compétence d'une juridiction nouvelle qui, par essence, comportait le préliminaire de conciliation.

La nouvelle juridiction dont nous voulons parler n'est pas autre chose que le conseil des prud'hommes et les affaires dont s'agit sont les contestations nombreuses que la vie industrielle engendre journellement entre patrons et ouvriers, relativement à l'exécution du contrat de louage d'ouvrage.

Il n'est pas douteux que ces affaires ressortissaient au tribunal de commerce depuis que la Révolution avait supprimé, par son décret du 2 mars 1791, toutes les anciennes juridictions corporatives ou spéciales (1). Elles sont toutes, en effet, commerciales du côté du patron, puisqu'elles sont faites par un commerçant à l'occasion de son commerce, et que, quoique civiles du côté de l'ouvrier, elles pouvaient être portées devant les tribunaux consulaires par l'ouvrier qui recherchait avant tout la rapidité et l'économie de la procédure commerciale.

La création des conseils de prud'hommes eut des résultats considérables et finit par soumettre au préliminaire de conciliation un grand nombre de litiges jusqu'à commerciaux. On s'en peut faire une idée en songeant que les conseils de prud'hommes se sont multipliés de façon considérable.

En 1806, un seul conseil de prud'hommes existait.

En 1869, ils étaient au nombre de 113. Pendant vingt années, de 1851 à 1870, ils ont connu de 855.949 demandes qui, sans la nouvelle institution, auraient été dis-

1. Voir Glasson, le *Code civil et la question ouvrière*, p. 54.

pensées du préliminaire de conciliation comme commerciales, et cela eût été vraiment regrettable, car, sur ce chiffre, 528.947 ont été conciliées par les prud'hommes (1).

Il est donc vrai de dire que la création des conseils de prud'hommes a apporté une large dérogation au principe qui soustrait les affaires commerciales au préliminaire de conciliation.

Il convient de rechercher le développement de ce préliminaire devant les conseils de prud'hommes, d'en étudier l'organisme, le fonctionnement et les résultats pratiques.

§ 1. — Origine et développement de la conciliation devant  
les conseils de prud'hommes.

Les conseils de prud'hommes sont avant tout des organes de conciliation. Donc, étudier leur histoire, c'est étudier le développement de la conciliation elle-même.

Étudier les extensions successives et considérables de cette nouvelle juridiction, c'est étudier la diminution du domaine commercial où la conciliation n'est pas admise, et l'agrandissement du domaine de la conciliation devant les prud'hommes.

Lorsque la Révolution (D., 2, 17, mars 1791) eut supprimé les maîtrises et les jurandes et toute l'ancienne

1. Yvernes : *L'Administration de la Justice civile et commerciale en Europe*, p. 433.

organisation du travail, elle détruisit du même coup toutes les juridictions corporatives ou spéciales qui jugeaient les débats entre patrons et ouvriers. Cette destruction opérée, tous ces litiges rentrèrent dans la compétence des tribunaux de droit commun, comme toutes les contestations que peut soulever l'exécution d'un contrat de louage d'ouvrage, quelles que soient les professions des parties contractantes. Or, nous l'avons dit, la juridiction de droit commun appartient soit aux tribunaux civils, soit aux tribunaux de commerce ; mais en fait, le tribunal de commerce était le plus souvent saisi. Il en fut ainsi pendant toute la période intermédiaire de 1790 à 1806.

A cette époque, pendant un voyage à Lyon de Napoléon, les Lyonnais, se souvenant de l'ancien « Tribunal commun », institué pour juger les débats entre les fabricants de soieries et leurs chefs d'atelier demandèrent et obtinrent le rétablissement d'une juridiction analogue.

Ainsi fut créé le premier conseil de prud'hommes.

La loi du 18 mars 1806 institue ce conseil pour terminer par la voie de la conciliation les petits différends qui s'élèvent journellement soit entre des fabricants et des ouvriers, soit entre des chefs d'atelier et des compagnons et des apprentis (art. 6).

Il est également autorisé à juger jusqu'à la somme de 60 fr. sans forme ni frais de procédure et sans appel les

différends à l'égard desquels la voie de conciliation aura été sans effet (même art. 6).

Mais cette juridiction toute de conciliation devait étendre bientôt ses bienfaits à d'autres villes que Lyon.

Regnault de St-Jean d'Angely disait dans l'exposé des motifs de la loi précitée du 18 mars 1806, sur l'établissement des prud'hommes à Lyon :

« L'institution de cette espèce de tribunal de famille, « obtenu par les industries lyonnaises, a semblé si heureuse que Sa Majesté a cru devoir en ménager le bien- « fait aux villes industrielles et manufacturières de son « empire. »

De là l'art. 34 ainsi conçu :

« Il pourra être établi par un règlement d'administra- « tion publique délibéré en Conseil d'Etat, un conseil de « prud'hommes dans les villes de fabrique où le gouver- « nement le jugera convenable. »

Et aussi l'art. 2 du décret du 20 février 1810. Ce dernier dispose que « les conseils de prud'hommes seront « établis sur la demande motivée des chambres de com- « merce ou des chambres consultatives de manufactures. « Cette demande sera d'abord communiquée au préfet, « qui examinera si elle est de nature à être accueillie. I « la transmettra ensuite à notre ministre de l'intérieur « qui, avant de nous en rendre compte, s'assurera si l'in- « dustrie qui s'exerce dans la ville est assez importante « pour faire autoriser la création d'un conseil des prud'- « hommes. »

Ce même décret, dans ses art. 10 et 11, précise très nettement les affaires de la compétence des nouveaux conseils de prud'hommes.

Art. 10 : « Nul ne sera justiciable des conseils de  
« prud'hommes s'il n'est maréchal-ferrant, chef d'atelier,  
« contremaître, teinturier, ouvrier, compagnon ou ap-  
« prenti : ceux-ci cesseront de l'être dès que les contes-  
« tations porteront sur des affaires autres que celles qui  
« sont relatives à la branche d'industrie qu'ils cultivent  
« et aux conventions dont cette industrie aura été  
« l'objet : dans ce cas, ils s'adresseront aux juges ordi-  
« naires. »

Art. 11. « La juridiction des conseils de prud'hommes  
« s'étend sur tous les marchands fabricants, les chefs  
« d'atelier, contremaîtres, teinturiers, ouvriers, compa-  
« gnons et apprentis travaillant pour la fabrique du lieu  
« ou du canton de la situation de la fabrique, suivant  
« qu'il sera exprimé dans des décrets particuliers d'éta-  
« blissement de chacun de ces conseils, à raison des lo-  
« calités, quel que soit l'endroit de la résidence desdits  
« ouvriers. »

Il résulte de ces articles que les prud'hommes n'ont de juridiction que sur les fabriques arts et professions qui sont désignés dans les décrets qui les instituent. Ils sont donc absolument incompétents à l'égard de tous autres objets (1).

1. Sirey, sous la loi du 18 mars 1806.

Le décret de 1810 est venu également augmenter le taux de la compétence des conseils de prud'hommes. Le bureau général connaîtra, dit l'article 23, de toutes les affaires qui n'auront pas pu être terminées par la voie de conciliation, quelle que soit la quotité de la somme dont elles seraient l'objet ; mais ses jugements ne seront définitifs qu'autant qu'ils porteront sur les différends qui n'excéderont pas 60 fr. en principal et en accessoires. Dans tous les autres cas, il sera libre d'en appeler.

Un décret du 3 août 1810 érige les conseils en tribunaux de répression et les investit du pouvoir de punir de trois jours d'emprisonnement tous délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier. Mais, nous n'avons pas à traiter des attributions pénales de ces conseils, qui ne comportent nullement l'idée de conciliation.

Puis le même décret, statuant en matière civile, porte de 60 fr. à 100 fr. la compétence en dernier ressort des conseils.

Les attributions civiles de ces conseils restèrent enfermées dans ces limites jusqu'à la fin du second Empire, mais à l'avènement de la troisième République, une tendance s'est manifestée d'étendre leur compétence jusqu'aux plus extrêmes limites.

Le mouvement se produisit d'abord dans l'industrie des chemins de fer pour les rapports entre les compagnies et leurs ouvriers. Pendant dix années de 1872 à 1882, la lutte fut vive et des propositions de loi continuelles furent portées devant les Chambres. Elles eurent toutes le

même sort : elles furent repoussées par le Sénat après avoir été discutées et quelques-unes adoptées par la Chambre des députés. Si ces projets eussent réussi, c'étaient encore de nombreuses demandes enlevées à la compétence des tribunaux de commerce et par conséquent, soustraites à la prohibition du préliminaire de conciliation.

La Chambre des députés a été saisie de plusieurs propositions qui codifient à nouveau en quelque sorte toute la législation sur les prud'hommes et qui accusent chez nos législateurs la tendance de soumettre à ces conseils toutes les contestations entre salariants et salariés (1), sans distinguer si elles sont civiles ou commerciales.

C'est ainsi qu'un projet qui n'a pas réussi demandait qu'on soumit tous les débats entre compagnies de mines et ouvriers mineurs à des conseils de prud'hommes.

Sans doute, si les différends entre les mineurs et les compagnies viennent un jour à être aussi réglés par les conseils de prud'hommes, ce n'est certainement pas le tribunal de commerce qui y perdra, puisque ces affaires sont civiles, mais elles n'en viendront pas moins augmenter le nombre des affaires, déjà si considérable, soumises au préliminaire de conciliation.

Enfin, M. Lockroy, député (2), s'expliquait ainsi sur

1. Projet de loi présenté par M. Lockroy, ministre du Commerce, le 2 février 1886.

2. Proposition de loi sur les Prud'hommes commerciaux, présentée par M. Lockroy, député, à la session ordinaire de 1889, annexé au procès-verbal.

la création d'une nouvelle catégorie de conseils de prud'hommes :

« Même après l'adoption du projet du 2 février 1886,  
« toute une catégorie très nombreuse de travailleurs dont  
« les professions n'ont point le caractère industriel, res-  
« terait soumise aux tribunaux ordinaires pour les litiges  
« se rattachant au contrat de louage d'ouvrage : ce sont  
« les employés de commerce de toute sorte, tels que  
« commis, commis voyageurs, comptables, caissiers,  
« agents, etc. Lors de l'élaboration du projet de loi sur  
« les prud'hommes industriels on avait reconnu qu'il se-  
« rait à la fois utile et juste d'accorder aux employés de  
« commerce les avantages dont jouissaient les autres sa-  
« lariés ; mais y avait-il lieu de les rattacher aux conseils  
« de prud'hommes industriels tels qu'ils existent actuel-  
« lement ? On a dû, après mûre réflexion, se prononcer  
« pour la négative.... Introduire dans les conseils de  
« prud'hommes qui existent actuellement des éléments  
« nouveaux peu au courant des usages et conditions de  
« travail particuliers à certaines professions serait enle-  
« ver à ces conseils une grande partie de leur compé-  
« tence et par conséquent de leur raison d'être. Cet in-  
« convénient serait d'autant plus sensible que l'import-  
« tance relative des commerçants et des employés de com-  
« merce dans tous les centres de population est considé-  
« rable. Dans ces conditions, et à raison du nombre  
« élevé des justiciables, il nous a paru nécessaire de créer,  
« à côté des conseils de prud'hommes industriels, des tri-

« tribunaux du même genre spéciaux aux employés de com-  
« merce. On pourra ainsi, sans s'exposer à dénaturer  
« aucun des caractères d'une institution qui fonctionne  
« au gré des intéressés, donner satisfaction aux *vœux*  
« *très légitimes qui ont été exprimés et étendre à une nouvelle*  
« *catégorie de citoyens le bénéfice d'une justice arbitrale con-*  
« *forme aux institutions démocratiques.* »

La proposition sur ces prud'hommes commerciaux n'a rencontré à la Chambre aucune opposition de principe ; elle fut adoptée à une grande majorité ; mais, de suite, des protestations s'élevèrent, notamment celles des tribunaux de commerce. Au Sénat, la proposition échoua, après un discours bref mais décisif de M. Roger, sénateur, qu'il nous paraît intéressant de citer ici. Parlant de la compétence actuelle des tribunaux de commerce dans les contestations entre patrons et ouvriers le rapporteur avait écrit :

« Certes, personne ne soutient que ces tribunaux man-  
« quent des lumières qui conviennent à une magistra-  
« ture que la loi a chargée du règlement des plus impor-  
« tantes questions d'affaires ; mais on dit, avec raison,  
« semble-t-il, qu'au regard des patrons et des employés,  
« ils ne sont pas véritablement des pairs ; ils représen-  
« tent seulement en effet, dans leur composition, *l'élé-*  
« *ment patron*, et l'on en conclut qu'ils ne se trouvent pas  
« vis-à-vis des employés, dans cet état d'impartialité lé-  
« gale qui constitue la condition essentielle de toute bonne  
« justice. »

S'emparant de cette déclaration que le Sénat accueille avec des exclamations et des murmures, M. Roger s'exprime ainsi en terminant son discours : (1)

« Notre honorable rapporteur a-t-il songé à la gravité  
« d'une semblable déclaration et aux conséquences aux-  
« quelles on arriverait si de semblables préoccupations  
« devaient animer le législateur ?

« Mais à ce compte, il faudrait créer demain des pru-  
« d'hommes domestiques, parce que le domestique vous  
« dira que, lorsqu'il plaide avec son maître, il ne veut  
« pas être jugé par le juge de paix qui est un patron, un  
« maître. (Rires approbatifs.) Il faudra avoir aussi des  
« prud'hommes locataires et fermiers, parce qu'il ne leur  
« conviendra pas d'être jugés par les tribunaux ordinai-  
« res, où les propriétaires se trouvent plus représentés  
« qu'eux-mêmes ».

*M. Huon de Penaster.* — « Nous aurons les prud'hom-  
« mes concierges ». (Rires.)

*M. Roger.* — « C'est après la Révolution de 1789 dont  
« les souvenirs sont chers aux membres de la commis-  
« sion comme à nous-mêmes, qu'on vient nous propo-  
« ser de rétablir toutes ces juridictions spéciales et mul-  
« tiples que nos pères ont eu le bon sens et le courage de  
« faire disparaître ! Quand ils ont proclamé l'égalité de  
« tous les citoyens devant la loi et, comme conséquence,  
« l'unité de juridiction, vous voulez défaire leur œuvre !

1. Séance du 28 février 1889, Sénat, Déb. p. 471, col. 3.

« C'est au moment même où nous proposons de célébrer l'anniversaire de 1789 qu'on veut ainsi ressusciter et remettre en vigueur tout ce vieux système judiciaire, dont ils ont débarrassé notre législation ! » (Très bien et applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

« Le Sénat fera, à mon humble avis, acte de sagesse en rejetant dès la première lecture, cette loi qui n'est ni nécessaire, ni conforme aux principes du droit moderne ». (Nouveaux applaudissements.)

La loi était formellement atteinte par le discours de M. Roger. Le rapporteur, M. Isaac, sénateur, cherche à atténuer la force du raisonnement tenu par son collègue, et défend l'institution nouvelle si critiquée des prud'hommes commerciaux, par l'institution ancienne si vantée des prud'hommes industriels.

« Si les observations, dit-il, que vient de présenter l'honorable M. Roger, doivent l'emporter sur les raisons de la commission, le Sénat n'a plus qu'une chose à faire à mon avis, c'est de demander la suppression de l'institution des prud'hommes, (Protestations sur divers bancs)... attendu que ces critiques s'appliquent aussi complètement au moins à l'institution des prud'hommes ouvriers qu'à celle des prud'hommes commerciaux... Il n'y a certainement pas plus de raisons pour maintenir l'institution actuellement existante des prud'hommes qu'il n'y en a pour combattre cette institution, telle qu'elle serait organisée par la nouvelle loi ».

Mais le Sénat se rangeant à l'avis de M. Roger rejeta le projet à une grande majorité.

CONCLUSION. — En terminant, nous pourrions affirmer comme au début que, par la création de la juridiction des prud'hommes et par l'extension qu'elle tend à prendre journellement, une profonde atteinte au principe de la prohibition a été apportée à diverses reprises par le législateur lui-même à sa règle inconsidérée, qui défend le préliminaire de conciliation devant les tribunaux de commerce. On peut bien dire dès maintenant que les exceptions et les dérogations à la règle sont sur le point de devenir plus nombreuses, au grand intérêt des justiciables, que ses applications et que le domaine de la non conciliation commerciale s'amointrit de jour en jour.

§ II. — De l'organisation des conseils de prud'hommes au point de vue de la conciliation.

Dans l'organisation des conseils de prud'hommes le législateur semble avoir suivi deux principes dont le premier régna sans partage jusqu'en 1848, époque à partir de laquelle le second vint jeter le trouble dans l'institution et diminuer singulièrement le nombre des affaires conciliées.

Jusqu'en 1848, ce que l'on veut avant tout dans les conseils de prud'hommes, ce sont des juges techniques, ayant des connaissances spéciales que les fabricants et

les ouvriers peuvent seuls réunir. On est conduit par cette idée que l'ouvrier qui a quelque différend avec son patron ne peut s'accoutumer à regarder les juges ordinaires qui à ses yeux ont le défaut de manquer de connaissances pratiques, comme étant ses juges naturels dans ces sortes d'affaires.

De même ce principe d'organisation ne permet pas de choisir un président étranger à l'industrie.

Une pareille disposition éloignerait probablement des conseils les notabilités industrielles qui ne voudraient pas avoir pour chef un homme plus ou moins versé peut-être dans la science du droit, mais complètement dépourvu de ces notions pratiques sans lesquelles il est impossible de juger les contestations soumises aux conseils de prud'hommes.

Que ce système ait bien présidé à l'organisation première des conseils, c'est ce qui résulte d'indices nombreux tirés de la loi.

D'abord le décret du 11 juin 1809 déclare que nul ne sera inscrit sur la liste des électeurs sans la présentation de sa patente. Les ouvriers non patentés, c'est-à-dire la masse des ouvriers, ne participent donc pas dans ce système aux élections. Seuls les électeurs sont éligibles ; en outre il faut avoir 30 ans et exercer depuis 6 ans son état. Ces particularités sont parfaitement d'accord avec le principe d'un tribunal technique. Cette idée explique également pourquoi la ville de Paris n'eut pas jusqu'en 1844 de Conseil de prud'hommes et pourquoi

à partir de ce moment, il en fut créé quatre pour cette seule ville. Dans le rapport qui précède l'ordonnance qui a créée dans la capitale ces nouvelles juridictions, on en donne comme raison : « l'accroissement continu de l'industrie parisienne, la multiplicité et la diversité infinie des branches de fabrication. » Il eût fallu un conseil composé d'un nombre considérable de conseillers, si on eût été obligé d'y faire entrer un homme pour chaque spécialité. On renonça donc à l'idée d'un conseil unique, prononçant indistinctement sur toutes les affaires de la fabrique et on proposa la création de plusieurs conseils connaissant chacun dans sa spécialité des contestations relatives à un certain nombre d'industries analogues groupées sous sa juridiction. C'est ainsi qu'on créa un premier conseil pour l'industrie des métaux et industries diverses ; un deuxième pour les tissus, un troisième pour les produits chimiques et le quatrième pour le bâtiment.

Donc en résumé, c'est la conception de tribunaux techniques qui fut la première.

A partir de 1848 apparaît un nouveau système d'organisation des conseils de prud'hommes.

Une autre préoccupation s'élève dans l'esprit du législateur. Il faut composer ce tribunal de patrons et d'ouvriers en nombre tel qu'il y ait toujours équilibre entre les deux éléments. Ce que l'on voulut, avant tout, ce fut un tribunal impartial entre les ouvriers et les patrons, c'est-à-dire la justice par les pairs. Le résultat fut d'or-

ganiser la lutte entre les juges à côté et au-dessus des luttes des plaideurs. C'est la lutte des classes introduite dans les conseils de prud'hommes au grand détriment de la justice. Aussi les statistiques constatent-elles qu'à partir de ce moment la moyenne des conciliations diminue.

Après cet aperçu sur l'organisation générale des conseils de prud'hommes, il est nécessaire de dire quelques mots de l'organisation spéciale en vue de la conciliation.

Les conseils de prud'hommes, comme on le sait, ont deux fonctions. La première, et la plus importante est de concilier les parties; la deuxième est de les juger, si l'on ne peut les mettre d'accord. De là la division du conseil en deux bureaux : le bureau particulier, dit de conciliation, et le bureau général, dit de jugement.

### § III. — De la procédure de conciliation devant le bureau particulier.

Nous nous proposons d'indiquer les caractères essentiels de cette procédure, désirant éviter la multiplicité des détails qui la constituent ; nous n'oublierons pas dans ce rapide exposé, que c'est dans le Code de procédure civile que nous trouvons la réglementation de droit commun des préliminaires de conciliation.

I. Devant les conseils de prud'hommes, contrairement au Code de procédure civile, ce sont les juges du fond qui sont aussi les conciliateurs. De plus la conciliation

n'est pas confiée à un seul prud'homme mais à un bureau constitué par un patron et un ouvrier.

Ces particularités sont conformes aux particularités d'organisation indiquées dans le paragraphe précédent. Il faut des juges techniques pour concilier des plaideurs qui portent à la barre des affaires techniques, et il faut la double représentation de l'élément patron et de l'élément ouvrier.

II. Le mode de convocation par voie de citation ne saurait trouver son application dans une procédure de conciliation qui doit être avant tout une procédure peu coûteuse. Aussi l'article 50 du Code de procédure civile ne s'applique-t-il point ici. L'article 29 du décret de 1809 ordonne aux justiciables de se rendre au bureau particulier sur une simple lettre écrite par le secrétaire du conseil. A Paris cette lettre est remise au défendeur par le demandeur lui-même, et ce, dans le but d'éviter une dépense d'envoi dont l'administration des postes ne peut faire l'avance. Toute la dépense consiste dans un paiement de 30 centimes au secrétaire du conseil. Nous sommes loin ici du mode de convocation par voie de citation. Dans le cas très fréquent où le défendeur ainsi convoqué ne se présente point, une citation est nécessaire. L'art. 30 du même décret nous en indique la forme.

Art. 30. « Si le particulier qui aurait été invité par le secrétaire à se rendre au bureau particulier ou au bureau général des prud'hommes, ne paraît point, il lui sera envoyé une citation qui lui sera remise par l'huiss-

sier attaché au conseil. Cette citation qui comprendra la date des jour, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, les nom et demeure du défendeur, énoncera sommairement les motifs qui le font appeler. »

L'article 34 qui complète l'article 30 s'exprime ainsi :

« La citation sera notifiée au domicile du défendeur et il y aura un jour au moins entre celui où elle aura été remise et le jour indiqué pour la comparution, si la partie est domiciliée dans la distance de trois myriamètres : si elle est domiciliée au delà de cette distance il sera ajouté un jour pour trois myriamètres. Dans le cas où les délais n'auraient pas été observés, si le défendeur ne paraît point, les prud'hommes ordonneront qu'il lui soit envoyé une nouvelle citation ; alors les frais de la première citation seront à la charge du demandeur. »

Comme aucune de ces formalités n'est prescrite à peine de nullité nous pensons que la nullité ne pourrait être prononcée que pour l'inobservation des formalités substantielles, conformément aux règles générales.

D'après les textes qui précèdent, c'est l'huissier même attaché au conseil qui doit faire cette citation. Mais qu'arriverait-il si nous nous trouvions dans l'un des cas où il aurait à instrumenter pour ses parents en ligne directe : pour ses frères, sœurs, ou alliés au même degré ?

Nous pensons que dans ces hypothèses cet huissier fera bien de s'abstenir, mais nous ne croyons pas pouvoir déclarer, vu le silence du décret, que la nullité de l'article 4 du Code de procédure civile lui serait applicable.

Quant aux règles que doit suivre l'huissier dans la remise de la citation, il faut, dans le silence du décret, appliquer les règles que le Code de procédure civile a édictées pour la remise de la citation à comparaître devant le juge de paix.

Si l'exploit a été irrégulièrement signifié, le bureau de conciliation aura le droit d'en déclarer la nullité et d'ordonner dans ce cas une nouvelle signification aux frais du demandeur suivant les termes mêmes de l'article 31 et conformément aux articles 1991 et 1992 du Code civil qui régissent le mandat salarié.

Le décret permet aux parties de se dispenser même de tous ces frais quelque légers qu'ils soient et l'article 58 les autorise, si elles s'entendent à cet égard, à se présenter volontairement en conciliation.

Article 58. « Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant les prud'hommes pour être conciliées par eux. Dans ce cas elles seront tenues de déclarer qu'elles demandent leurs bons offices. Cette déclaration sera signée par elles, ou mention en sera faite, si elles ne savent signer. Il ne sera rien payé pour cet objet.

III. Un nouveau trait particulier de cette procédure est la nécessité de la comparution personnelle des plaideurs devant le bureau particulier.

En effet l'article 29 du décret de 1810 dispose que :

« Tout marchand, fabricant, tout chef d'atelier, tout contre-maître et tout teinturier, tout ouvrier, compa-

gnon ou apprenti, appelé devant les prud'hommes sera tenu, sur une simple lettre de leur secrétaire, de s'y rendre en personne au jour et à l'heure fixés, sans pouvoir se faire remplacer, hors le cas d'absence ou de maladie ; alors seulement il sera admis à se faire représenter par l'un de ses parents, négociant ou marchand exclusivement, porteur de sa procuration. »

Constatons d'abord que cette disposition est contraire à l'article 53 du Code de procédure civile, qui en cas d'empêchement, permet de comparaître par un fondé de pouvoir.

Elle déroge également au principe général, que la représentation est admise en justice.

Comment expliquer pareille dérogation ?

On a dit que le Conseil des prud'hommes doit être considéré comme un tribunal de famille, dont la conciliation est la mission principale ; que cette mission n'a de chances sérieuses de succès que si les parties elles-mêmes sont présentes ; que les mandataires consentent difficilement un accommodement, quel qu'il soit, craignant le reproche de n'avoir point lutté jusqu'au bout, ou bien, s'ils ont lutté, d'être d'humeur processive et d'avoir manqué un accommodement honorable. On ajoute enfin que des représentants sont moins aptes à donner des réponses exactes aux questions imprévues que le débat peut faire naître.

Quelle que soit la valeur de ces raisons, il n'en est pas

moins vrai que l'application de la règle est aujourd'hui difficile.

Avec les industries moins importantes du commencement du siècle tout cela pouvait se trouver fort juste. Quand un patron n'emploie que quelques ouvriers, il connaît dans les moindres détails tous ses rapports avec chacun d'eux. Mais à présent, avec la grande industrie, cela a bien changé. On se représente mal un grand industriel, employant des centaines d'ouvriers, obligé de se présenter personnellement devant les conseils de prud'hommes chaque fois qu'il y est convoqué. Jugez de l'embarras si, ayant plusieurs usines, il était convoqué le même jour et à la même heure devant les conseils de différentes villes.

Supposons en jeu encore une société anonyme : Que de difficultés va rencontrer l'application de la loi actuelle ! A qui peut-on s'adresser pour se faire remplacer ? A un parent, dit la loi, exerçant la même profession. C'est impossible pour les sociétés anonymes et comme le nombre en est considérable et tend tous les jours à augmenter, il en résulte que celui qui dans la société remplit les fonctions de patron passerait sa journée entière à discuter devant le bureau particulier des prud'hommes.

Et qui est le patron dans la société anonyme ? Le président du conseil d'administration lui-même présente-t-il bien les caractères du patron ? Le résultat direct de cette loi en pareille hypothèse est diamétralement opposé aux intérêts de la conciliation. Retenu par une affaire impor-

tante le patron ne se rend point devant les prud'hommes au jour indiqué, d'où envoi d'une citation et conciliation impossible.

En pratique on échappe à une telle impossibilité en partant de l'idée que ce n'est pas le patron que le législateur a eü en vue, mais bien plutôt celui qui exerce en fait vis-à-vis de l'ouvrier l'autorité patronale ; c'est-à-dire le chef d'atelier ou le contre-maitre.

On s'est enfin inquiété de cette situation en 1884 et en 1889. Des projets de loi furent portés devant les Chambres, mais ils ne furent discutés qu'en 1892.

Dans le projet de 1889, le gouvernement admettait, quoique timidement, le principe de représentation possible ; il fallait cependant avoir comme mandataires des personnes ayant même profession, et si on pouvait avoir recours à des employés fondés de pouvoirs, c'était seulement dans les cas d'absence ou de maladie.

En 1892 la Chambre adopta un projet dans lequel se trouvait toujours restreinte aux seuls cas d'absence ou de maladie la faculté de se faire représenter, mais qui donnait le droit de choisir plus librement que dans le précédent projet ses représentants.

En 1894, le Sénat, appelé à son tour à discuter cette question, vota les textes suivants :

« Tout justiciable appelé en conciliation devant le conseil des prud'hommes est tenu, sur une simple lettre du secrétaire qui jouira de la franchise postale, de se

rendre en personne au jour et à l'heure fixés devant le bureau de conciliation où il ne pourra se faire assister. »

« Les chefs d'industrie peuvent toutefois se faire représenter par le directeur gérant de leur établissement ou par un employé fondé de pouvoirs. »

En cas d'absence ou de maladie, tout justiciable peut se faire représenter par une personne exerçant la même industrie et ouvrier ou patron comme lui, porteur de la lettre du secrétaire visée par le destinataire. La signature de ce dernier doit être légalisée dans les formes ordinaires. Les parties ne peuvent faire signifier aucune défense.

Ce serait là une réforme sérieuse qui permettrait dans certains cas spéciaux la non comparution personnelle des parties.

On a soulevé également la question du conseil et de l'avocat assistant le plaideur. Là encore le législateur, craignant peut-être à tort que la conciliation en soit entravée, n'a pas voulu jusqu'ici l'admettre. Il est difficile de prévoir quel sera dans la législation nouvelle le sort de cette proposition, le Sénat l'ayant refusée contrairement au vote de la Chambre. Disons que tous les auteurs ainsi que la Cour de cassation sont d'un avis opposé à celui qui a prévalu au Sénat.

Les séances du bureau particulier, comme toutes les audiences, sont publiques. On a reconnu, bien qu'en fait on ne le pratique guère, que la publicité des débats était

un obstacle sérieux à la conciliation des parties. Si l'on se rend compte que nombre de ces petites contestations naissent de difficultés d'amour propre, de droits mal compris, de devoirs mal interprétés, l'on voit aussi que bien des gens hésitent à confesser publiquement leurs torts et à se concilier devant une audience nombreuse.

Et pourtant en fait, à Paris notamment, les séances du bureau particulier sont ouvertes à tous ceux qui sont cités dans la journée devant le bureau particulier. Ce sont là des spectateurs qui ne manquent pas d'influencer mal les parties en cause et qui empêchent dans certains cas la conciliation. Il serait prudent peut-être dans la nouvelle loi projetée sur la procédure de conciliation devant les prud'hommes d'autoriser le bureau particulier à tenir des séances privées.

Les traits essentiels de cette procédure étant examinés, il nous reste à en voir le fonctionnement.

L'article 21 du décret de 1810 indique que dans les villes où le conseil est composé de 5 à 7 membres, le bureau de conciliation s'assemblera tous les 2 jours, de 11 heures du matin jusqu'à une heure. Si le conseil est composé de 9 à 15 membres, le bureau particulier tiendra tous les jours une séance qui commencera et finira aux mêmes heures.

Faut-il en conclure que si des raisons particulières à la localité exigeaient d'autres heures, il pourrait être dérogé à la lettre du texte ? Nous pensons que, sur ce

point, les conseils ont toute latitude. Il en est de même du nombre des séances de conciliation.

Le bureau particulier ainsi composé et tenant séance aux jour et heure indiqués, supposons les plaideurs devant les conseillers prud'hommes membres de ce bureau : le demandeur explique simplement son affaire sans y mêler des questions de procédure qui l'obscurciraient, en la compliquant.

Le défendeur répond.

Du reste nous ne saurions mieux indiquer la procédure suivie par les bureaux particuliers qu'en citant ce qu'en dit M. Nouvion-Jacquet, président du Conseil des prud'hommes de Reims, dans son *Résumé de Jurisprudence* à l'usage des conseillers prud'hommes, au titre du bureau particulier.

« Le juge doit entendre les parties l'une après l'autre ; le demandeur, sur l'invitation qui lui en est faite, expose sa demande. Le juge veille à ce qu'il ne s'écarte point du sujet ; il peut l'aider dans ses explications et le questionner sur les points qui lui paraissent obscurs en demandant des réponses précises et aussi courtes que possible de façon à établir d'une manière bien nette l'objet de la demande et la cause du litige. Il n'a admis aucune interruption ou interpellation de la part du défendeur ; il peut résumer la demande. »

C'est précis et substantiel. L'on voit immédiatement toute l'aide que le prud'homme ouvrier apporte au demandeur qui souvent ne sait point expliquer une cause

juste pour le forger à présenter sa demande d'une façon satisfaisante et à bien éclairer le bureau particulier sur l'origine du conflit et sur sa cause. C'est là que les prud'hommes trouveront sans aucun doute les raisons qu'ils pourront faire valoir aux parties pour les amener à la conciliation.

Le demandeur est entendu : il faut laisser le défendeur donner ses explications.

« Le juge s'attache à ce que le défendeur réponde seulement aux prétentions de la demande. Il le guide au besoin et le questionne. Il est indispensable, dans l'intérêt même des justiciables, que du commencement à la fin de l'affaire, le conseiller prud'homme prenne à tâche de faire comprendre au demandeur et au défendeur qu'ils n'ont devant eux qu'un juge bienveillant, dégagé de tout parti-pris, *cherchant avant tout la conciliation*, mais décidé à user de son autorité et de ses prérogatives pour réprimer toutes paroles inconvenantes et toutes insinuations malveillantes. »

Les deux parties ont donc pu exposer leurs prétentions réciproques et répondre aux questions posées. Toute latitude leur a été donnée pour ce faire et ils n'ont eu garde de laisser dans l'ombre une des raisons, qu'ils croient utiles à leur cause.

Presque toujours à ce moment les conseillers prud'hommes ont leur opinion faite.

S'ils ne sont point convaincus, chacun d'eux pose aux parties les questions nécessaires pour former sa convic-

tion. Ils peuvent même les interroger séparément hors la présence de leur adversaire sur les faits à propos desquels elles sont en désaccord.

Leur opinion faite, que vont décider les membres du bureau particulier ?

Le conseiller prud'homme qui préside démontrera aux parties leurs torts réciproques et leur fera comprendre les erreurs qu'ils ont pu commettre. Quand les plaideurs auront compris, ils seront bien près de se concilier.

Si le conseiller alors leur demande de poser eux-mêmes les bases d'une transaction, chacune des parties hésitera, craignant de trop abandonner et la conciliation, tout à l'heure si probable, échouera au port. L'amour propre renaîtra et les parties s'entêteront à se faire juger.

Mais le conseiller prud'homme connaît ces imperfections des hommes. Il saisira l'occasion propice et, sans faire connaître son avis personnel, dira aux plaideurs un moyen honorable de mettre fin à leur différend et leur dictera les termes d'un arrangement amiable. Ceux-ci qui ne demandaient pas mieux au fond que de se concilier s'empareront de la transaction proposée et la faisant leur, se concilieront sans tarder.

S'ils hésitent, le conseiller prud'homme tentera un dernier effort sans toutefois indiquer son opinion aux parties.

Et M. Nouvion-Jacquet nous indique à l'endroit cité plus haut ce que doit faire en dernier lieu le bureau particulier.

« Quand le juge aura indiqué un mode de conciliation, lorsqu'il aura la conviction qu'il a fait la part complète à chacune des parties, il deviendra alors le propre défenseur de la solution qu'il a proposée, il n'admettra plus aucune explication, aucun chiffre nouveau, aucune modification nouvelle ; très énergiquement, il clora les débats et délivrera un permis de citer ».

#### § IV. — Résultats statistiques.

Heureusement les parties s'accordent le plus souvent devant le bureau particulier et point n'est besoin de les renvoyer devant le bureau général. Les Statistiques que nous allons donner ici montreront à la fois l'excellence de l'institution et combien le législateur a eu raison de porter lui-même une atteinte à sa défense d'user du préliminaire de conciliation.

Avant d'entrer dans le détail des statistiques, jetons un coup d'œil général sur l'œuvre de conciliation accomplie par les bureaux particuliers des prud'hommes de 1830 à 1885. Nous trouvons dans les comptes rendus les résultats suivants :

| ANNÉES      | AFFAIRES   |                | Nombre moyen annuel<br>d'affaires portées devant le<br>bureau particulier |
|-------------|------------|----------------|---------------------------------------------------------------------------|
|             | conciliées | non conciliées |                                                                           |
| 1830 à 1835 | 97 %       | 3 %            | 12.971                                                                    |
| 1836 à 1840 | 96 %       | 4 %            | 15.273                                                                    |
| 1841 à 1845 | 90 %       | 10 %           | 18.201                                                                    |
| 1846 à 1850 | 89 %       | 11 %           | 21.821                                                                    |
| 1851 à 1855 | 84 %       | 16 %           | 40.696                                                                    |
| 1856 à 1860 | 79 %       | 21 %           | 45.368                                                                    |
| 1861 à 1865 | 76 %       | 24 %           | 43.490                                                                    |
| 1866 à 1870 | 75 %       | 25 %           | 41.639 + 44.686 de 1866<br>à 1869                                         |
| 1871 à 1875 | 74 %       | 26 %           | 38.535                                                                    |
| 1876 à 1880 | 71 %       | 29 %           | 36.138                                                                    |
| 1881 à 1885 | 56 %       | 34 %           | 32.512                                                                    |

Depuis 1880 les conciliations deviennent de moins en moins nombreuses. Après avoir été égales à 61 0/0 en 1881 et à 64 0/0 c'est-à-dire à près des deux tiers en 1882, elles sont descendues en 1883 à 56 0/0 et depuis elles n'ont cessé de décroître. En 1890 leur nombre était de 53 0/0. En tous cas les résultats obtenus sont encore très satisfaisants, et il ne faut point désespérer d'une institution qui a rendu de si grands services.

Mais voyons en détail le nombre d'affaires soumises au bureau particulier et pour ne point abuser de statistiques

voyons pendant une période de 20 années les résultats obtenus par les prud'hommes en matière de conciliation. — Prenons la période de 1851 à 1870. Durant cette période, nous l'avons vu, le nombre de conciliations est très important sans atteindre aux chiffres les plus élevés constatés pendant la période de 1830 à 1835, sans descendre jusqu'aux chiffres beaucoup moins forts constatés ces dernières années. Il est donc intéressant de voir les résultats obtenus pendant ces années moyennes et d'en faire un tableau succinct. Nous pensons que le simple examen des tableaux ci-après permettra de s'en rendre compte.

Dans un dernier tableau nous indiquerons les conciliations obtenues de 1887 à 1894, date à laquelle s'arrêtent les statistiques officielles.

| ANNÉES   | BUREAU PARTICULIER              |                              |          |                        |                               |                       |                 |          |                |                                | BUREAU GÉNÉRAL              |                         |                              |                           |                            |
|----------|---------------------------------|------------------------------|----------|------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------|----------|----------------|--------------------------------|-----------------------------|-------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------|
|          | NATURE DES AFFAIRES             |                              |          |                        |                               | RÉSULTAT DES AFFAIRES |                 |          |                |                                | RÉSULTAT DES AFFAIRES       |                         |                              |                           |                            |
|          | Questions                       |                              |          |                        |                               | Affaires              |                 |          |                |                                | Affaires                    |                         |                              |                           |                            |
|          | Nombre des affaires à concilier | de d'ap-<br>prentis-<br>sage | de congé | de salaire et malfaçon | de livres d'acquit du tissage | diverses              | conci-<br>liées | retirées | non conciliées | restant à concilier le 31 déc. | Nombre des affaires à juger | retirées avant jugement | JUGÉES<br>en dernier ressort | suscep-<br>tibles d'appel | restant à juger le 31 déc. |
| 1851.... | 33.059                          | »                            | »        | »                      | »                             | »                     | 24.034          | 4.749    | 4.279          | »                              | 4.279                       | 2.763                   | 1.425                        | 391                       | »                          |
| 1852.... | 40.258                          | »                            | »        | »                      | »                             | »                     | 28.458          | 6.624    | 5.176          | »                              | 5.176                       | 3.494                   | 1.485                        | 497                       | »                          |
| 1853.... | 44.236                          | »                            | »        | »                      | »                             | »                     | 30.969          | 7.531    | 5.736          | »                              | 5.736                       | 3.882                   | 1.347                        | 507                       | »                          |
| 1854.... | 42.499                          | »                            | »        | »                      | »                             | »                     | 29.724          | 7.434    | 5.644          | »                              | 5.644                       | 3.804                   | 1.495                        | 348                       | »                          |
| 1855.... | 43.426                          | »                            | »        | »                      | »                             | »                     | 28.699          | 8.369    | 6.358          | »                              | 6.358                       | 4.247                   | 1.783                        | 358                       | »                          |
| Total..  | 203.478                         | »                            | »        | »                      | »                             | »                     | 144.878         | 34.407   | 27.493         | »                              | 27.493                      | 18.457                  | 6.935                        | 2.404                     | »                          |

| ANNÉES                       | BUREAU PARTICULIER              |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|------------------------------|---------------------------------|---------------------------|-------------|---------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------|-----------------|----------|------------------------|--------------------------------------------|--|
|                              | NATURE DES AFFAIRES             |                           |             |                                 |                                           | RÉSULTAT DES AFFAIRES |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | Questions                       |                           |             |                                 |                                           | Affaires              |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | Nombre des affaires à concilier | d'ap-<br>prentis-<br>sage | de<br>congé | de<br>salaire<br>et<br>maltaçon | de<br>livres<br>d'acquit<br>du<br>tissage | diverses              | conci-<br>liées | retirées | non<br>conci-<br>liées | restant<br>à<br>concilier<br>le<br>31 déc. |  |
| 1856....                     | 49.057                          | »                         | »           | »                               | »                                         | »                     | 34.910          | 9.931    | 7.216                  | »                                          |  |
| 1857....                     | 49.437                          | »                         | »           | »                               | »                                         | »                     | 29.434          | 40.943   | 8.793                  | »                                          |  |
| 1858....                     | 43.389                          | »                         | »           | »                               | »                                         | »                     | 26.043          | 9.754    | 7.622                  | »                                          |  |
| 1859....                     | 43.089                          | »                         | »           | »                               | »                                         | »                     | 25.863          | 9.694    | 7.535                  | »                                          |  |
| 1860....                     | 42.166                          | »                         | »           | »                               | »                                         | »                     | 24.667          | 40.335   | 7.164                  | »                                          |  |
| Total..                      | 226.838                         | »                         | »           | »                               | »                                         | »                     | 137.884         | 50.624   | 38.330                 | »                                          |  |
| BUREAU GÉNÉRAL               |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
| RÉSULTAT DES AFFAIRES        |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
| Affaires                     |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
| JUGÉES                       |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
| restant à juger le 31 déc.   |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
| retirées avant jugement      |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
| en dernier ressort           |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
| suscip-<br>tibles<br>d'appel |                                 |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | Nombre des affaires à juger     |                           |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | 7.216                           | 4.963                     | 1.854       | 397                             | »                                         |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | 8.793                           | 6.494                     | 2.076       | 526                             | »                                         |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | 7.622                           | 4.744                     | 2.364       | 544                             | »                                         |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | 7.535                           | 4.803                     | 2.217       | 515                             | »                                         |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | 7.164                           | 4.415                     | 2.283       | 466                             | »                                         |                       |                 |          |                        |                                            |  |
|                              | 38.330                          | 25.148                    | 10.794      | 2.418                           | »                                         |                       |                 |          |                        |                                            |  |

| BUREAU PARTICULIER |                                             |                                 |                                 |                                           |                                           |                       |                 |          |                        | BUREAU GÉNÉRAL                             |                                         |                               |        |                              |                                        |     |
|--------------------|---------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------|-----------------|----------|------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------|--------|------------------------------|----------------------------------------|-----|
| ANNÉES             | NATURE DES AFFAIRES                         |                                 |                                 |                                           |                                           | RÉSULTAT DES AFFAIRES |                 |          |                        |                                            | RÉSULTAT DES AFFAIRES                   |                               |        |                              |                                        |     |
|                    | Nombre<br>des<br>affaires<br>à<br>concilier | Questions                       |                                 |                                           |                                           | diverses              | Affaires        |          |                        |                                            | Nombre<br>des<br>affaires<br>à<br>juger | Affaires                      |        |                              |                                        |     |
|                    |                                             | de<br>d'ap-<br>prentis-<br>sage | de<br>salaire<br>et<br>malfaçon | de<br>livres<br>d'acquit<br>du<br>tissage | de<br>livres<br>d'acquit<br>du<br>tissage |                       | conci-<br>liées | retirées | non<br>conci-<br>liées | restant<br>à<br>concilier<br>le<br>31 déc. |                                         | retirées<br>avant<br>jugement | JUGÉES | suscep-<br>tibles<br>d'appel | restant<br>à<br>juger<br>le<br>31 déc. |     |
| 1861....           | 44.470                                      | 3.405                           | 6.034                           | 27.599                                    | 4.741                                     | 6.024                 | 25.611          | 40.645   | 8.214                  | »                                          | 8.214                                   | 5.081                         | 2.575  | 558                          | »                                      | 426 |
| 1862....           | 43.567                                      | 3.223                           | 5.426                           | 27.354                                    | 489                                       | 7.075                 | 25.970          | 8.910    | 8.445                  | 242                                        | 8.626                                   | 5.403                         | 2.475  | 622                          |                                        |     |
| 1863....           | 42.623                                      | 2.925                           | 5.596                           | 25.535                                    | 394                                       | 8.476                 | 25.385          | 9.844    | 7.217                  | 477                                        | 7.486                                   | 4.130                         | 2.260  | 656                          |                                        | 440 |
| 1864....           | 43.662                                      | 3.132                           | 5.912                           | 26.044                                    | 434                                       | 8.473                 | 25.461          | 40.509   | 7.325                  | 467                                        | 7.590                                   | 4.279                         | 2.388  | 786                          |                                        | 437 |
| 1865....           | 43.127                                      | 3.444                           | 5.853                           | 25.955                                    | 883                                       | 7.205                 | 24.992          | 9.729    | 8.259                  | 447                                        | 8.434                                   | 4.727                         | 2.562  | 663                          |                                        | 482 |
| Total..            | 217.449                                     | 15.526                          | 28.818                          | 132.454                                   | 3.908                                     | 36.743                | 127.449         | 49.637   | 39.660                 | 733                                        | 39.750                                  | 23.620                        | 12.260 | 3.285                        |                                        | 585 |

| ANNÉES   | BUREAU PARTICULIER              |                              |             |                                 |                                           |                       |                 |          |                        |                                            | BUREAU GÉNÉRAL              |                               |                          |                              |                                        |
|----------|---------------------------------|------------------------------|-------------|---------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------|-----------------|----------|------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------|------------------------------|----------------------------------------|
|          | NATURE DES AFFAIRES             |                              |             |                                 |                                           | RÉSULTAT DES AFFAIRES |                 |          |                        |                                            | RÉSULTAT DES AFFAIRES       |                               |                          |                              |                                        |
|          | Nombre des affaires à concilier | Questions                    |             |                                 |                                           | Affaires              |                 |          |                        |                                            | Nombre des affaires à juger | Affaires                      |                          |                              |                                        |
|          |                                 | de d'ap-<br>prentis-<br>sage | de<br>congé | de<br>salaire<br>et<br>malfaçon | de<br>livres<br>d'acquit<br>du<br>tissage | diverses              | conci-<br>liées | retirées | non<br>conci-<br>liées | restant<br>à<br>concilier<br>le<br>31 déc. |                             | retirées<br>avant<br>jugement | en<br>dernier<br>ressort | suscep-<br>tibles<br>d'appel | restant<br>à<br>juger<br>le<br>31 déc. |
| 1866.... | 44.320                          | 3.052                        | 5.706       | 27.497                          | 488                                       | 7.577                 | 25.577          | 10.148   | 8.404                  | 191                                        | 8.074                       | 4.633                         | 2.641                    | 657                          | 143                                    |
| 1867.... | 44.817                          | 2.793                        | 5.706       | 29.014                          | 421                                       | 6.883                 | 26.203          | 9.889    | 8.500                  | 225                                        | 8.288                       | 4.638                         | 2.768                    | 687                          | 195                                    |
| 1868.... | 45.001                          | 2.966                        | 5.402       | 28.458                          | 799                                       | 7.376                 | 26.365          | 9.560    | 8.852                  | 224                                        | 8.997                       | 4.993                         | 3.129                    | 669                          | 206                                    |
| 1869.... | 43.807                          | 2.272                        | 5.485       | 28.696                          | 430                                       | 7.204                 | 25.793          | 9.041    | 8.813                  | 190                                        | 8.990                       | 4.900                         | 2.967                    | 854                          | 269                                    |
| 1870.... | 30.219                          | 1.571                        | 3.862       | 19.848                          | 437                                       | 4.531                 | 17.828          | 6.122    | 6.155                  | 144                                        | 6.579                       | 3.504                         | 2.195                    | 1.137                        | 143                                    |
| Total..  | 208.194                         | 12.654                       | 25.861      | 133.513                         | 2.575                                     | 33.391                | 121.766         | 44.750   | 40.724                 | 974                                        | 40.928                      | 22.668                        | 13.700                   | 3.604                        | 956                                    |

| ANNEES | BUREAUX PARTICULIERS                         |                                                        |            |                                                                     |                                  |                   |                                |                                          |                                                    |                            | BUREAU GÉNÉRAL              |                      |                            |              |            |                         |    |  |  |  | APPELS devant les tribunaux de commerce |  |  |  |
|--------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------|--------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------|----------------------------|--------------|------------|-------------------------|----|--|--|--|-----------------------------------------|--|--|--|
|        | AFFAIRES                                     |                                                        |            |                                                                     |                                  |                   |                                |                                          |                                                    |                            | AFFAIRES                    |                      |                            |              |            |                         |    |  |  |  | Nombre d'appels                         |  |  |  |
|        | Restant à concilier le 1 <sup>er</sup> janv. | Dont le bureau particulier a été saisi pendant l'année | Conciliées | Retirées par les parties avant que le bureau particulier ait statué | Non conciliées et dont le bureau |                   | Restant à concilier au 31 déc. | Restant à juger au 1 <sup>er</sup> janv. | Dont le bureau général a été saisi pendant l'année | Retirées avant le jugement | Terminées par des jugements |                      | Restant à juger au 31 déc. | Confirmation | Infraction | Suivies de transactions |    |  |  |  |                                         |  |  |  |
|        |                                              |                                                        |            |                                                                     | a été saisi                      | n'a pas été saisi |                                |                                          |                                                    |                            | en dernier ressort          | susceptibles d'appel |                            |              |            |                         |    |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1887   | 177                                          | 41.738                                                 | 17.659     | 8.516                                                               | 12.984                           | 2.672             | 88                             | 220                                      | 12.984                                             | 7.019                      | 4.972                       | 981                  | 232                        | 284          | 115        | 86                      | 83 |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1888   | 88                                           | 41.031                                                 | 16.795     | 7.868                                                               | 12.686                           | 3.553             | 235                            | 232                                      | 12.686                                             | 7.435                      | 4.464                       | 830                  | 189                        | 356          | 153        | 133                     | 80 |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1889   | 255                                          | 42.906                                                 | 18.543     | 8.229                                                               | 13.136                           | 3.042             | 191                            | 189                                      | 13.136                                             | 7.539                      | 4.812                       | 794                  | 180                        | 293          | 133        | 116                     | 44 |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1890   | 191                                          | 45.005                                                 | 19.182     | 8.575                                                               | 14.240                           | 3.020             | 179                            | 180                                      | 14.240                                             | 8.339                      | 4.875                       | 987                  | 219                        | 332          | 132        | 146                     | 54 |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1891   | 179                                          | 49.837                                                 | 19.966     | 9.979                                                               | 16.401                           | 3.513             | 157                            | 219                                      | 16.401                                             | 9.489                      | 5.477                       | 1.409                | 245                        | 353          | 141        | 149                     | 63 |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1892   | 157                                          | 50.646                                                 | 21.101     | 10.465                                                              | 15.627                           | 3.430             | 180                            | 245                                      | 15.627                                             | 8.954                      | 5.536                       | 1.443                | 239                        | 364          | 151        | 123                     | 90 |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1893   | 180                                          | 52.729                                                 | 22.119     | 10.758                                                              | 16.287                           | 3.556             | 159                            | 240                                      | 16.287                                             | 9.233                      | 5.774                       | 1.255                | 265                        | 417          | 145        | 228                     | 74 |  |  |  |                                         |  |  |  |
| 1894   | 159                                          | 43.946                                                 | 20.677     | 10.195                                                              | 16.139                           | 2.888             | 206                            | 265                                      | 16.137                                             | 9.112                      | 5.777                       | 1.255                | 260                        | 464          | 172        | 209                     | 83 |  |  |  |                                         |  |  |  |

## Section II

### *De la conciliation devant les arbitres rapporteurs*

#### Paragraphe préliminaire.

Le législateur de 1806 a donc défendu toute tentative de conciliation commerciale avant l'introduction de la demande. Dans sa pensée, il ne fallait pas que cette procédure, vint compliquer et retarder un seul instant la marche rapide du procès. Il eût été logique de statuer dans la même pensée qu'aucune tentative de conciliation ne serait faite au cours de cette procédure qui requiert toute célérité.

Cette logique, la loi ne l'a pas eue.

Dans son article 429 du Code de procédure civile, elle prescrit aux tribunaux de commerce de confier aux arbitres rapporteurs la mission de concilier les parties, si faire se peut.

Investis de cette mission spéciale, les arbitres-rapporteurs devront employer un certain temps à concilier les plaideurs et, par conséquent, la solution du procès en sera d'autant retardée.

Avec la meilleure foi du monde, il nous est impossible de ne pas voir de contradiction entre les différentes dispositions édictées par le législateur sur la conciliation commerciale. Loin de nous en plaindre, nous sommes sa-

tisfait de voir une foule d'affaires commerciales entrer dans le domaine de la conciliation, ce qui constitue une sérieuse atteinte au principe de la prohibition.

Nous allons étudier avec soin cette conciliation commerciale ; nous rechercherons d'abord en quelques mots son origine ; nous verrons en second lieu quelles affaires peuvent y être soumises, ensuite nous étudierons ses formes ; nous dirons en dernier lieu ses résultats.

§ I. — Origine de la conciliation devant les arbitres rapporteurs.

Deux documents de l'ancienne législation doivent être invoqués en notre sujet.

C'est d'abord l'ordonnance de 1563, fondamentale en matière de juridiction commerciale, qui permet aux consuls « d'appeler avec eux, si la matière y est sujette et en sont requis par les parties, tel nombre de *personnes de conseil* qu'ils aviseront ».

C'est là suivant toute vraisemblance que se trouve l'origine des arbitres rapporteurs.

D'après ce document la mission de ces « personnes de Conseil » n'est pas limitée, ce qui donnait aux consuls le droit de les investir de n'importe quel pouvoir.

Le second document est l'ordonnance fameuse de 1667, qui, dans son titre XVI § 3, est venue formuler presque littéralement ce qui deviendra plus tard notre article 429.

« Pourront néanmoins les juges et consuls, s'il est nécessaire de voir les pièces nommer en présence des parties

ou de ceux qui seront chargés de leur mémoire, un des anciens consuls ou autre marchand non suspect, pour les examiner et sur son rapport, donner sentence qui sera prononcée en la prochaine audience.

Ce texte semble limiter la mission des arbitres à l'examen des pièces et ne fait point d'eux des conciliateurs. L'article désigne même les personnes parmi lesquelles ces arbitres peuvent être choisis. Ce sont des anciens consuls ou autres marchands non suspects.

Mais l'usage paraît avoir étendu un peu en dehors de ses termes cette disposition de l'ordonnance de 1667.

Ainsi Rodier, commentateur de cette Ordonnance, nous apprend que le tribunal nommait des arbitres choisis parmi les avocats et que la formule employée par les jugements de renvoi contenait en première ligne une mission conciliatrice.

L'« *appointment* » portait en ce cas « *que la compagnie commet un tel pour ouïr les parties, les accommoder s'il se peut, et à défaut donner son avis ou relation et l'envoyer à la compagnie* ».

Ainsi le jugement qui renvoyait en 1667 devant un ancien consul ou un marchand non suspect, donnait à l'arbitre choisi mission :

- 1° D'ouïr les parties ;
- 2° De les accommoder, s'il se peut ;
- 3° Sinon de donner leur avis.

La force de l'usage est telle, en matière commerciale, que les jugements rendus en 1898 par les juges consu-

lares actuels, donnent en la complétant, même mission aux arbitres.

Il est vrai que Jousse, autre commentateur de la même ordonnance, s'élève en termes assez vifs contre cet usage (Préface, page XXVI).

« C'est une mauvaise excuse et un prétexte frivole de vouloir corriger l'ordonnance par l'usage. Il ne faut pas accommoder les ordonnances à l'usage, mais l'usage aux ordonnances. »

Quoi qu'en pense Jousse, il faut bien admettre que cet usage se soit appliqué un certain nombre de fois et rappeler le principe que le commerce est régi, non seulement par les dispositions législatives, mais aussi par les usages.

Telle est l'origine ancienne de l'art. 429 de notre Code de procédure.

Quand le projet de Code de procédure civile fut formulé, il contenait un titre entier consacré aux arbitres rapporteurs. On étendait même leur mission aux affaires civiles.

Mais on reconnut bientôt que le renvoi devant arbitre en matière civile ferait double emploi avec le préliminaire de conciliation. On crut avec raison que ce préliminaire et les expertises permises suffiraient à la bonne administration de la justice civile.

Par contre on crut nécessaire de maintenir devant les tribunaux de commerce la faculté de renvoyer devant arbitres.

C'était reconnaître implicitement la mission de conciliation des arbitres rapporteurs et les juges consulaires dans les renvois fréquents qu'ils font, se sont pénétrés de cette idée.

Aussi supprima-t-on le titre entier et l'article 429 seul resta debout. C'est ce qui nous explique les obscurités de cet article.

Le Tribunal crut peut-être, en ce faisant, créer une nouvelle forme d'arbitrage et M. Périn, nous indique de façon précise (*Vœu du Tribunal*, p. 98), quelles seront les fonctions des arbitres rapporteurs.

« Cette rédaction définit très clairement le caractère  
« et la fonction des arbitres, ils sont examinateurs et non  
« appréciateurs. Ils concluent, ils donnent leur avis.  
« C'est ainsi que le Code a introduit une nouvelle forme  
« d'arbitrage inconnue jusqu'alors et dont il est aisé de  
« prévoir les heureux effets. L'utilité de cette espèce de  
« tribunal de famille se fait mieux sentir qu'elle ne peut  
« s'expliquer et s'il n'en résulte point toujours une heu-  
« reuse conciliation, du moins l'avis de ces arbitres  
« aura-t-il l'avantage de réduire ces débats à leurs véri-  
« tables termes et d'en faciliter la décision pour ceux à  
« qui la loi la confie. »

Il nous paraît impossible de mieux indiquer quel est le rôle des arbitres rapporteurs.

Le Législateur, dans le Code de procédure, a suivi l'avis de M. Périn et voulant être trop concis, il a ouvert la porte à toutes les difficultés qui sont nées sur l'interprétation à donner à cet article.

§ II. — A qui peut être confiée la mission d'arbitre.

Les tribunaux de commerce ont pour idée première de confier la mission d'arbitre à des personnes aptes par leur caractère, par leur compétence, par leur valeur personnelle, à arriver au but qu'ils leur assignent, c'est-à-dire la conciliation.

Pour ce faire, ils ont confié la mission d'arbitre :

1<sup>o</sup> A des arbitres salariés ;

2<sup>o</sup> A des arbitres négociants ;

3<sup>o</sup> Aux syndicats professionnels. Ces deux dernières catégories d'arbitres sont en usage devant le tribunal de Commerce de la Seine seulement.

1<sup>o</sup> *Arbitres salariés.* — Ces arbitres sont nommés par le Tribunal après examen sérieux de leurs titres et de leur compétence ; ils sont inscrits dès lors sur une liste révisée chaque année, dans laquelle les magistrats consulaires choisissent pour chaque affaire l'arbitre qui lui paraît convenable.

Ces arbitres qui n'ont point de bourse commune, qui ne sont pas soumis à un règlement spécial, sont sous l'autorité directe du président du Tribunal, qui peut rayer de la liste quiconque compromettrait la bonne administration de la Justice. Le président a donc une action certaine sur les arbitres salariés et peut diriger leurs travaux dans le sens qu'il croit le meilleur aux intérêts des justiciables.

Ces arbitres reçoivent des honoraires fixés par les juges du Tribunal, sur la demande faite au bas du rapport déposé au Greffe. En cas de conciliation, les arbitres touchent au Greffe leurs honoraires, munis de l'autorisation écrite des plaideurs ou de l'autorisation du Tribunal.

2° *Arbitres négociants*. — Le souci constant apporté par les juges consulaires à dispenser à leurs mandants une justice peu coûteuse et conciliatrice leur a fait rechercher des moyens nouveaux d'éviter aux plaideurs les frais nécessités par le renvoi devant des arbitres salariés, et d'amener dans des cas plus nombreux encore la conciliation si désirée. Aussi le Tribunal accueille-t-il les arbitres négociants qui leur donnent un concours gratuit et font tous leurs efforts pour concilier les parties qui sont renvoyées devant eux.

3° *Chambres syndicales*. — De plus, par une entente entre le président du Tribunal de commerce de la Seine et les chambres syndicales il a été décidé que désormais les juges consulaires auraient toute facilité pour renvoyer à l'examen des chambres syndicales les affaires de la compétence spéciale de ces syndicats.

C'était éviter aux parties des frais quelquefois importants et leur permettre d'exposer leur différend devant des arbitres connaissant tous les détails de la vie professionnelle des plaideurs et mieux à même que tous autres d'arriver à les concilier.

Une telle pratique fut dès l'abord très en faveur,

et le nombre des conciliations obtenues des plus importants.

Malheureusement les syndicats professionnels ne comprirent point que leur mission se limitait aux fonctions d'arbitres rapporteurs.

Dans un discours prononcé le 16 janvier 1875 à la séance d'installation du Tribunal de commerce de la Seine, M. le Président Daguin indiquait en ces termes, à la fois, les services rendus et les erreurs commises par les syndicats fonctionnant en qualité d'arbitres.

« Le Tribunal a mis longtemps à profit, pour l'étude  
« des questions techniques et professionnelles, le con-  
« cours des chambres syndicales fonctionnant en qua-  
« lité d'arbitres. Cette coopération n'était réclamée qu'a-  
« vec la pensée que les affaires renvoyées étaient étu-  
« diées par la Chambre elle-même, et que le rapport  
« était dressé par elle. C'est ainsi que les choses se passè-  
« rent à l'origine et pendant une période assez longue.  
« Mais depuis quelques années, un certain nombre de  
« chambres syndicales méconnaissant le caractère de la  
« mission qui leur était confiée, ont imposé aux parties  
« un compromis par lequel elles s'engageaient à l'avance  
« à s'en rapporter à la décision de la Chambre, ou con-  
« fiaient à un agent judiciaire la rédaction des rapports ».

Une telle pratique était illégale, comme le faisait si bien constater M. le Président Daguin : Ces agissements entraînèrent des plaintes nombreuses de la part des justiciables. Les garde des Sceaux saisi dut intervenir par

une lettre dont le texte suit. Il rappela le... Tribunal de commerce de la Seine à la stricte observation de l'art. 429 C. p. civ.

« La désignation faite d'une manière générale, d'une  
« chambre syndicale, pour remplir les fonctions d'arbi-  
« tre rapporteur, ne me paraît pas répondre aux termes  
« mêmes de l'art. 429, C. proc. civ. d'après lequel il doit  
« être nommé un ou trois arbitres et d'après lequel, par  
« conséquent, les désignations doivent être individuelles.  
« Ce procédé, ayant pour résultat de faire porter la dési-  
« gnation du Tribunal sur un nombre illimité d'indi-  
« vidus, conduit en outre à enlever indirectement aux  
« parties en cause la faculté de récusation qui leur est  
« accordée par l'art. 420 du même Code.

« Les critiques que cet usage a soulevées parmi les  
« justiciables du tribunal de commerce me paraissent, en  
« conséquence, reposer sur des motifs très juridiques, et  
« j'estime qu'il y a lieu d'y faire droit en cessant de pra-  
« tiquer un mode de désignation contraire au texte de la  
« loi et au vœu du législateur ».

L'opinion du ministre de la justice se justifie sans peine. Ce que peuvent faire les tribunaux de commerce, c'est renvoyer les affaires à l'arbitrage des chambres syndicales, lorsqu'il s'agit d'affaires concernant deux parties, toutes deux membres de la même corporation. Toutes deux sont alors dans une situation d'égalité devant la chambre chargée de l'arbitrage. Mais quand il s'agit de litiges où l'un des plaideurs ne ferait pas partie de la

chambre, jamais celle-ci ne doit, d'après les principes précités, être chargée de faire un rapport (V. sur ces divers point, l'article inséré dans la *Gazette des Tribunaux* du 14 février 1885).

M. le Président Chabert (1) constatait en 1877 que les errements suivis par les syndicats restaient en usage malgré l'intervention du ministre.

« Au lieu de remplir eux-mêmes et seuls la mission  
« personnelle qui leur a été confiée, beaucoup d'entre  
« eux appartenant à des Chambres Syndicales, croient  
« pouvoir se soustraire aux prescriptions de la loi, à  
« l'observation de laquelle le Tribunal a été rappelé, il y  
« a 2 ans ».

« Ils ressuscitent l'arbitrage syndical en réunissant  
« les plaideurs non seulement au siège de leurs syndi-  
« cats, mais encore devant les collectivités aux séances  
« desquelles l'arbitre désigné par le Tribunal n'assiste  
« même pas toujours ».

« Des infractions de cette nature, aussi contraires à la  
« loi qu'aux intérêts des justiciables, ont éveillé tout ré-  
« cemment l'attention du parquet ».

Pour remédier à de pareils usages le tribunal de commerce de la Seine prit un sage parti. Ne voulant pas priver ses justiciables des bienfaits de la conciliation si souvent obtenue par l'arbitrage des chambres syndicales et voulant aussi ne point contrevenir aux dispositions de

1. Discours prononcé le 13 janvier 1877, séance d'instal. du Trib. de commerce de la Seine.

l'art. 429, C. pr. civ. il s'accoutuma à renvoyer les parties, non plus à l'arbitrage direct des chambres syndicales, mais il renvoya devant M. X..., membre de ce syndicat, en confiant à ce dernier mission d'arbitre rapporteur.

Par là même le droit de récusation des plaideurs put s'exercer.

Mais, les chambres syndicales ne cessèrent de protester, malgré tout, contre l'interprétation stricte de l'article 429, C. pr. civ. Elles continuèrent leurs démarches incessantes auprès des pouvoirs publics, et la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats vint leur donner satisfaction. L'art. 6 de cette loi dit en effet :

« Article 6. — Les syndicats pourront être consultés sur  
« les différends et toutes les questions se rattachant à  
« leur spécialité.

« Dans les affaires contentieuses les avis du syndicat  
« seront tenus à la disposition des parties qui pourront  
« en prendre connaissance et copie ».

Une telle disposition ne vient-elle point porter une atteinte nouvelle à la prohibition du 4<sup>e</sup> de l'article 49 du Code de procédure civile.

En effet, si les tribunaux de commerce renvoyaient si volontiers les parties en procès devant les chambres syndicales choisies comme arbitres rapporteurs ; si, aujourd'hui, ils renvoient si souvent des affaires portées à leur barre à « l'avis » des syndicats, c'est qu'ils savent bien la puissance conciliatrice de ces syndicats. La loi de 1884

leur a donné un moyen nouveau de satisfaire aux vœux de leur conscience et de leurs mandants en essayant de se soustraire à la prohibition si malencontreusement édictée du 4<sup>o</sup> de l'art. 49.

§ 1. — Des affaires qui peuvent être renvoyées devant les arbitres rapporteurs.

Deux systèmes sur ce point partagent la doctrine et la jurisprudence.

Une première opinion défendue avec grand talent par M. Jozon dans une étude devenue classique en notre matière, soutient qu'un nombre très limité d'affaires, qu'une seule nature de contestations peut être renvoyée aux arbitres rapporteurs.

Un premier argument est tiré de la rédaction même du texte. L'art. 429, dit-il, ne signifie certainement pas que toutes les affaires portées et toutes les questions soulevées devant les tribunaux de commerce seront indistinctement et systématiquement soumises, avant d'être jugées, à ce préliminaire de renvoi devant arbitre. L'article dit simplement : « S'il y a lieu à renvoyer les parties devant des arbitres pour examen de *pièces, comptes ou registres*, etc. » Ces expressions, dit M. Jozon, sont strictement limitatives et défendent aux juges consulaires de prononcer le renvoi dans tous les cas où il ne s'agit pas d'examiner soit des comptes, soit des pièces, soit des registres, dont puisse dépendre la solution du

procès. En tous cas, en supposant l'énumération simplement énonciative, elle n'en limite pas moins la nature des contestations à raison desquelles il y a lieu d'ordonner le renvoi devant arbitres aux espèces analogues à celles qui sont directement prévues par le texte. Dépasser cette dernière concession, c'est tomber dans l'arbitraire.

Pour justifier cette restriction, l'auteur invoque un nouvel argument tiré de l'histoire de l'institution.

Qu'on lise l'ordonnance de 1667, il y est dit formellement que les arbitres ne peuvent être nommés que dans les affaires où il y a lieu d'examiner des pièces et l'usage se conformait strictement au texte restrictif de l'ordonnance. Or, le Code de procédure reproduit à peu près textuellement l'ordonnance. De quelles raisons s'autoriserait l'usage actuel pour sortir de la formule étroite, figurant aussi bien dans l'ordonnance que dans le Code de procédure ?

Une seconde opinion s'est formée sur l'interprétation de cet article. Les tribunaux de commerce et notamment le tribunal de commerce de la Seine, renvoient toutes ces affaires indiquées par le système précédent et encore d'autres, qui ne rentrent plus dans le texte littéral de l'article.

Mais nulle part, la jurisprudence n'a indiqué dans une formule précise le principe qu'elle suit dans les renvois devant arbitres.

On a profité de ce silence pour prétendre que le tribu-

nal se croit autorisé à renvoyer devant arbitre dans toutes les causes où quelque dissentiment un peu sérieux existe entre les parties. A Paris, les juges consulaires saisis d'un litige un peu compliqué commenceraient tout d'abord à renvoyer devant arbitre et ne se demanderaient point, comme on pourrait croire qu'ils doivent le faire, si cette application de l'art. 429 est légale ou non. Il suffirait, ajoute M. Jozon, que l'affaire ne fut pas susceptible d'être jugée séance tenante, pour qu'elle fût renvoyée devant arbitre. En d'autres termes, le renvoi devant arbitre serait la règle et l'instruction ordinaire et directe de l'exception.

Cette façon de concevoir la pensée du tribunal de commerce de la Seine ne nous semble pas conforme à la réalité.

Pour le démontrer, prenons au hasard la statistique des travaux faits pendant une de ces dernières années par les juges de ce tribunal qui sont au nombre de 42, dont 21 suppléants.

En 1891, 53.735 affaires sont introduites durant l'année. Sur ce nombre considérable, combien ont été renvoyées devant arbitres ? 9.345 seulement.

Or, nous le demandons, est-il à supposer que, sur ce nombre considérable d'affaires, portées chaque année devant le tribunal, une moyenne de 9.500 environ seulement constituerait les seules affaires où un dissentiment quelque peu sérieux existerait entre les parties.

Au reste, ce qui affaiblit singulièrement le reproche

adressé par M. Jozon au tribunal de commerce de la Seine, c'est que, contrairement à ses assertions, presque tous les renvois sont faits avec l'assentiment exprès ou tacite des parties.

Pour nous, le tribunal de commerce de la Seine nous paraît faire une application rationnelle de l'art. 429, et nous l'approuvons d'autant plus que c'est un moyen indirect de faire rentrer un bon nombre d'affaires commerciales dans le domaine de la conciliation.

Maintenant que nous avons déterminé les affaires rentrant dans la compétence des arbitres, il nous reste à connaître de quels pouvoirs on peut les investir.

Il en est un sur lequel l'accord est parfait entre la doctrine et la jurisprudence.

Très légalement, les tribunaux de commerce peuvent investir les arbitres rapporteurs du pouvoir d'examiner les pièces, comptes et registres, qui peuvent être utiles à la solution du procès.

Il est un deuxième pouvoir sur lequel commence le désaccord. Les arbitres peuvent-ils concilier les parties seulement sur les difficultés relatives aux pièces, comptes et registres ou sur tout le procès ?

M. Jozon estime qu'ici encore l'interprétation la plus restrictive doit être admise ; mais les tribunaux de commerce n'hésitent pas à étendre les pouvoirs à l'affaire tout entière.

Mais alors, s'écrie M. Jozon, avec le renvoi de toutes les affaires devant l'arbitre et un pouvoir de concilier si

étendu, les tribunaux paralysent absolument la prohibition d'user du préliminaire de conciliation en matière de commerce.

Ce ne sont pas les partisans de la conciliation devant les tribunaux de commerce qui en feront le moindre reproche à la juridiction consulaire.

On s'est demandé encore si le tribunal avait le droit de confier une mission d'expert aux arbitres rapporteurs ; si l'on pouvait leur demander d'étudier et de résoudre les questions de droit comme pourraient le faire les juges eux-mêmes. Nous pensons que rien ne limite les pouvoirs du tribunal, sans nous expliquer davantage sur ce point qui d'ailleurs ne rentre point dans notre sujet.

§ I. — De la procédure de conciliation devant les arbitres rapporteurs.

Avant d'indiquer les formalités qui constituent cette procédure il nous paraît indispensable d'étudier rapidement le mode de nomination des arbitres rapporteurs.

I. — *Nomination des arbitres rapporteurs.*

Dans le silence du Code de procédure civile sur la procédure de nomination des arbitres, il nous suffira de dire comment le tribunal de la Seine procède.

Quand les parties sont en face du tribunal, le juge qui préside l'audience les invite à s'expliquer sommairement. Le demandeur expose ses prétentions, le défendeur est

invité à répondre brièvement par des explications motivées. Souvent les parties ou leurs mandataires sont d'accord pour demander elles-mêmes le renvoi de leur affaire devant arbitre ; le tribunal peut faire droit à leur demande.

Il peut aussi, mais il use rarement de ce procédé, renvoyer d'office l'affaire devant arbitre.

Comment s'ordonne ce renvoi ?

Nous ne saurions mieux faire pour l'indiquer que de reproduire la formule du jugement qui intervient ; elle indique bien les motifs du renvoi et définit et limite avec précision la mission de l'arbitre.

« Le tribunal...

« Attendu que les faits de la cause ne sont pas suffisamment éclaircis et qu'il y a lieu dès lors d'user de la faculté accordée par l'art. 439 du Code de procédure civile.

« Attendu etc...

« Par ces motifs.

« Le Tribunal, après en avoir délibéré..., etc., ordonne, avant faire droit et sans rien préjuger sur les moyens respectifs des parties, que les sieurs B. etc... (indication des noms, prénoms, professions et domiciles des parties), se retireront devant le sieur... (indication des nom, prénoms, profession et domicile de l'arbitre rapporteur) que le tribunal nomme d'office et auxquelles lesdites parties, qui consentent à ce qu'il procède sans prestation de serment, seront tenues de

« représenter leurs titres, comptes, factures (ou autres  
« pièces) timbrés et enregistrés conformément aux lois  
« sur la matière ; dit que ledit arbitre rapporteur enten-  
« dra les parties, les conciliera si faire se peut, sinon  
« donnera son avis et du tout dressera un rapport qu'il  
« déposera au greffe pour être ensuite requis et par le  
« tribunal statué ce qu'il appartiendra, les dépens ré-  
« servés ».

Quels sont les caractères du jugement dont nous ve-  
nons de citer les termes.

Le jugement est simplement préparatoire. Par là même  
il n'est pas susceptible d'appel avant le jugement défini-  
tif. Dans certains cas exceptionnels, il peut être interlo-  
cutoire, c'est-à-dire faire présumer le fonds du procès.  
Serait tel par exemple le jugement qui nomme un arbi-  
tre rapporteur en lui donnant mission d'expertiser les  
marchandises et d'examiner les comptes, auquel cas le  
jugement pourrait être frappé immédiatement d'appel  
(Paris, 25 février 1876, *Jour. Trib. Com.*, 76 p. 433).

Il en serait de même d'un jugement ordonnant une  
vérification par un arbitre rapporteur, alors que le dé-  
fendeur conclut à être immédiatement renvoyé de l'ac-  
tion.

## II. — *Convocation des parties devant les arbitres.*

Le jugement de renvoi devant arbitres rendu sur la  
demande ou l'acceptation des parties, il importe de voir  
en quelques mots la procédure suivie devant eux et d'in-

sister spécialement sur la mission conciliatrice que leur donne la loi et que leur recommande le tribunal.

Le greffier prévient M. X qu'aux termes d'un jugement en date du..., il a été chargé de la mission d'arbitre rapporteur dans une affaire B. contre C.

D'une instruction en date du 20 mai 1890, adressée aux arbitres par M. le greffier en chef du tribunal de commerce de la Seine sur l'ordre de M. Guillotin, alors président du tribunal, il résulte ceci :

L'arbitre envoie aux parties une première lettre de convocation en les priant de lui apporter les pièces qu'ils croiront devoir fournir.

Si les parties ne se rendent point à cette première convocation, l'arbitre devra, à l'expiration d'un délai de huitaine, leur en adresser une seconde.

Si celle-ci reste également sans réponse et qu'au jour fixé par lui aucune des parties ne se présente, il devra immédiatement leur envoyer une troisième lettre, cette dernière recommandée, les invitant à produire leurs pièces dans un délai de quinze jours.

Ce délai passé, l'arbitre prévient immédiatement le greffe que l'affaire est abandonnée, en indiquant dans son avis la date de l'envoi du pli chargé.

Si l'une des parties se présente seule, elle doit faire sommation à la partie non comparante de se présenter chez l'arbitre et d'y apporter les pièces propres à justifier sa demande, au jour fixé par ce dernier. Si la sommation reste sans résultat, l'arbitre ne peut tenter la concilia-

tion. Il examinera alors le différend sur les pièces du comparant et déposera son rapport au greffe dans le plus bref délai.

### III. — *Du débat devant les arbitres.*

Mais les cas d'abandon de l'affaire ou de refus de l'une des parties de se présenter devant l'arbitre sont rares et le plus souvent les parties se rendent au cabinet de l'arbitre.

Devant le tribunal, le défendeur a contesté en bloc tous les chefs de la demande, il n'a point pris la peine d'expliquer ses raisons. Le renvoi devant arbitre a été ordonné.

Ici le demandeur va exposer sa demande en détail, à l'appui de chacune de ses prétentions, il apportera une pièce, lettre ou registre. S'il ne le fait point, l'arbitre l'y forcera et c'est en cela que le renvoi devant arbitre devient particulièrement intéressant pour le demandeur. S'il ne peut les produire, il comprendra de lui-même l'inanité de son dire, l'arbitre au reste lui indiquera qu'il ne saurait gagner son procès sur un point dont il ne fait pas la preuve, et dont il ne saura pas plus que devant lui faire la preuve devant le tribunal. Le plaideur est ébranlé déjà, sa belle confiance de tout à l'heure disparaît peu à peu, il voit mieux les dangers du procès qu'il a témérairement peut-être engagé, il se rend mieux compte et enfin il est tout doucement amené à cette idée

que se concilier serait peut-être la plus simple, la meilleure et la moins coûteuse des solutions.

A son tour le défendeur a la parole. Devant l'arbitre, il ne peut plus contester en bloc les prétentions du demandeur. Sur chacune d'elle, il doit s'expliquer, apporter une preuve lui aussi. Il sait qu'une partie de la demande est juste ; souvent il ne la conteste point ; et devant l'arbitre il reconnaît sa dette. Pressé de se concilier, il demande du temps pour réfléchir.

L'arbitre lève la séance et les convoque pour un jour prochain. Entre temps les deux plaideurs ont réfléchi. Ils ont constaté, l'un qu'il gagnera difficilement sur tous les points, l'autre qu'il pourrait bien être condamné. Ils se rappellent que des frais ont déjà été faits, mais que la levée et la signification du jugement pourront être encore à payer et que chaque jour les frais s'accumulent. Ils se souviennent que mauvais arrangement vaut mieux que bon procès et ils arrivent au rendez-vous donné par l'arbitre tout prêts à une transaction.

L'arbitre saisit ce moment fugitif peut-être, mais qui existe à n'en pas douter. Il leur donne le bon conseil de transiger, de faire chacun un sacrifice, d'abandonner une partie de ce qu'ils croient être leur droit. Les prétentions des deux parties s'étaient déjà considérablement réduites. Il s'en fallait de peu que chacune fût d'accord avec l'autre. L'offre est tentante, elles acceptent la transaction proposée.

L'arbitre ne se tient point pour satisfait. Il fait signer

au demandeur un désistement écrit, définitif et sans réserves. Il constate ainsi l'accord entre les parties et renvoie le dossier de l'affaire au greffe du tribunal avec la mention : conciliée.

Dans plus de 50 pour 100 des affaires qui lui sont renvoyées, il arrive à ce résultat et les plaideurs ne paient point trop cher à notre sens celui qui leur donne ainsi ces offices de paix dont parle Voltaire. En tout cas, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils ne sont pas conciliés plus tôt.

Si les parties n'ont pas voulu se concilier, l'arbitre rédige son rapport et en fait le dépôt au greffe.

Le rapport ainsi déposé, clos et scellé, que va-t-il advenir ? Chacune des parties aura le droit d'assigner son adversaire en ouverture de rapport. Au jour fixé par cet ajournement, il sera ouvert et l'affaire renvoyée à un prochain jour afin que dans cet intervalle chacune des parties en puisse prendre connaissance et copie.

Sur cet avis motivé qui, sans doute, n'admettra pas l'ensemble des prétentions de chacun des plaideurs, ceux-ci pourront se concilier et d'accord, demander au tribunal de rayer l'affaire. Souvent les plaideurs s'arrêtent à une solution si sage. Tiennent-ils, au contraire à aller jusqu'au bout ? L'affaire revient à l'audience. Si elle est très importante et que les parties exigent que leurs agréés ou leurs avocats prennent la parole, l'affaire est inscrite au rôle et vient à son tour.

Si une plaidoirie ne paraît pas indispensable, le tri-

bunal renvoie l'affaire en délibéré au rapport d'un juge (1).

Dans le cabinet du juge rapporteur, les parties seront une dernière fois convoquées, le juge leur demandera si elles contestent une partie quelconque du rapport de l'arbitre et sur quoi elles entendent formuler des observations.

Une seconde instruction, portant bien entendu plus spécialement sur les points contestés, intervient alors, au cours de laquelle le juge se fait une opinion personnelle et vérifie un à un les points divers de la demande et les affirmations de l'arbitre.

Au cours de cette instruction nouvelle une tentative dernière de conciliation est faite par le magistrat. Les deux parties que celui-ci a cherché à réunir dans son cabinet sont lasses de tous ces délais, de toutes ces démarches, de tous ces ennuis. Elles comprennent si « le démon de la chicane » ne les tient point invinciblement, qu'elles ont eu grand tort de s'exposer à tant de soucis pour terminer leur différend. Elles s'accordent dans ce cas, et le juge les renvoie réconciliées après leur avoir fait signer un désistement amiable qui termine l'affaire.

Ainsi par cette étude se trouve vérifiée la proposition émise par nous dès les premières lignes de ce chapitre. Le renvoi devant arbitre, autorisé par l'art. 429, demandé par les plaideurs, est dans toutes ses phases une

1. Nous examinerons plus tard sous le chapitre IV, section I § 3, cette procédure spéciale aux tribunaux de commerce.

tentative de conciliation au cours du procès. Il ne viendra à l'idée de personne qu'une telle procédure n'apporte point de retard à la solution du litige.

Heureusement les arbitres concilient une moyenne de cinquante pour cent des affaires qui leur sont confiées.

#### § V. — Résultats statistiques.

Il nous reste pour terminer l'étude de la conciliation devant les arbitres à dire les résultats obtenus. Constatons dès les premières lignes de ce paragraphe le succès, fort bien accueilli au reste par les plaideurs, de cette mesure de conciliation.

Le renvoi devant arbitre est très employé devant le tribunal de commerce de la Seine. Dire les résultats obtenus pendant la dernière période décennale devant le tribunal nous paraît suffisant pour justifier l'emploi fait de cette mesure devant tous les tribunaux de commerce.

En 1885 (1), le nombre des renvois devant arbitre a été de 10.750 qui se décompose ainsi :

|                                      |        |             |
|--------------------------------------|--------|-------------|
| Devant arbitres salariés. . .        | 7.970  | soit 74 0/0 |
| —                    négociants. . . | 2.760  | soit 26 0/0 |
| Total égal. . . .                    | 10.730 |             |

Sur ce nombre, durant la même année, 4.254 rapports ont été déposés.

On ne nous dit point le nombre d'affaires conciliées, mais il est facile de le déduire des deux chiffres indiqués

1. Discours prononcé le 20 janvier 1886, à la séance d'installation du tribunal de commerce de la Seine, par M. Michau, président.

plus haut, et M. le président Michau dans son discours s'exprime ainsi :

« J'ajoute que, sur 4.254 rapports déposés au cours  
« de 1885, il a été constaté que 3.739 soit les 7/8 l'ont  
« été par les arbitres salariés, et 515 soit 1/8 seulement,  
« par les arbitres négociants ; si on considère que ces  
« derniers avaient reçu cependant 1/4 des arbitrages, il  
« est permis d'en conclure, sans pour cela incriminer  
« l'esprit de conciliation qui anime certainement chacun  
« des auxiliaires du tribunal, que les arbitres commer-  
« çants concilient relativement un plus grand nombre  
« d'affaires. Cela peut tenir à deux causes : la première,  
« c'est qu'ils se contentent d'honoraires peu élevés, re-  
« présentant généralement leurs débours ; la seconde,  
« c'est que leur compétence spéciale leur permet de fixer  
« d'une façon plus précise le point litigieux, et dès  
« lors, d'agir plus efficacement auprès des parties en pré-  
« sence.

« Vous vous rappelez, messieurs, que nos justiciables  
« paraissent désirer voir confier aux chambres syndicales  
« elles-mêmes la mission d'arbitre-rapporteur ; à cet  
« égard la Chancellerie que nous avons pressentie n'a pu  
« que nous confirmer les difficultés légales auxquelles se  
« heurtait cette mesure.

« Mais nous avons pensé que la nouvelle loi du 21  
« mars 1884 sur les syndicats professionnels permettait  
« un genre de consultation qui donnerait au moins par-  
« tiellement satisfaction aux désirs des justiciables.

« L'art. 6 de cette loi prévoit, en effet, dans son § 6,  
« que les syndicats professionnels « pourront être con-  
« sultés sur tous les différends et toutes les questions se  
« rattachant à leur spécialité. »

« Dans cet ordre d'idées, vous avez arrêté, le 8 octobre  
« 1885, que vous dresseriez une liste des syndicats pro-  
« fessionnels reconnus, afin de pouvoir les consulter, le  
« cas échéant, dans les termes de l'article précité. »

En 1886 (1) le nombre des renvois a été de 10.486,  
sur 65.275 affaires portées devant le tribunal, chiffre se  
décomposant ainsi :

Devant arbitres salariés. . . 7.539 soit 72 0/0.

Devant arbitres négociants. 2.947 soit 28 0/0.

Total : 10.486

Sur cette statistique M. le Président Michau fait les  
réflexions suivantes :

« En définitive, il y a eu, en 1886, 244 affaires en  
« moins renvoyées devant les arbitres, et bien que cette  
« diminution peu sensible corresponde à la diminution  
« du chiffre des affaires introduites cette année devant  
« le Tribunal, les arbitres salariés ont reçu *en moins*  
« 431 affaires, tandis que les arbitres négociants en rece-  
« vaient *en plus* 187.

« Enfin, sur 7.539 affaires renvoyées devant eux, les  
« arbitres salariés ont dû déposer 3.195 rapports, soit  
« une proportion de 42 0/0. »

1. Discours prononcé le 19 janvier 1887 à la séance d'installa-  
tion du tribunal de commerce de la Seine, par M. Michau, président.

Et sur 2.947 affaires, les arbitres négociants n'ont eu à déposer que 612 rapports, soit une proportion de 20 0/0.

Ce qui confirme, une fois de plus ce que nous disions . an dernier de la puissance de conciliation des arbitres négociants.

En 1887 (1) le nombre des renvois devant arbitres a été de 9.226 sur lesquels :

|                                     |       |                   |
|-------------------------------------|-------|-------------------|
| devant arbitres salariés. . . . .   | 6.194 | soit 67 0/0       |
| devant arbitres négociants. . . . . | 2.847 |                   |
| devant les syndicats profes-        |       |                   |
| sionnels . . . . .                  | 185   |                   |
| <hr/>                               |       |                   |
| Total : . . . . .                   | 3.032 | 3.032 soit 33 0/0 |

Il y a donc eu cette année une diminution de 1.260 affaires dans les renvois devant arbitres, différence considérable, hors de proportion même avec la diminution du chiffre total des affaires.

Toutefois le nombre des affaires renvoyées devant les arbitres négociants et les syndicats professionnels a augmenté puisque de 2.947, chiffre de l'année 1886, il s'est élevé à 3.032.

Enfin sur les 6.194 affaires renvoyées devant eux, les arbitres salariés ont déposé 2.709 rapports, soit 44 0/0.

Et sur 3.032 affaires, les arbitres négociants et les syndicats professionnels ont déposé, savoir :

1. Discours prononcé le 18 janvier 1888 à la séance d'installation du tribunal de commerce de la Seine, par M. Michau, président.

|                                  |              |
|----------------------------------|--------------|
| Les arbitres négociants. . . .   | 621 rapports |
| et les syndicats professionnels. | 20 avis      |

Et au total : 641 soit 20 0/0.

Ce qui confirme, cette année encore, la puissance de conciliation des arbitres négociants.

En 1888 le discours de M. Michau, président sortant, s'exprime ainsi : (1)

« Le nombre des affaires renvoyées devant arbitres a été, en 1888, de 8.617.

|                                       |         |
|---------------------------------------|---------|
| Les arbitres salariés en ont reçu.    | 5.774   |
| — négociants —                        | 2.182   |
| Et les syndicats professionnels       | } 2.843 |
| ont été sollicité de donner leur avis |         |
| dans . . . . .                        |         |
|                                       | 661     |
| Total égal :                          | 8.617   |

|                                       |       |
|---------------------------------------|-------|
| Le nombre des envois ordonnés en 1887 |       |
| avait été de . . . . .                | 9.226 |

La différence est de . . . . 609

« La proportion des affaires renvoyées devant les arbitres salariés par rapport à celles renvoyées devant les arbitres négociants et les syndicats professionnels, est restée la même que l'an dernier ; mais vous remarquerez que le nombre des affaires soumises à l'avis des syndicats professionnels a beaucoup augmenté ; l'an dernier,

1. Discours fait le 23 janvier 1889 à la séance d'installation du tribunal de commerce de la Seine.

il y en avait eu 140 seulement sur 9.226 affaires, soit moins de 1 1/2 0/0 ; cette année, le nombre des renvois a été de 661 sur 8.617, soit 8 0/0.

Enfin, sur les 5.774 affaires renvoyées devant eux, les arbitres salariés ont déposé 2.520 rapports, soit 44 0/0, et sur 2.182 affaires, les arbitres négociants ont déposé 730 rapports, soit 33 0/0 ; pendant que les syndicats professionnels, sur 661 affaires renvoyées devant eux, n'ont eu à déposer que 140 avis, soit environ 20 0/0.

« De sorte qu'en définitive, la puissance de conciliation revient, cette année, surtout aux syndicats professionnels. »

En 1889, M. le président Guillotin (1) nous indique pour la première fois le nombre des conciliations. Il constate que les renvois devant arbitres se sont élevés durant l'année au chiffre de 9.942.

Savoir :

|                                                   |       |                              |
|---------------------------------------------------|-------|------------------------------|
| Devant les arbitres salariés . .                  | 6.647 | soit 873 de plus qu'en 1888. |
| » négociants. . . . .                             | 1.703 | soit 479 de moins » »        |
| Devant les syndicats profes-                      |       |                              |
| sionnels . . . . .                                | 1.592 | soit 931 de plus » »         |
| Total égal. . . . .                               | 9.942 | soit . . . . . 9.942         |
| En 1888 le chiffre des renvois était de . . . . . | 8.617 |                              |
| Soit pour 1889, un excédent de. . . . .           | 1.325 |                              |

Les 9.942 affaires ont donné lieu :

Par les arbitres salariés :

à 2.493 dépôts de rapports, soit 114 de plus qu'en 1888.

Par les arbitres négociants :

1. Discours d'installation du Tribunal de commerce de la Seine prononcé le 23 janvier 1890.

à 441 dépôts de rapports, soit 77 de moins qu'en 1888.

Par les syndicats professionnels :

à 378 dépôts de rapports, soit 303 de plus qu'en 1888.

---

3.312 Total des rapports déposés.

Soit 340 de plus qu'en 1888.

Les conciliations opérées se sont élevées :

Par les arbitres salariés à. . . . . 3.313

» négociants à. . . . . 450

Par les syndicats professionnels à . . . 364

---

Total. . . . 4.127

Il restait aux mains des arbitres, savoir :

Arbitres salariés . . . . . 841 affaires.

» négociants . . . . . 812 »

Syndicats professionnels. . . . . 850 »

---

2.503 affaires.

« Mais il est certain, ajoutait M. le Président Guillo-  
tin, que, pour ces deux dernières catégories, la plupart  
des affaires sont terminées et que le manque d'avis  
donné au Tribunal est la seule raison qui les fait figurer  
comme restant aux mains des arbitres ».

Dans son discours à la séance d'installation du Tribu-  
nal le 29 janvier 1891, M. Guillotin, président sortant,  
nous fait remarquer que dans le courant de l'année 1890,  
les renvois devant arbitres se sont élevés au chiffre de  
9.146, qui se décompose ainsi :

|                                                    |       |                              |
|----------------------------------------------------|-------|------------------------------|
| Devant les arbitres salariés                       | 6.185 | soit 462 de moins qu'en 1889 |
| » » négociants                                     | 1.130 | » 573 » » »                  |
| » » syndicats professionnels . . . . .             | 1.831 | » 239 de plus » »            |
| Total égal :                                       | 9.146 |                              |
| En 1889, le chiffre des renvois était de . . . . . | 9.942 |                              |
| Il est en 1890 de . . . . .                        | 9.146 |                              |

Soit en moins pour le dernier exercice. . . . . 796

En 1889 pour 9.942 renvois les arbitres avaient déposé 3.312 rapports.

En 1890, pour 9.146 renvois, le nombre des dépôts a été de 2.812 soit 500 en moins.

Les 2.812 dépôts se décomposent ainsi qu'il suit :

|                                        |       |                              |
|----------------------------------------|-------|------------------------------|
| Pour les arbitres salariés . . . . .   | 2.072 | soit 421 de moins qu'en 1889 |
| » » négociants. . . . .                | 252   | » 189 » » »                  |
| » » syndicats professionnels . . . . . | 488   | » 110 de plus »              |
| Total égal :                           | 2.812 |                              |

Les conciliations opérées se sont élevées à 3.995, savoir :

|                                        |       |
|----------------------------------------|-------|
| Pour les arbitres salariés. . . . .    | 2.941 |
| » » négociants. . . . .                | 421   |
| » » syndicats professionnels . . . . . | 633   |
| Total égal :                           | 3.995 |

Il restait aux mains des arbitres au 31 décembre dernier, savoir :

|                                   |                 |
|-----------------------------------|-----------------|
| Arbitres salariés . . . . .       | 1.172 affaires. |
| « négociants . . . . .            | 457 »           |
| Syndicats professionnels. . . . . | 710 »           |
| Total :                           | 2.339 affaires. |

« En 1891 (1) les renvois devant arbitres se sont élevés  
au nombre de . . . . . 9.345

Le chiffre correspondant en 1890 était de. 9.146

La différence de. . . . . 199

est proportionnelle à l'augmentation constatée dans le  
chiffre général des affaires.

« Le nombre des rapports déposés en 1891 a été de  
2.811. Il avait été en 1890 de 2.812.

« Le nombre des affaires conciliées était en 1890 de  
3.995 soit 43 0/0 des renvois. Il a atteint en 1891 4.902  
soit 52 0/0 et c'est là un *symptôme nouveau de la ten-*  
*dance croissante des plaideurs à terminer leurs différends*  
*par des règlements amiables.*

« Le chiffres des affaires demeurant aux mains des ar-  
bitres le 31 décembre 1891, était de 1.632; il était de  
2.339 à la fin de l'année-dernière.

« Cette différence démontre l'accélération qui a été im-  
primée aux travaux des arbitres rapporteurs par les me-  
sures d'ordre intérieur que le tribunal a adoptées, en  
obligeant notamment les arbitres à signaler à des inter-  
valles très rapprochés les causes de retard des instruc-  
tions ouvertes depuis plus de deux mois.

« Les syndicats professionnels ont vu s'augmenter en-  
core le nombre des arbitrages qui leur ont été confiés,  
comme le montre le tableau ci-contre.

« Le concours désintéressé des syndicats professionnels

1. Discours prononcé le 20 janvier 1892 à la séance d'installa-  
tion du tribunal de commerce de la Seine, par M. Richemond,  
président.

et l'émulation qu'en ont ressenti les arbitres salariés ont notamment diminué les frais.

En 1892 (1) les renvois devant les arbitres se sont élevés à . . . . . 9.736

Le chiffre correspondant en 1891, était de 9.345

La différence: . . . . 391

est exactement proportionnelle à l'augmentation du chiffre général des affaires portées devant le tribunal.

Le nombre des rapports déposés, qui était de 2.811 en 1891, a été en 1892 de 2.796.

Le nombre des affaires conciliées a, au contraire, augmenté. Il a passé de 4.902 à 5.476.

L'augmentation a porté principalement sur le chiffre des affaires conciliées par les Chambres syndicales, qui ont à peu près regagné la proportion accusée l'an dernier au profit des arbitres salariés.

Pour terminer ce travail de statistique nous ne saurions mieux faire que de reproduire les tableaux suivants qui nous donnent tous les renseignements nécessaires de 1890 à 1897.

1. Discours prononcé le 25 janvier 1893 à la séance d'installation du tribunal de commerce de la Seine, par M. Richemond, président.

Comptabilité des arbitrages

| ANNÉES   |                           | Nombre<br>de<br>renvois | Nombre<br>de<br>rapports<br>déposés | Nombre<br>de<br>concilia-<br>tions | Affaires<br>en cours |
|----------|---------------------------|-------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|----------------------|
| 1890.... | Arbitres salariés.....    | 6.185                   | 2.072<br>soit 34 %                  | 2.941<br>soit 47 %                 | 1.172<br>soit 19 %   |
|          | — négociants.....         |                         |                                     |                                    |                      |
|          | Syndicats professionnels. | 2.961                   | 740<br>soit 25 %                    | 1.054<br>soit 36 %                 | 1.157<br>soit 39 %   |
|          | Totaux.....               | 9.146                   | 2.812                               | 3.995                              | 2.329                |
| 1891.... | Arbitres salariés.....    | 6.260                   | 1.987<br>soit 32 %                  | 3.455<br>soit 55 %                 | 818<br>soit 13 %     |
|          | — négociants.....         |                         |                                     |                                    |                      |
|          | Syndicats professionnels. | 3.085                   | 824<br>soit 27 %                    | 1.447<br>soit 47 %                 | 814<br>soit 26 %     |
|          | Totaux.....               | 9.345                   | 2.811                               | 4.902                              | 1.632                |
| 1892.... | Arbitres salariés.....    | 6.558                   | 2.052<br>soit 31 %                  | 3.747<br>soit 57 %                 | 759<br>soit 12 %     |
|          | — négociants.....         |                         |                                     |                                    |                      |
|          | Syndicats professionnels. | 3.178                   | 744<br>soit 23 %                    | 1.729<br>soit 55 %                 | 705<br>soit 22 %     |
|          | Totaux.....               | 9.736                   | 2.796                               | 5.476                              | 1.464                |
| 1893.... | Arbitres salariés.....    | 6.461                   | 2.224<br>soit 34 %                  | 3.523<br>soit 55 %                 | 714<br>soit 11 %     |
|          | — négociants.....         |                         |                                     |                                    |                      |
|          | Syndicats professionnels. | 3.035                   | 903<br>soit 30 %                    | 1.447<br>soit 48 %                 | 685<br>soit 22 %     |
|          | Totaux.....               | 9.496                   | 3.127                               | 4.970                              | 1.399                |

| ANNÉES   |                           | Nombre<br>de<br>renvois | Nombre<br>de<br>rapports<br>déposés | Nombre<br>de<br>concilia-<br>tions | Affaires<br>en cours |
|----------|---------------------------|-------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|----------------------|
| 1894.... | Arbitres salariés.....    | 6.626                   | 2.423<br>soit 37 %                  | 3.774<br>soit 57 %                 | 429<br>soit 6 %      |
|          | — négociants.....         |                         |                                     |                                    |                      |
|          | Syndicats professionnels. | 3.165                   | 901<br>soit 29 %                    | 1.588<br>soit 50 %                 | 676<br>soit 21 %     |
|          | Totaux.....               | 9.791                   | 3.324                               | 5.362                              | 1.105                |
| 1895.... | Arbitres salariés.....    | 6.548                   | 2.258<br>soit 34,6 %                | 3.595<br>soit 54,8 %               | 695<br>soit 10,6 %   |
|          | — négociants.....         | 68                      | 16<br>soit 23,6 %                   | 29<br>soit 42,6 %                  | 23<br>soit 33,8 %    |
|          | Syndicats professionnels. | 2.750                   | 844<br>soit 31 %                    | 1.317<br>soit 48 %                 | 589<br>soit 21 %     |
|          | Totaux.....               | 9.366                   | 3.118                               | 4.941                              | 1.307                |
| 1896.... | Arbitres salariés.....    | 6.482                   | 2.315<br>soit 35,7 %                | 3.581<br>soit 55,3 %               | 946<br>soit 13,8 %   |
|          | — négociants.....         | 59                      | 17<br>soit 28,8 %                   | 20<br>soit 33,9 %                  | 22<br>soit 37,3 %    |
|          | Syndicats professionnels. | 2.869                   | 874<br>soit 30,5 %                  | 1.335<br>soit 46,5 %               | 660<br>soit 18,9 %   |
|          | Totaux.....               | 9.770                   | 3.206                               | 4.936                              | 1.628                |
| 1897.... | Arbitres salariés.....    | 6.813                   | 2.401<br>soit 35 %                  | 3.630<br>soit 53 %                 | 782<br>soit 11 %     |
|          | — négociants.....         | 80                      | 20<br>soit 25 %                     | 9<br>soit 11 %                     | 51<br>soit 64 %      |
|          | Syndicats professionnels. | 2.648                   | 751<br>soit 28 %                    | 1.239<br>soit 47 %                 | 658<br>soit 25 %     |
|          | Totaux.....               | 9.541                   | 3.172                               | 4.378                              | 1.491                |

## CHAPITRE IV

### DE L'ŒUVRE DE RÉACTION DES TRIBUNAUX DE COMMERCE CONTRE LA PROHIBITION

Dans les chapitres II et III de cette étude, nous avons constaté les atteintes profondes que le législateur lui-même avait portées au principe édicté par lui.

Ce principe, en effet, est contraire à toute idée de prévoyance sociale et les magistrats chargés d'appliquer la loi ont compris combien une telle prohibition était contraire à l'intérêt des justiciables et à la saine application des lois commerciales.

Les juges consulaires, pénétrés du bienfait social qu'emporte avec elle la solution des procès par la voie de la conciliation, ont fait tous leurs efforts pour assurer aux plaideurs le bénéfice d'une institution aussi bonne.

Le législateur, pour éviter une petite perte de temps, avait prohibé le préliminaire de conciliation en matière commerciale. Une réaction s'est manifestée contre tout obstacle apporté à cette solution pacifique des procès. Les magistrats consulaires convaincus qu'ils faisaient œuvre utile en s'associant à cette réaction ont posé une

règle dont ils ont grand soin de ne pas se départir. Avant toute chose ils cherchent à concilier les parties en cause : s'ils n'y parviennent pas, ils rendent alors, mais alors seulement, un jugement.

Aussi pour atteindre le but qu'ils se proposent, les magistrats consulaires des différents tribunaux de France ont créé des procédés spéciaux et fort curieux que nous allons étudier dans ce chapitre sous deux sections dont la première traitera de la conciliation devant le tribunal de commerce de la Seine, la seconde de la conciliation devant certains autres tribunaux.

### **Section I.**

*De la conciliation devant le tribunal de commerce de la Seine.*

§ Préliminaire. — Importance du tribunal de commerce de la Seine et ses divers procédés de conciliation.

Sur 210.452 affaires, chiffre moyen annuel des procès soumis à la juridiction commerciale de France pendant la période de 1876 à 1880, le tribunal de commerce de la Seine a reçu à lui seul à son rôle une moyenne de 60.467 affaires, soit près du tiers du nombre total de ces sortes de procès.

Par le nombre de litiges portés à ses audiences, par l'importance des questions soulevées et des intérêts en

jeu le tribunal de commerce de la Seine doit occuper une place spéciale et très large dans l'étude que nous voulons faire ici. Les efforts constants qu'il fait pour arriver à la conciliation, les moyens très ingénieux qu'il emploie pour atteindre ce but, méritent une mention à part et un examen des plus approfondis.

Au cours de notre étude, qui révélera des moyens de conciliation bien peu connus, nous serons heureux de faire constater le labeur énorme que s'imposent volontairement, sans esprit de lucre, des commerçants honorables dont l'œuvre souvent si critiquée est pourtant si peu connue.

Nous tenons à faire remarquer dès ici, que les conciliations obtenues devant le tribunal de commerce de la Seine sont forcément moins nombreuses que celles obtenues devant des tribunaux de moindre importance, à raison des conditions spéciales de son action et de l'importance des litiges qui lui sont soumis.

Aussi si nous démontrons les heureux effets d'une conciliation faite au cours du procès par les juges consulaires du tribunal de la Seine ; si nous faisons la preuve que le nombre des conciliations est important devant ce tribunal, nous aurons *a fortiori* fait la preuve de l'excellence de la conciliation devant les tribunaux qui reçoivent moins d'affaires à leur rôle.

Pour faire cette preuve nous étudierons sous un paragraphe I les facilités accordées au plaideur qui place lui-même son exploit au greffe : ces mesures préparent la

conciliation. Sous un paragraphe II, nous dirons en quelques mots, comment les juges consulaires font à l'audience même une première tentative de conciliation forcément rapide, mais qui pourtant est souvent couronnée de succès. Sous les paragraphes III et IV nous verrons les juges consulaires tenter, par le délibéré au rapport d'un juge et le délibéré immédiat de rapprocher les parties et de les concilier.

Enfin rappelons pour mémoire que le Tribunal de commerce de la Seine renvoie fréquemment devant arbitres et que ces auxiliaires du Tribunal concilient souvent les parties. Sous la section II du chapitre III de cette thèse nous avons étudié l'art. 429. C. pr. civ. et les diverses controverses auxquelles cet article a donné naissance. Pour ne point scinder le sujet, nous avons dû dire en ce chapitre III comment le Tribunal de commerce de la Seine comprenait le renvoi devant arbitres et les résultats obtenus par ceux-ci au point de vue de la conciliation.

§ I. — Facilités accordées au plaideur qui place lui-même son exploit.

Nous savons que la comparution personnelle des parties est nécessaire le plus souvent à la conciliation. Les juges consulaires se sont souvenu que la présence des mandataires rend plus difficile toujours, impossible même dans certains cas, la conciliation des parties.

Aussi bien, dans l'art. 13 d'un règlement en date du 7 février 1885 les juges, consulaires ont-ils dit :

« Les justiciables *demandeurs*, se présentant en personne, peuvent, le jour même de l'audience, jusqu'à neuf heures et demie, faire le placement de leurs causes la différence des agréés et mandataires qui sont tenus de les placer la veille de l'audience ».

Ainsi une demi-heure avant l'audience le demandeur se présentant en personne au greffe, voit son exploit d'ajournement reçu et son affaire est appelée le jour même. Il doit alors se présenter en personne. C'était là une mesure qui a rencontré dans la pratique certains obstacles, car souvent les agréés ou mandataires faisaient placer par le demandeur lui-même l'exploit dans la matinée et se présentaient à sa place à l'audience.

Il y avait une pratique mauvaise, allant contre le but désiré par les membres du Tribunal.

Par une lettre en date du 15 juin 1896, M. Dervillé, alors président du Tribunal, déclara maintenir énergiquement la décision prise par l'Assemblée générale du tribunal en 1885 et que nous rappellions tout à l'heure et fit cesser cet abus.

Il est intéressant de marquer jusqu'à quels détails les juges consulaires portent leur attention, quand il s'agit de dispenser à leurs mandants la justice que ceux-ci attendent d'eux.

La mesure dont nous venons de parler n'a point par elle-même grande importance au point de vue de la conciliation ; mais elle indique un état d'esprit dont nous verrons les effets au cours de l'étude qui va suivre.

§ II. — Conciliation à l'audience même.

A l'audience nous allons voir le juge qui préside faire tous ses efforts pour atteindre toujours le même but : la conciliation. Il se préoccupera surtout des parties qui se présentent seules à la barre.

Et tout d'abord ces affaires sont appelées les premières, dès le début de l'audience. L'idée que nous avons dite tout à l'heure est toujours la même : Eviter la présence des mandataires comme le conseillait Voltaire.

Les plaideurs fournissent leurs explications et plusieurs solutions alors peuvent se produire.

1° L'affaire doit être renvoyée à un autre rôle. Comme les parties sont présentes, le président de l'audience leur indique immédiatement à quel jour elles sont renvoyées.

Lorsqu'au contraire les parties sont représentées, il se contente de renvoyer l'affaire à « la distribution de M. le Président du Tribunal. »

2° L'affaire est envoyé en délibéré immédiat. Nous étudierons tout à l'heure ce procédé de conciliation.

3° Elle est renvoyée en délibéré au rapport d'un juge. Nous verrons tout à l'heure en quoi consiste ce délibéré.

Dans tous ces cas les plaideurs savent sans retard le sort de leur affaire.

D'autres solutions encore peuvent intervenir et c'est dans celles-là surtout que nous verrons la sollicitude du juge pour le plaideur et son esprit de conciliation. Montrons-le par quelques exemples.

Les parties se sont présentées toutes deux. Leurs explications ont éclairé le Tribunal qui va rendre sur le siège un jugement immédiat.

Le magistrat qui préside l'audience et qui a toujours à l'esprit la nécessité de la conciliation, qui n'oublie point le caractère familial de la justice consulaire, tente alors, comme c'est son devoir, de concilier les parties.

Il ne peut, malgré son désir, sortir de ses fonctions de juge ; mais s'il trouvait un moyen d'éviter au plaideur une condamnation et des frais, comme il trouverait une intime satisfaction à le faire ! Et alors il *engage* celui qui va perdre soit à abandonner sa demande, soit à satisfaire à celle du demandeur.

Et qui pourrait l'en blâmer ?

Si son conseil n'est pas suivi, il rend un jugement de condamnation.

Souvent, alors même que le chiffre de la demande est important, la contestation porte sur un chiffre minime. Le président de l'audience cherche dans ce cas à concilier les parties. Il y réussit souvent, d'où le nombre des affaires abandonnées.

Il n'y réussit point toujours sur-le-champ. S'il sent la conciliation possible, il ne rend point un jugement immédiat et renvoie l'affaire en délibéré au rapport d'un juge. Souvent aussi il la renvoie, mais seulement quand les parties y consentent, devant arbitre ou à l'avis d'un syndicat, suivant qu'à son sens la conciliation sera plus facile soit devant un juge, soit devant un arbitre. Il veut arriver à

un *arrangement amiable*, avant jugement. Et il aura dans ce cas conscience d'avoir fait œuvre utile et d'avoir fidèlement rempli le mandat que ses pairs lui ont conféré.

En matière de billets un jugement immédiat est presque toujours possible. Dans ce cas pour éviter aux parties, un jugement toujours onéreux, le président de l'audience explique au défendeur qui va perdre les raisons qui vont motiver le jugement du tribunal. Souvent le défendeur qui ne doit pas ou qui a des exceptions à opposer à celui au profit de qui le billet est souscrit ignore qu'il ne peut les opposer valablement au tiers porteur régulièrement saisi. Le juge le lui apprend et l'engage à payer. Si le défendeur comprend, le président renvoie l'affaire à quinzaine pour payer. A l'audience prochaine le défendeur a payé ou n'a pas payé. Dans le premier cas l'affaire est rayée, dans le second un jugement contradictoire intervient.

Si le défendeur consent à payer, mais demande du temps, le président de l'audience engage à son adversaire à accorder vingt-cinq jours pour le paiement. Si celui-ci refuse, le président lui fait remarquer que le défendeur, en faisant défaut aurait pu gagner plus de vingt-cinq jours. N'y a-t-il point dans ce cas encore une manifestation évidente de cet esprit de conciliation dont nous parlions tout à l'heure.

Nous pourrions multiplier ces exemples. Citons en deux encore qui parferont la preuve commencée.

En matière de paiement de marchandises, le débiteur

se laisse souvent assigner pour gagner du temps. A l'audience on lui demande s'il veut du temps pour payer. Souvent il répond oui. Dans ce cas le président lui fait reconnaître la dette, point capital pour le demandeur. Celui-ci déjà satisfait de ce résultat ne met point d'objection à accorder un délai. Alors le président renvoie à quinzaine pour payer, et nous venons de voir ce qu'il en résultait. En cas de paiement, les frais d'assignation seuls sont dus et ils s'élèvent à 6 fr. 60. Dans ce cas, le tribunal peut encore rendre un jugement de condamnation à payer dans des conditions qui sont presque toujours : la totalité de la dette en un mois, le paiement en deux mois par moitié ou en trois mois par tiers. Et la conciliation, but de son effort, est en ce cas encore intervenue.

Quand il s'agit de demande en déclaration de faillite et subsidiairement en paiement de sommes, le juge qui préside l'audience essaie toujours de concilier les parties. Il sait les conséquences graves du jugement que le Tribunal va rendre et il en prévoit les effets. Aussi s'il n'arrive point à faire intervenir un arrangement amiable à l'audience il met toujours l'affaire en délibéré au rapport d'un juge. Dans le cabinet du juge rapporteur l'accord se fera sans doute. En tous cas la demande aura été examinée avec tout le soin qu'elle comporte.

A l'audience suivante, si l'accord est fait, l'affaire est rayée et souvent il en est ainsi.

Ces quelques exemples rapidement cités prouvent une

fois de plus tout l'intérêt que les juges consulaires attachent à la conciliation des parties.

A l'audience, dans l'encombrement des affaires, cette tentative d'arrangement amiable est forcément sommaire. Elle va se préciser en dehors de l'audience par les mesures que nous allons étudier.

### § III. — Du délibéré au rapport d'un juge.

Le délibéré au rapport d'un juge est une procédure spéciale aux tribunaux de commerce par laquelle les parties comparaissent en personne ou par mandataires devant un magistrat chargé d'instruire leur affaire, de les concilier si faire se peut, sinon de faire un rapport verbal et un projet de jugement écrit qu'il soumet au délibéré de la section à laquelle il appartient.

Tout d'abord une confusion se fait dans l'esprit en lisant cette définition qui heurte certaines idées acceptées. Le mot de délibéré ne paraît point s'appliquer exactement à la procédure dont il est ici question. En effet ce mot éveille en nous l'idée d'une réunion de magistrats qui « délibèrent » à huis clos sur la solution à donner à une affaire.

Est-ce de cela qu'il s'agit dans le délibéré au rapport d'un juge ? Non.

Ici, on donne au mot délibéré un sens détourné, mais qui dérive sans aucun doute du sens habituel. En effet, le président de l'audience met l'affaire *en délibéré*. C'est

ainsi que font tous les tribunaux civils, mais il ajoute : au rapport de M. X. Voilà la dérogation. Aussi en accolant les deux termes a-t-on créé l'expression de « délibéré au rapport d'un juge » que nous employons ici, et par abréviation encore le mot de « délibéré de parties » par opposition au délibéré de section.

Le délibéré de section consiste, dans la réunion, avant l'audience, des juges formant une section à l'effet de se mettre d'accord sur la solution à donner aux affaires soumises à leur examen et sur les termes du jugement à intervenir.

Cette définition faite, recherchons l'origine du délibéré, sa procédure, ses résultats.

#### I. — *Origine*

M. Denière, en son ouvrage sur la juridiction consulaire de Paris, nous apprend que dès le milieu du <sup>xviii</sup>e siècle les affaires les plus importantes étaient soumises à l'examen approfondi d'un juge des marchands.

Ne peut-on point voir là l'origine du délibéré au rapport d'un juge ?

M. le Président Dervillé, dans un discours prononcé le 23 janvier 1896, à la séance d'installation du tribunal de Commerce de la Seine s'exprimait ainsi sur cette question :

« L'article IV de l'Edit de 1563, qui nous instituait dis-  
« pose que : Pour couper chemin à toute longueur et  
« ôter l'occasion de fuir et plaider seront tenues les

« parties de comparoir en personne, pour être ouies par  
« leur bouche s'ils n'ont légitime excuse...

« Tel est l'origine du délibéré où le juge est mis en  
« contact avec les plaideurs eux-mêmes ».

Quoi qu'il en soit, le délibéré au rapport d'un juge est fort ancien. Surchargés de travail, ne pouvant entendre à l'audience toutes les parties, sinon en des explications sommaires, les juges des marchands ont pris la mesure fort sage de déléguer à un des leurs l'étude approfondie du dossier et la mission de concilier les parties si une entente était possible entre elles.

A travers le temps, le délibéré au rapport d'un juge s'est perpétué. Il est en usage devant nombre de tribunaux de commerce de France, mais le tribunal de la Seine s'est fait une place spéciale parmi eux. Il use de cette procédure dans un grand nombre d'affaires. L'encombrement de ses rôles; exige l'emploi d'une pareille mesure, le zèle la conscience et le labeur de ses magistrats en permettent la pratique sans danger pour les justiciables.

Nous allons l'étudier en détail. Ce qu'il importe de remarquer ici, c'est la vitalité de l'institution qui, traversant les siècles, est restée l'un des caractères propres de cette juridiction des marchands, si injustement critiquée par ceux-là mêmes qui en ignorent les rouages les plus élémentaires.

## II. — *Procédure*

Dans ce paragraphe nous allons étudier successive-

ment qui ordonne le renvoi en délibéré au rapport d'un juge et dans quelles formes ce renvoi est ordonné. Nous verrons ensuite quelle est la mission du juge, au point de vue spécial de la conciliation, la procédure et les diverses solutions qui peuvent intervenir devant lui.

1° Qui ordonne le renvoi, dans quelles formes et dans quelles affaires ce renvoi est ordonné ? Les parties se sont présentées à la barre ou se sont fait représenter par un mandataire. L'affaire est désormais contradictoire. Le président fait expliquer sommairement la demande. Le défendeur répond en quelques mots. — La conciliation des parties, nous l'avons vu, est immédiatement tentée. Elle réussit quelquefois, mais souvent elle échoue. Les affaires appelées sont nombreuses; une solution rapide doit intervenir. Bien des plaideurs ignorants ou embarrassés ne savent point s'expliquer de façon claire en quelques mots.

Le Tribunal ne peut, à raison du peu de temps dont il dispose, entendre les parties dans les détails de leurs explications. Il ne peut faire à l'audience l'instruction de l'affaire et les enquêtes nécessaires à la découverte de la vérité. Il importe pourtant que les plaideurs puissent s'expliquer. Le président renvoie l'affaire en délibéré au rapport de M. X et dit que les parties seront ultérieurement convoquées par ce magistrat pour fournir la preuve de leurs dires.

2° Dans quelles affaires ? De nombreuses affaires sont renvoyées en délibéré au rapport d'un juge.

Bien des affaires de minime importance ne sont point plaidées devant le tribunal de la Seine, malgré la tendance de plus en plus marquée des mandataires à prendre la parole dans toutes les causes. Le renvoi devant un juge rapporteur se fait dans tous ces cas et souvent devant lui la conciliation intervient.

Dans les affaires plus importantes, le tribunal ordonne le renvoi devant arbitre (1). Après l'ouverture du rapport, l'affaire est souvent renvoyée en délibéré et quelque fois encore la conciliation intervient devant le juge rapporteur. Si le renvoi devant arbitre ne paraît pas indispensable, l'affaire est mise immédiatement en délibéré et le juge fait alors tous ses efforts pour amener les parties à une transaction qui n'a été tentée qu'à l'audience et encore fort sommairement.

Dans les affaires plaidées, le renvoi devant un juge est encore ordonné, mais dans ce cas, la conciliation est bien rare et la mission du juge se borne presque toujours à faire un rapport oral et un projet de jugement écrit qu'il soumet à ses collègues.

Le renvoi en délibéré se fait encore en bien d'autres cas.

Nous savons qu'au cas où le défendeur ne se présente pas ni personne pour lui, le tribunal donne défaut contre lui. Dans le jugement par défaut, le tribunal adjuge au demandeur les conclusions de sa demande, et il indique

1. Nous avons étudié plus haut sous la section II du chapitre III, le renvoi devant arbitre et les causes de ce renvoi.

dans son jugement que ces conclusions ont été vérifiées et paraissent justes (art. 150 du C. de proc.).

Mais le tribunal peut toujours, avant le prononcé de son jugement, et l'art. 150 du C. de proc. c. l'y autorise, ordonner que l'affaire qui lui est soumise sera mise en délibéré, nonobstant la non comparution du défendeur. Dans ce cas, le juge rapporteur vérifiera en son cabinet les conclusions prises par le demandeur. Il convoquera les parties et rien ne s'oppose à ce que le défendeur compareaisse devant le juge chargé du délibéré. Le jugement qui interviendra précédé d'un rapport de juge et soumis au délibéré du tribunal ne conservera pas moins le caractère d'un jugement par défaut et le défendeur pourra y former opposition dans les formes ordinaires.

Voilà encore l'un des cas où s'applique le délibéré au rapport d'un juge.

Dans certaines affaires encore, le tribunal avant d'ad-juger le défaut, précédemment prononcé contre le défendeur défaillant, pourra ordonner d'office qu'il en sera délibéré.

C'est la mesure toujours adoptée notamment avant qu'il soit statué sur une assignation en déclaration de faillite.

Ici les juges consulaires ont voulu faire exception à la règle très stricte qu'ils s'entendent imposer de statuer sans retard aucun sur les affaires qui leur sont soumises. Et qui pourrait les en blâmer ? Il s'agit de mettre un commerçant en faillite, de le marquer au front de cette

tache qui le suivra désormais partout ; de le priver de ses droits civils et politiques, d'en faire un failli. La situation est critique. Le commerçant acculé à la cessation de ses paiements est peut-être honnête, mais malheureux. Il importe de peser les raisons données par le demandeur, de chercher à l'amener à une solution amiable qui sauve, au moins en grande partie, sa créance. Cela est possible peut-être et bien dans les traditions du tribunal. Ce sera une conciliation de plus à son actif.

Puis il peut se faire que la demande en déclaration de faillite émane d'un créancier qui ait pour unique objectif la perte de son débiteur. De mauvaise foi, il intente contre lui une action qu'il sait infamante. Si le tribunal ne renvoyait pas en délibéré, la demande qui paraît justifiée serait peut-être accueillie. Mais une étude plus approfondie du dossier fait bien vite comprendre au juge rapporteur les intentions mauvaises du demandeur. Il constate que la situation du défendeur, sans être brillante n'est pas désespérée, que la cessation des paiements n'existe point ou n'est pas prouvée et le demandeur est débouté.

Ces quelques exemples cités, voyons comment procède le juge pour convoquer les parties et donner une solution à l'affaire.

La convocation se fait par une simple lettre ainsi conçue :

M. X..., juge au tribunal de commerce, invite M..., à se rendre le..., à... heures à son cabinet au tribunal de

commerce, cabinets de MM. les juges rapporteurs, muni des pièces et documents qui peuvent appuyer ses conclusions dans l'affaire..., c/...

Et la lettre porte en nota : la présente convocation étant purement officieuse, s'il n'y est pas répondu, le tribunal jugera sur pièces.

Au jour et à l'heure indiqués, les parties, seules, accompagnées ou représentées par un mandataire, se présentent devant le juge rapporteur.

Nous devons rappeler ici que les juges consulaires obéissant en cela aux prescriptions de l'édit de 1563, font tous leurs efforts pour que les parties comparaissent en personne devant eux.

Si leur première convocation reste sans effet, ils convoquent à nouveau, car bien des raisons ont pu empêcher le plaideur de se rendre chez le juge rapporteur, et il importe de ne point laisser de côté une seule chance de conciliation.

« Je veux bien admettre, dit M. le président Michau, que la persistance d'une partie à ne pas se présenter au délibéré constitue une prévention contre le bien fondé de sa cause, mais il me paraît dangereux de passer outre sans avoir épuisé tous les moyens pour mettre cette partie en présence de son adversaire. »

C'est capital en effet. En 1887, M. le président Michau (1) insistait encore sur la nécessité de réunir les parties :

1. Discours prononcé le 20 janvier 1886 à la séance d'installation du tribunal de commerce de la Seine.

« C'est dans le délibéré, sous l'œil du juge, que les parties se rencontrent face à face : c'est de leurs explications contradictoires que jaillit le plus souvent la lumière. Je demanderai donc à nos nouveaux collègues de ne pas se laisser rebuter par les difficultés qu'ils pourront éprouver à réunir les parties : ils ne devront jamais passer outre à ce moyen d'instruction ».

Si les efforts du juge rapporteur restent vains, il jugera sur pièces. Mais cela est rare et le plus souvent les parties se présentent accompagnées d'un mandataire.

Les voilà donc devant le juge. Que va-t-il se passer ? Des explications sommaires et si rapides données à l'audience n'a point jailli la lumière. L'encombrement des rôles n'a point permis d'accorder à chaque affaire un temps suffisant pour que le juge ait une opinion.

Mais ici il en est autrement. Le juge rapporteur écoute patiemment la demande : il permet au demandeur de donner toutes les explications nécessaires, fussent-elles longues, sans importance même. Le défendeur répond et chacune des parties peut poser à son adversaire les questions qu'il croit utiles. Le juge à son tour interroge les plaideurs sur les points litigieux : il provoque leurs explications et se forme une opinion au cours de la discussion qui se passe devant lui.

Comme il connaît le dossier, il peut pousser chacun des adversaires dans ses derniers retranchements. Par une série de déductions d'une logique impérieuse, il arrive souvent, sans sortir de sa fonction, à leur démon-

trer l'inanité de leurs prétentions, l'exagération de leurs dires.

« Au délibéré, bienveillants pour les faibles, justes pour tous, vous vous appliquerez à déterminer la transaction qui fait oublier au plaideur l'amertume du procès. Si vos persévérants efforts restent sans succès, vous étudierez l'affaire dans ses détails de fait et dans les solutions de droit qu'elle comporte. Plus la préparation aura été laborieuse, plus le compte que vous en rendrez sera court. Toujours soigneux de l'intérêt du commerce pour qui le temps est une richesse, pour qui tout procès est une entrave, vous ne négligerez rien pour une prompt solution. Vous imiterez en cela vos anciens, dont les jetons de juridiction portaient avec la figure de la justice cette devise : « *Super alas addidimus*, nous lui avons donné des ailes » (1).

Ces sages avis montrent une fois de plus, mais il le faut répéter sans cesse, que les juges consulaires veulent et savent allier à la solution rapide des procès le désir impérieux de tenter en toute occasion de concilier les parties.

Et l'occasion est bonne au délibéré.

« Dans l'audition des parties, vous apporterez la bienveillance et l'attention dont ne doit jamais se départir un magistrat.

« Vous n'oublierez pas que votre intervention doit être

1. Discours prononcé par M. Denière, président du Tribunal de commerce de la Seine, le 30 juin 1860.

douce et conciliante, et souvent par la sûreté de vos observations, par l'autorité de vos conseils, vous parviendrez à dissiper les causes de malentendu et à amener un rapprochement toujours désirable entre les parties » (1).

Pourtant prenez garde, ajoute dans un discours prononcé le 20 janvier 1883, M. le président Bessand :

« Lorsque vous aurez soigneusement étudié une affaire, il vous sera facile d'en dégager les faits et la moralité ; vous rendrez alors plus facile une transaction toujours désirable, à condition toutefois qu'aucune pression ne fasse sacrifier des droits bien établis et légalement acquis. »

Si le juge doit tenter la conciliation, il doit rester juge et ne point se découvrir en indiquant son avis. C'est une des grandes difficultés du délibéré tel qu'il se pratique actuellement. Un conciliateur qui n'aurait point à rédiger de jugement serait plus fort, non point pour imposer son avis à celui qu'il juge avoir tort, mais pour lui faire clairement voir qu'il s'est engagé dans une fausse route et qu'il ferait sagement de revenir en arrière pendant qu'il en est temps encore. Aussi n'est-il pas étonnant que, malgré l'excellence du délibéré, les juges consulaires désirent l'établissement, en matière de commerce, d'un préliminaire de conciliation tenté par un juge autre

1. Discours prononcé le 18 janvier 1879, par M. Moreau, président du Tribunal de commerce de la Seine.

que celui qui est chargé d'instruire l'affaire et de rédiger le jugement.

Le juge pourtant fait tous ses efforts pour parvenir au but qu'il se propose : la conciliation. Il y atteint souvent et des statistiques que nous allons rappeler ici ressortira clairement combien puissante et bienfaisante est l'institution du délibéré au rapport d'un juge et combien excellents en sont les résultats au point de vue de la conciliation.

Pour ne point remonter trop haut, nous examinerons depuis 1860 combien d'affaires ont été placées chaque année au tribunal de commerce de la Seine. Sur ce chiffre, combien ont été mises en délibéré et combien ont été conciliées.

Les chiffres ont leur éloquence, les statistiques ne mentent point. Il est intéressant de les consulter.

### III. — *Résultats statistiques.*

En 1860, M. Lucy Sédillot, président sortant du tribunal de commerce, constatait que sur 64.601 affaires introduites du 1<sup>er</sup> juillet 1859 au 30 juin 1860, 5.576 avaient été prises en délibéré, 2.688 y avaient été conciliées et 3.402 avaient été retirées.

Il importe de faire remarquer qu'un grand nombre d'affaires retirées sont en réalité des affaires conciliées. Le juge a semé le germe de la conciliation, elle s'est faite en dehors de lui, mais son action se fait sentir, utile et manifeste. Aussi n'hésiterons-nous point à men-

tionner chaque année le nombre des affaires retirées à côté des affaires conciliées.

Les successeurs de M. Lucy-Sedillot préoccupés surtout de la nécessité de la conciliation n'ont point pris garde de nous indiquer chaque année le nombre d'affaires prises en délibéré; mais, comme tous leurs prédécesseurs, ils ont tenu à nous indiquer le nombre des affaires conciliées.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1860 au 30 juin 1861, 67.693 affaires nouvelles sont introduites, 2.349 ont été conciliées, 3.713 ont été retirées.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1861 au 30 juin 1862, nous voyons introduire 74.190 affaires nouvelles; 5.604 sont conciliées, 3.882 retirées.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1862 au 30 juin 1863, 63.645 affaires sont introduites; 4.992 affaires sont conciliées, 3.189 sont retirées, et M. le président Denière exprime en ces termes sa pensée sur le délibéré :

« L'adjonction de quatre nouveaux juges autorisée, par le décret du 31 mai 1862, a permis d'établir dès le commencement de notre année judiciaire, une nouvelle section fonctionnant le samedi de chaque semaine. La formation de ces audiences a accéléré la marche de notre justice. En multipliant les instructions par la voie des délibérés, elle a également facilité, ainsi qu'en justifie le chiffre de 4.992 conciliations constaté, l'issue transactionnelle des difficultés portées à votre barre. Cette prompte expédition des affaires, ces solutions amiables si ardemment poursuivies, souvent si péniblement obtenues.

nues, témoignent de l'ardeur infatigable que chacun des membres de ce tribunal apporte dans l'exercice des laborieuses et délicates fonctions qui lui sont confiées » (1).

Du 1<sup>er</sup> juillet 1863 au 30 juin 1864, 62.573 affaires nouvelles sont portées devant le tribunal de commerce de la Seine. Sur ce nombre, 4.964 ont été conciliées, 3.275 ont été retirées.

M. le président Denière constate, une fois de plus, la puissance de conciliation de la juridiction consulaire :

« Vous n'avez pas été sans remarquer les nombreuses transactions que continue à ménager entre les parties l'intervention conciliatrice du Tribunal et vous vous êtes félicités avec nous du chiffre si restreint des causes que nous vous avons annoncées comme restant à juger en clôture de notre exercice (2) ».

Durant l'exercice 1864-1865, le nombre des causes introduites s'élève à 66.282. Les conciliations sont au nombre de 5.763 ; 4.661 affaires ont été retirées.

M. le président Berthier constate ceci : « Cette augmentation dans le nombre des jugements contradictoires et des conciliations obtenues après la mise en délibéré, témoigne à la fois de l'action laborieuse des membres du tribunal et de l'influence de leur intervention personnelle entre les parties (3) ».

1. Discours prononcé le 18 juillet 1863.

2. Discours prononcé le 20 août 1864.

3. Discours prononcé le 19 août 1865.

Du 1<sup>er</sup> juillet 1865 au 30 juin 1866, le nombre des causes introduites augmente. Il est de 68.779 ; 6.185 affaires sont conciliées, 4.746 retirées. La proportion est toujours la même et l'effort toujours aussi constant.

Durant les deux années suivantes, nous relevons les résultats suivants :

|         | Placements | Conciliations | Affaires retirées |
|---------|------------|---------------|-------------------|
| 1866-67 | 69.098     | 7.112         | 4.789             |
| 1867-68 | 68.275     | 7.647         | 4.690             |

Du 1<sup>er</sup> juillet 1868 au 30 juin 1869 le nombre des placements reste stationnaire, et le nombre des conciliations ne varie guère, nous trouvons les chiffres suivants : sur 68.751 placements, 7.751 affaires ont été conciliées et 5.035 retirées.

Nous arrivons à l'année fatale de 1870. Les affaires sont suspendues ; toutes les solennités publiques sont remises par suite du deuil national. Les statistiques ne se font point, et le 3 août 1872 seulement, M. le président Drouin indique dans son discours d'installation du tribunal que du 1<sup>er</sup> juillet 1869 au 31 décembre 1871, les placements sont au nombre de 117.411. Les conciliations s'élèvent à 10.871 et le président fait remarquer que c'est plus 1/5 des affaires dans lesquelles les parties ont comparu. Durant cette même période 8.393 affaires ont été retirées.

Les statistiques de 1872 et de 1873 donnent les résultats suivants :

|      | Affaires introduites | Conciliées | Retirées |
|------|----------------------|------------|----------|
| 1872 | 57.907               | 7.245      | 1.711    |
| 1873 | 53.673               | 6.773      | 1.546    |

En 1874 et en 1875 le nombre des affaires portées devant le tribunal diminue d'une façon sensible et le président du tribunal y voit « une conséquence de l'état de stagnation des affaires dans Paris ». Il fait la remarque que le nombre des causes soumises à la juridiction consulaire est en rapport avec l'importance des transactions commerciales.

Puis la statistique reprend ses droits et voici ce qu'elle nous apprend :

|      | Affaires introduites | Conciliées | Retirées |
|------|----------------------|------------|----------|
| 1874 | 51.833               | 6.480      | 1.473    |
| 1875 | 51.907               | 6.328      | 1.439    |

L'année 1876 fut particulièrement féconde en conciliations. Sur 58.741 affaires introduites, 8.885 ont été conciliées, 1.912 ont été retirées (1).

M. le président Chabert se félicite en ces termes du succès :

« Le nombre des conciliations a été de 2.557 supérieur à celui de 1875.

« C'est avec satisfaction que nous constatons ce grand accroissement dans le nombre des jugements contradictoires et des conciliations.

1. Discours prononcé le 13 janvier 1877 par M. Chabert, président du Tribunal de commerce de la Seine.

« Ces heureux et importants résultats témoignent hautement du zèle et de la sollicitude des membres du tribunal pour les intérêts des justiciables.

« Sur 17.482 affaires jugées contradictoirement, 10.675 avaient été préalablement prises en délibéré et 3.954 conciliées.

« Le délibéré tel qu'il est pratiqué depuis longtemps dans notre tribunal est de tous les modes d'instruction, à la fois le meilleur et le plus utile.

« Il épargne aux justiciables la perte d'un temps précieux et leur évite des frais; les parties étant en présence, la conciliation devient plus facile. Aussi un grand nombre d'affaires : 8.885, ont-elles été conciliées.

« Malgré la surcharge de travail qu'il lui impose, le tribunal n'hésite pas à y recourir et à l'appliquer, comme on le sait, sur la plus grande échelle, il s'attache tout particulièrement à le faire pour les litiges de peu d'importance.

« Profitable au plaideur, le délibéré l'est également au juge dont il accroît l'expérience.

« En effet, lorsque le juge après avoir réuni et entendu les parties, n'a pu terminer amiablement leur différend, il a dû faire l'étude de dossiers nombreux et souvent volumineux, préparer son rapport et un projet de jugement à soumettre au tribunal.

« Travail long, souvent pénible, par la tension d'esprit constante qu'il impose, et auquel s'ajoutent encore les fa-

tigues de nos longues audiences et le commissariat de nombreuses faillites.

« Mais notre Tribunal trouve dans son dévouement le moyen d'y suffire » (1).

M. le président Chabert indique avec netteté combien lui paraît utile et pratique l'usage du délibéré. Il se félicite des résultats obtenus. Désormais ses successeurs ne manqueront point dans leurs statistiques de faire connaître chaque année le nombre des affaires prises en délibéré. Ici notre étude se précise et se complète ; nous y insistons sans tarder.

Du premier janvier 1877 au 31 décembre de la même année 59.939 affaires sont introduites devant le Tribunal de commerce de la Seine et M. le président Baudelot nous dit en son discours d'installation du Tribunal :

« Cette année, sur 11.544 affaires envoyées en délibéré :

|                           |       |
|---------------------------|-------|
| Il en a été jugé. . . . . | 7.141 |
|---------------------------|-------|

|                                |       |
|--------------------------------|-------|
| Il en a été concilié . . . . . | 4.338 |
|--------------------------------|-------|

|                                                                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| D'où il suit qu'il ne restait au 1 <sup>er</sup> janvier 1878 que 65 délibérés qui n'avaient point été vidés. . . . . | 65 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|        |
|--------|
| 11.544 |
|--------|

« Le chiffre des affaires mises en délibéré, le nombre de celles qui ont été solutionnées par un prompt jugement et enfin l'importance du chiffre des conciliations témoignent du zèle infatigable et du dévouement sans

1. Discours prononcé le 19 janvier 1878.

bornes qu'apporte chacun des membres du Tribunal dans l'exercice de ses laborieuses fonctions ».

Les présidents changent mais l'idée qui les dirige ne change point et la phrase qui l'exprime reste immuable. Ils ont confiance dans le délibéré, ils croient à sa puissance de conciliation ; ils le disent et ils le prouvent. Suivons-les à travers ces chiffres un peu arides, il est vrai, mais qui ont une importance capitale pour la thèse que nous soutenons ici :

« En 1878 le Tribunal a pris en délibéré 10.783 affaires.

Il en a été jugé. . . . . 6.755

Il en été concilié. . . . . 3.923

De sorte qu'au 31 décembre dernier

il ne restait à juger que. . . . . 105

Total pareil : 10.783

« On ne sait pas assez, quand on n'appartient pas au Tribunal, que la mise en délibéré constitue pour les juges le labeur le plus attachant, mais aussi le plus lourd.

« Elle nécessite la convocation et l'audition parfois répétées des parties, elle amène les tentatives souvent heureuses de conciliation, enfin elle entraîne la préparation et la rédaction toujours minutieuses et difficiles des rapports et des projets de jugement.

« Aussi les chiffres que je viens de tracer au sujet du nombre des affaires mises en délibéré et de celles conciliées ont-ils leur éloquence : ils témoignent sans qu'il

soit besoin de commentaire du soin avec lequel, sans souci de votre propre repos, vous accomplissez vos devoirs (1) ».

Pendant l'exercice 1879, nous trouvons des résultats aussi brillants.

« Bien que les affaires relevant de notre juridiction soient affranchies du préliminaire de conciliation, cette mesure vous le savez, *reçoit en fait* son application par la mise en délibéré d'un grand nombre de causes qui nous sont déférées et dont une partie notable disparaît avant jugement par suite d'une transaction entre les parties devant le juge :

« En 1878 le Tribunal avait pris 10.783 affaires en délibéré sur lesquelles il en avait jugé 6.755 et concilié 3.923.

« En 1879, le Tribunal a mis 11.815 affaires en délibéré, sur lesquelles il en avait jugé 7.442 et concilié 3.915.

« Chiffres à peu près identiques (2) ».

Du premier janvier 1880 au 31 décembre 1881 le Tribunal toujours fidèle à son usage, a pris nombre d'affaires en délibéré.

|      | Affaires prises en délibéré | Jugées | Conciliées |
|------|-----------------------------|--------|------------|
|      | —                           | —      | —          |
| 1880 | 11.734                      | 7.555  | 3.946      |
| 1881 | 12.513                      | 8.093  | 4.021      |

M. le Président Bessand constatait dans son discours

1. Discours prononcé le 18 janvier 1879, par M. Baudelot, président du Tribunal de Commerce de la Seine.

2. Discours prononcé le 20 janvier 1880, par M. le Président Moreau.

les résultats obtenus en 1882 et appréciait le délibéré au rapport d'un juge.

|                              |        |
|------------------------------|--------|
| Affaires mises en délibéré : | 14.343 |
| jugées                       | 9.075  |
| conciliées                   | 4.584  |

Il constatait la progression constante des affaires prises en délibéré: 1.830 de plus qu'en l'année 1881.

Et il disait :

« Les statistiques de 1860 nous montrent que pour cette année les affaires mises en délibéré ne s'élevaient qu'à 5.576.

« Nous venons de vous apprendre qu'en 1882 nous en avons eu 14.343.

« C'est la partie la plus importante de nos travaux :

« En effet, dans le délibéré qui a lieu devant le juge, les parties sont en présence, elles donnent elles-mêmes leurs explications et permettent au magistrat d'affermir sa conviction, en entendant les parties elles-mêmes » (1).

En 1883, la statistique nous donne les chiffres suivants :

Affaires prises en délibéré 15.458 :

|                                                         |       |
|---------------------------------------------------------|-------|
| jugées. . . . .                                         | 9.926 |
| conciliées . . . . .                                    | 5.013 |
| dont le délibéré n'est pas vidé au 31 décembre. . . . . | 519   |

---

Total égal : 15.458

1. Discours prononcé le 20 janvier 1883.

En 1884, résultats identiques : 15.719 affaires sont prises en délibéré, 10.634 sont jugées, 4.599 sont conciliées.

M. le président Michau rendait compte en ces termes, le 21 janvier 1886, des affaires prises en délibéré durant l'année 1885 par le Tribunal de commerce :

« ... Votre travail, messieurs, n'a pas cependant diminué dans ces proportions. En effet tandis qu'en 1884 sur 74.533 affaires le tribunal en prenait 15.719 en délibéré, en jugeait 10.634 et en conciliait 4.599, je constate qu'en 1885, sur 67.527 affaires, il en a pris 15.035 en délibéré, jugé 10.267, et concilié 4.239, de sorte qu'en fait le travail des délibérés a été à peu près le même en 1885 qu'en 1884 :

« Je vous demande la permission de m'arrêter un moment sur les affaires mises en délibéré. Je tiens à dire à mes nouveaux collègues que c'est au délibéré qu'ils doivent apporter tous leurs soins ; il faudra, lorsqu'une affaire sera renvoyée devant eux, qu'ils s'arment de patience ; ils ne devront pas se laisser rebuter par la difficulté de la tâche ; ils devront s'efforcer avant tout de réunir les parties ; il ne leur suffira pas d'examiner de très près chaque pièce du dossier qui leur sera remis ; il leur faudra entendre les parties contradictoirement ; car c'est dans ce débat contradictoire surtout qu'ils saisiront la vérité (1). »

En 1886, et en 1887, la statistique nous donne les chiffres suivants :

1. Discours prononcé le 20 janvier 1886 par M. Michau, président du Tribunal de commerce de la Seine.

|      | Affaires prises en délibéré | Jugées | Conciliées |
|------|-----------------------------|--------|------------|
| 1886 | 14.478                      | 9.909  | 4.208      |
| 1887 | 13.429                      | 8.995  | 3.754      |

En 1888, dit M. le Président Guillotin, le Tribunal sur 56.207 affaires en avait pris 12.960 en délibéré, jugé 8.702 et concilié 3.541 ; 3.739 ont été retirées.

En 1889 sur 56.059 affaires le Tribunal en a mis en délibéré 12.661 ce qui, joint aux 717 restant à juger de l'exercice précédent, donne un total de 13.378 sur lesquelles 9.117 ont été jugées, 3.455 conciliées et 806 restent à juger. Pendant le même laps de temps 3.828 affaires avaient été retirées.

Les résultats statistiques de l'année 1890 inspirent à M. le Président Guillotin les réflexions suivantes :

« ... D'autre part les deux seuls chiffres en hausse cette année sont : celui des conciliations opérées par le juge et celui des affaires retirées, c'est-à-dire conciliées par les parties elles-mêmes au moment de l'audience.

« Ne semble-t-il pas dès lors que tous ces chiffres, que tous ces faits concordent et que cette diminution du nombre des affaires, des jugements, surtout des jugements en dernier ressort et par défaut, coïncidant avec l'augmentation du nombre des affaires conciliées, atteste chez le justiciable une tendance très marquée à l'arrangement amiable, à la conciliation et à la volonté très arrêtée de ne plaider qu'à toute extrémité. »

« ... En 1890 sur 52.250 affaires, le nombre de celles

prises en délibéré s'est élevé, y compris le solde de l'exercice précédent (806), à 13.843, sur lesquelles 9.695 ont été jugées, 3.542 conciliées et 606 restent à juger (1). »

4.777 affaires avaient été, durant la même année, retirées par les parties avant que le tribunal ait statué.

Et M. le Président Guillotin, à la fin de ce même discours, constate une fois de plus les progrès de l'idée de conciliation devant la justice commerciale. La poussée de l'opinion publique produit son effet, l'idée mûrit, se fortifie, et se précise.

« ... De ces travaux dont l'énumération est longue, nous devons tirer la conclusion que, s'il est vrai que la prospérité des affaires a pour conséquence le nombre des litiges, il y a un véritable ralentissement dans l'activité commerciale et industrielle.

« Les chiffres que nous venons de citer indiquent une proportion de 8 0/0 alors que l'année dernière, opposée à celle précédente, avait donné des résultats à peu près identiques, c'est-à-dire sans diminution.

« Cependant, et certains détails que nous venons de lire en justifient, nous avons constaté que l'esprit de conciliation est aujourd'hui plus répandu que par le passé.

« Nous avons été saisi personnellement de requêtes nous demandant de désigner, sans l'intervention de procédure quelconque, des juges, des arbitres aux décisions desquels on s'engageait d'honneur à s'en rapporter.

« Ne peut-on pas attribuer, au moins pour une certaine

1. Discours prononcé le 29 janvier 1891.

proportion à cet esprit de modération, de conciliation dont on peut se réjouir, la diminution des affaires portées devant le Tribunal.

« Nous croyons fermement qu'il faut tenir compte de l'évolution que nous signalons » (1).

En 1891 les résultats obtenus sont les suivants :

Sur 53.735 affaires portées à la barre du tribunal, il en a été pris en délibéré 13.364 : 9.208 ont été suivies de jugement, 3.687 ont été conciliées, 469 restaient aux mains des juges le 31 décembre et étaient terminées le 20 janvier. Durant le même laps de temps, 4.720 affaires avaient été retirées.

En 1892, résultats semblables :

55.540 affaires sont placées, 14.181 prises en délibéré, 9.930 jugées, 3.644 conciliées, 607 restant à juger au 31 décembre. Durant le même laps de temps, 3.467 affaires avaient été retirées.

En 1894, M. le Président Dervillé faisait en son discours un tableau comparatif des affaires prises en délibéré par les juges consulaires durant les années 1893 et 1894.

|                                               | 1893   | 1894   | En plus | En moins |
|-----------------------------------------------|--------|--------|---------|----------|
|                                               | —      | —      | —       | —        |
| 1 <sup>o</sup> Affaires nouvelles introduites |        |        |         |          |
| pendant l'année . . . . .                     | 56.598 | 58.774 | 2.176   | »        |
| 2 <sup>o</sup> Affaires prises en délibéré .  | 16.103 | 17.327 | 1.225   |          |
| 3 <sup>o</sup> Affaires jugées . . . . .      | 11.308 | 12.330 | 1.022   |          |
| 4 <sup>o</sup> Affaires conciliées . . . . .  | 4.129  | 4.078  |         | 51       |
| 5 <sup>o</sup> Affaires restant à juger au    |        |        |         |          |
| 31 décembre . . . . .                         | 666    | 920    | 254     |          |

1. Discours prononcé le 29 janvier 1891.

Au 23 janvier 1895, date du renouvellement du Tribunal, était-il ajouté, le tribunal avait terminé par jugement ou transaction toutes les affaires prises en délibéré.

En 1893, 7.847 affaires avaient été retirées ou jointes ; en 1894, 8.442 avaient subi le même sort.

La statistique de 1895 et 1896 est contenue dans le tableau comparatif suivant :

|                                                                        | 1895   | 1896   | En plus | En moins |
|------------------------------------------------------------------------|--------|--------|---------|----------|
| 1 <sup>o</sup> Affaires nouvelles introduites pendant l'année. . . . . | 55.152 | 53.567 | »       | 1.585    |
| 2 <sup>o</sup> Affaires prises en délibéré. . . . .                    | 16.834 | 16.682 | »       | 152      |
| 3 <sup>o</sup> Affaires jugées. . . . .                                | 12.446 | 12.436 | »       | 10       |
| 4 <sup>o</sup> Affaires conciliées . . . . .                           | 4.823  | 4 072  | »       | 211      |

Durant le même temps, 9.021 affaires avaient été retirées ou jointes en 1895, 8.551 en 1896.

En parlant du délibéré M. le président Dervillé ajoute :

« Ce mode d'instruction qui nous est propre s'opère au moyen de lettres adressées par les juges rapporteurs à toutes les parties en cause. La présence et le rapprochement de ces parties devant le juge, négociant comme elles, outre qu'ils facilitent la manifestation de la vérité, amènent dans bien des cas une conciliation toujours désirable.

« Ces délibérés sont en réalité l'une des raisons d'être de notre juridiction familiale ; leur nombre en 1895 est de 16.834 et les conciliations obtenues de la sorte se sont élevées à 4.283 en augmentation de 211 sur l'an dernier.

Tout commentaire sur ces deux chiffres serait superflu » (1).

En 1897, 54.092 affaires sont placées, 17.097 sont prises en délibéré ; 12.618 sont jugées ; 4.243 conciliées ; il en reste 236 à juger au 31 décembre.

Pendant la même année 8.128 affaires avaient été retirées ou jointes.

Et M. le président Goy ajoutait :

« La comparution des parties dans le cabinet du juge rapporteur provoque un contact direct entre le magistrat et les plaideurs qui peuvent se présenter seuls ou accompagnés de leurs conseils. Cette comparution n'est que la préface de l'instruction qui se continue devant la section tout entière qui siègeait le jour du placement » (2).

Pour résumer notre étude, nous montrerons par un tableau succinct l'œuvre sans cesse grandissante des juges consulaires de Paris, au point de vue de la conciliation, par le délibéré au rapport d'un juge.

Nous noterons le nombre d'affaires prises en délibéré durant l'année 1859-1860, et le nombre de celles qui ont été soumises à ce genre d'instruction depuis 1876.

La comparaison entre les chiffres anciens et les nouveaux nous montrera à la fois l'excellence du procédé et le labeur des juges consulaires chargés d'un nombre aussi considérable d'instructions.

1. Discours prononcé le 23 janvier 1896.

2. Discours prononcé le 19 janvier 1898.

Délibérés au rapport d'un juge

| ANNÉES                                        | Affaires nouvelles introduites pendant l'année | Affaires prises en délibéré             | Affaires jugées contradictoirement | Affaires conciliées | Affaires retirées |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------|---------------------|-------------------|
| 1 <sup>er</sup> janv. 1859 au 30 juin 1860... | 64.601                                         | 5.576                                   | 18.927                             | 2.688               | 3.102             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1876....  | 58.741                                         | 10.673                                  | 17.482                             | 8.885               | 1.962             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1877...   | 59.939                                         | 11.544 <sup>1</sup> { 7.141<br>2 4.338  | 20.558                             | 6.297               | 2.054             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1878...   | 60.605                                         | 10.783 <sup>1</sup> { 6.755<br>3 3.923  | 20.121                             | 5.487               | 2.129             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1879...   | 58.901                                         | 11.815 <sup>1</sup> { 7.442<br>3 3.915  | .....                              | 4.576               | 2.011             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1880...   | 64.401                                         | 11.734 <sup>1</sup> { 7.555<br>3 3.946  | 22.753                             | 5.050               | 2.183             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1881...   | 66.175                                         | 12.513 <sup>1</sup> { 8.093<br>4 4.021  | 22.845                             | 4.021               | 4.296             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1882...   | 75.660                                         | 14.343 <sup>1</sup> { 9.075<br>4 4.584  | 26.708                             | 4.584               | 4.518             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1883...   | 74.773                                         | 15.458 <sup>1</sup> { 9.926<br>5 5.013  | 19.861                             | 5.013               | 5.243             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1884...   | 74.533                                         | 15.719 <sup>1</sup> { 10.634<br>4 4.599 | 20.940                             | 4.599               | 5.018             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1885...   | 67.527                                         | 15.035 <sup>1</sup> { 10.257<br>4 4.239 | 19.387                             | 4.239               | 4.555             |

1. Nombre de jugements rendus.

2. Nombre d'affaires conciliées.

| ANNÉES                                      | Affaires nouvelles introduites pendant l'année | Affaires prises en délibéré                                                   | Affaires jugées contradictoirement | Affaires conciliées | Affaires retirées |
|---------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------|-------------------|
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1886... | 60.273                                         | 44.478 $\left\{ \begin{array}{l} 9.909 \\ 4.208 \end{array} \right.$          | 18.226                             | 4.208               | 4.709             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1887... | 60.437                                         | 43.429 $\left\{ \begin{array}{l} 8.995 \\ 3.754 \end{array} \right.$          | 17.390                             | 3.754               | 3.943             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1888... | 54.198                                         | 42.960 $\left\{ \begin{array}{l} 8.702 \\ 3.541 \end{array} \right.$          | 16.285                             | 3.541               | 3.739             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1889... | 54.172                                         | 42.562 $\left\{ \begin{array}{l} 9.117 \\ + 717 \\ 3.445 \end{array} \right.$ | 15.607                             | 3.445               | 3.828             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1890... | 50.304                                         | 43.037 $\left\{ \begin{array}{l} 9.695 \\ 3.542 \end{array} \right.$          | 14.838                             | 3.542               | 4.777             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1891... | 52.253                                         | 43.367 $\left\{ \begin{array}{l} 9.208 \\ 3.687 \end{array} \right.$          | 15.052                             | 3.687               | 4.720             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1892... | 53.967                                         | 44.181 $\left\{ \begin{array}{l} 9.930 \\ 3.644 \end{array} \right.$          | 16.983                             | 3.644               | 3.467             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1893... | 56.598                                         | 46.103 $\left\{ \begin{array}{l} 11.308 \\ 4.129 \end{array} \right.$         | 14.254                             | 4.129               | 7.847             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1894... | 58.774                                         | 47.327 $\left\{ \begin{array}{l} 12.330 \\ 4.078 \end{array} \right.$         | 14.133                             | 4.078               | 8.442             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1895... | 55.152                                         | 46.834 $\left\{ \begin{array}{l} 12.446 \\ 4.823 \end{array} \right.$         | 13.891                             | 4.823               | 9.021             |
| 1 <sup>er</sup> janv. au 31 décemb. 1896... | 53.657                                         | 46.682 $\left\{ \begin{array}{l} 12.436 \\ 4.072 \end{array} \right.$         | 12.518                             | 4.072               | 8.551             |

1. Nombre de jugements rendus.

2. Nombre d'affaires conciliées.

IV. — *Conclusion.*

De cette longue étude que faut-il conclure ?

Nous avons vu avec quel succès fonctionne le délibéré au rapport d'un juge. Les statistiques nous montrent à la fois le travail vraiment considérable fait à Paris par les juges consulaires et le succès qu'ils obtiennent au point de vue de la conciliation.

Les arrangements amiables obtenus par les juges au cours du délibéré varient de 25 à 33 0/0. C'est un résultat des plus sérieux et des plus encourageants.

Le Tribunal de commerce, en usant de ce procédé donne aux membres des tribunaux de province un exemple que beaucoup suivent, que tous devraient imiter.

Sans doute les difficultés pratiques sont nombreuses pour atteindre au but désiré, surtout à Paris où le nombre d'affaires, l'importance des intérêts en jeu, la présence plus assidue des mandataires rendent plus aléatoire encore la conciliation.

Et pourtant les juges consuls de Paris, forts du mandat que leurs électeurs leur ont donné, forts de leur conscience et de leur volonté, sûrs d'être approuvés par ceux qui leur ont confié le périlleux honneur de les départager, cherchent avant toute chose à faire transiger les plaideurs. Ils y parviennent souvent, malgré les difficultés semées sur la route et rendent ainsi à leurs pairs cette justice familiale que ceux-ci attendent d'eux. Ils répondent au vœu de la loi et des justiciables à la fois en rendant une justice prompte, peu coûteuse et conciliatrice.

§ 2. — Du délibéré immédiat ou de conciliation.

Le délibéré immédiat est une procédure toute de conciliation par laquelle deux parties en procès, ou leurs mandataires, comparaissent volontairement dès l'appel de la cause devant un juge consulaire chargé tout spécialement de le concilier.

Cette définition faite, voyons tout d'abord comment le Tribunal de commerce de la Seine, en est venu à créer cette procédure.

I. — *Origine de ce procédé de conciliation.*

Dans le paragraphe qui précède nous avons étudié le délibéré au rapport d'un juge. Nous avons vu la mission du magistrat chargé de cette instruction et nous avons eu soin de faire remarquer avec quel zèle le juge rapporteur cherchait, au cours de l'interrogatoire des plaideurs, à amener entre eux une transaction. Nous avons indiqué combien difficile était sa mission, alors que les parties, engagées depuis longtemps déjà dans la voie judiciaire, avaient pris position et répugnaient à un arrangement amiable, pourtant si désirable. Les frais faits, l'amour-propre surexcité, les conseils de mandataires trop zélés, mille autres causes encore nuisaient au succès de la conciliation. Et pourtant malgré ces obstacles, les juges consulaires réussissaient souvent dans la tâche si lourde qu'ils s'étaient imposée. Les résultats étaient bons.

S'ils n'avaient pas eu la conviction que leur justice doit être familiale, s'ils n'avaient point pensé qu'ils devaient faire mieux et plus, sans doute n'eussent-ils point cherché plus loin et le délibéré immédiat n'aurait point été mis en usage devant le tribunal de commerce de la Seine.

Mais, poussés par le souci de remplir jusqu'au bout le mandat exprès que leur avaient confié leurs électeurs, sûrs d'agir suivant leur pensée vers l'idéal commun : la conciliation dans toutes les affaires, ils se dirent que faite plus tôt, la conciliation aboutirait plus facilement. Dans le cabinet du juge rapporteur, la conciliation intervenait dans nombre d'affaires, mais de graves difficultés, nous les avons dites au paragraphe précédent, survenaient. Aussi M. le Président Guillotin dont la haute valeur, l'expérience consommée et l'esprit de conciliation sont bien connus des justiciables du Tribunal de commerce de la Seine, se préoccupait-il particulièrement de cette question. Convaincu de l'importance de la conciliation, pénétré comme ses prédécesseurs de la nécessité d'assurer aux plaideurs une justice familiale (et ses discours font sur ce point la preuve évidente de la préoccupation de son esprit), il dota, en 1890, le Tribunal de la Seine du délibéré immédiat.

C'est le délibéré au rapport d'un juge, mais perfectionné et modifié.

La comparution est immédiate dès l'appel de la cause, voilà le premier progrès.

Le juge a ici pour mission première et fondamentale

de concilier les parties, voilà le fond même de la procédure nouvelle.

Mais nous ne saurions mieux montrer la pensée qui dirigea le Président Guillotin qu'en citant les paroles par lesquelles il expliquait et motivait le but qu'il se proposait : « Cette année, Messieurs, et dès demain, le Tribunal va pouvoir, ainsi que je vous le disais il y a quelques instants, renvoyer aussitôt l'appel des causes, devant un ou plusieurs magistrats chargés du délibéré immédiat, les parties qui se présenteront elles-mêmes à la barre.

« Elles pourront se concilier. Si cette solution est tout d'abord impossible, le magistrat qui les aura entendues pourra les convoquer à nouveau et dans le cas d'irréalisation de transaction, l'instruction étant faite, à bref délai un jugement interviendra.

« Le Tribunal espère que, lorsque les commerçants sauront qu'en quelques heures un litige peut être terminé, ils n'hésiteront point à user de la faculté qui leur est donnée de s'expliquer eux-mêmes devant un magistrat, comme eux commerçant, sans sacrifier comme précédemment un temps considérable à l'audience où le grand nombre d'affaires nécessitait des remises inévitables.

« La diminution des frais de justice est de toute part réclamée. Nous pensons que la nouvelle organisation répondra à ces vœux et au but que nous nous proposons ».

L'idée est claire, la pensée généreuse.

Voici donc édicté, en 1890, le principe de ce nouveau règlement intérieur qui nous démontre une fois de plus le souci constant des présidents et du Tribunal de Commerce de la Seine tout entier de dispenser à leurs pairs une justice prompte, peu coûteuse et conciliatrice.

Justice prompte : quelques heures suffiront, si les plaideurs sont sages, à la solution du différend qui les sépare.

Justice peu coûteuse : les frais d'assignation et de renvoi se montent à 10 fr. 75.

Enfin justice conciliatrice : les parties quitteront le Tribunal sans délai, départagées et sans souci désormais de la solution de leur procès, contentes sans doute aucun de l'arrangement intervenu entre elles.

Voilà donc le délibéré immédiat créé. Plusieurs questions nous restent à étudier. Nous verrons successivement qui ordonne le renvoi et dans quelles formes ce renvoi est ordonné. Nous verrons sommairement la mission du juge conciliateur, la procédure suivie, puis les diverses solutions qui peuvent intervenir devant lui. Enfin nous dirons les résultats obtenus par cette mesure si libérale.

## II. — *Procédure.*

M. le président Guillotin ne crut point sa tâche terminée lorsqu'il eut ainsi expliqué à ses collègues, la réforme qu'il projetait. Il en informa les présidents des grands groupes syndicaux de Paris et leur réponse una-

nime fut de remercier le président du Tribunal de commerce de donner ainsi à ses mandants une preuve nouvelle de sa sollicitude pour les intérêts des commerçants parisiens.

Il fallait alors organiser le fonctionnement pratique de la procédure nouvelle. Avec un souci des moindres détails, les instructions données aux juges consulaires par M. le président Guillotin prévoient les difficultés que va rencontrer l'application de la mesure adoptée.

« Le délibéré de conciliation, y est-il dit, est provisoirement destiné à n'être appliqué qu'aux parties se présentant sans mandataire à l'audience, alors que la demande a été placée ».

Nous sommes ici dans une période d'essai. *Provisoirement*, dit M. le président Guillotin, les mandataires ne seront point admis à se présenter au délibéré immédiat. C'est l'observation stricte des règles anciennes de la comparution personnelle des parties, presque impossible à obtenir, surtout à Paris. On cherche ici comme toujours à satisfaire au vœu de la loi en évitant la présence des mandataires dont l'intervention pourrait en certains cas, rendre plus difficile, la mission conciliatrice du juge chargé du délibéré de conciliation.

Provisoirement, dit M. le président Guillotin. Il sent que la tâche sera rude de désaccoutumer les plaideurs d'user, non point des conseils de leurs mandataires, mais de leur intermédiaire pour comparaître en justice

et qu'il faudra sans doute céder aux habitudes anciennes sous peine de voir la réforme échouer.

« Le demandeur, est-il ajouté en cette instruction si précise, a toujours intérêt à réclamer la mise en délibéré immédiat, mais le défendeur, quand il sera mauvais débiteur, le plus souvent résistera. Pour l'obliger à accepter la mesure sollicitée, le président fera expliquer sommairement les parties ; puis quand il jugera qu'il est suffisamment renseigné sur la nature de l'affaire, il prononcera : — En délibéré immédiat au rapport de M. X... — et dira que les parties personnellement vont être conduites devant ce magistrat ».

« Si le défendeur ne résiste pas, le Président prononcera la mise en délibéré en invitant le demandeur à expliquer sa demande afin qu'il y ait toujours eu devant les magistrats qui siègent à l'audience un exposé de l'affaire, au besoin même une réponse quelque laconique qu'elle ait été ».

Ainsi s'ordonne le renvoi. Il est facultatif pour chacune des parties et le refus de l'une d'elles y met obstacle.

« Au fur et à mesure que chaque affaire sera expliquée, le greffier, sur l'ordre du Président, mettra l'exploit sous chemise et l'enverra, par un employé du greffe qui se tiendra à l'audience, au juge rapporteur désigné ».

« L'employé se fera accompagner par les parties qui immédiatement seront reçues par le magistrat du délibéré qui y siègera en robe.

Est-il jusqu'ici procédure plus simple, moins coûteuse

et plus rapide ? Est-il mesure mieux étudiée jusque dans ses moindres détails, plus mûrement réfléchie, plus sagement ordonnée ?

Mais voici les parties devant le magistrat. Juge faisant partie de la section qui siège à l'audience publique, il se tient de permanence en son cabinet, prêt à écouter les explications des deux plaideurs avec l'attention et la bienveillance nécessaires à ces offices de paix, dont il garde jalousement les précieuses traditions.

Le demandeur expose ses prétentions, le défendeur fournit ses explications. Point ou peu de questions de droit ; des questions de fait. Dans ces conditions l'entente sera facile. Devant un de leurs pairs, leur élu d'hier et de demain sans doute, homme d'expérience, rompu aux affaires, la conciliation se fera sans peine. A chacun des plaideurs le juge pourra montrer le point faible de son dire et, fort de son autorité morale, il indiquera aux parties la transaction honorable pour chacun d'eux. Il les amènera à céder sur des points secondaires, à faire l'accord sur le fond du procès et à s'entendre pour retirer l'assignation.

La conciliation se fait quelquefois. Si parmi les affaires envoyées en délibéré immédiat il en est qui ont été conciliées et que le juge ait en main un désistement officieux sur papier libre, suivant l'usage adopté, il renverra les parties et fera rayé l'affaire.

Quant aux affaires non conciliées, elles resteront à l'instruction du magistrat auquel elles auront été renvoyées

et il leur donnera même solution qu'à celles des délibérés ordinaires.

Voilà donc exposée la procédure du délibéré immédiat. Nous en avons vu fonctionner tous les rouages et nous avons sans peine constaté quels avantages les justiciables pouvaient trouver à une pareille pratique.

### III. — *Résultats.*

Quel accueil ont-ils fait à cette mesure nouvelle ?

Laissons sur ce point parler M. le Président Guillo-  
tin (1).

« Nous avons, l'année dernière, organisé grâce à l'augmentation du nombre des juges, des délibérés immédiats. »

« Un juge par chaque audience s'est tenu à la disposition des parties qui, se présentant en personne devant le Tribunal, après explications sommaires, manifestaient l'intention de se concilier.

« Les présidents des groupes des chambres syndicales ont été prévenus de cette mesure qui permet à tous plaideurs de ne se déranger qu'une fois et de terminer un litige moyennant les frais d'assignation et de renvoi, c'est-à-dire 10 fr. 75 pour la partie qui succombe, que le procès soit considérable ou non.

« Sur 13.843 affaires renvoyées en délibéré en 1890, 357 appartiennent aux délibérés immédiats ou de conciliation.

« La mesure n'est pas encore assez connue et les syn-

1. Discours prononcé le 29 janvier 1891.

dicats professionnels auront à la répandre de façon à en faire profiter les justiciables. »

On ne connaît donc pas bien le délibéré immédiat, c'est certain, mais déjà l'on sent combien le défendeur répugne à se présenter en conciliation. Ce qu'il veut, s'il est de bonne foi, c'est souvent obtenir du temps, car il ne peut payer et faire honneur à ses engagements. Il se débat contre la mauvaise fortune. Il espère toujours éviter l'échéance fatale, obtenir un sursis et trouver un moyen d'arriver à se libérer. En conciliation, la solution est trop rapide, il faut faire des offres immédiates et qui pourraient être acceptées et le commerçant malheureux ne peut pas toujours faire des offres et des promesses qu'il n'est pas certain de pouvoir tenir.

S'il est de mauvaise foi, c'est bien pis. Il sait qu'il est débiteur; il n'ignore pas qu'en fin de compte il succombera. Mais que lui importent quelques frais de plus. Il se rendra insolvable et s'il est mis en faillite, le demandeur touchera un dividende peu important peut-être et en fin de compte, malgré le succès de son procès, sera tenu au paiement des frais. Le défendeur, en ce cas, a pour but de faire traîner le procès; il use de tous les moyens dilatoires, de toutes les armes que la loi lui a fournies. S'en pourra-t-il servir devant le juge conciliateur? Certes non. Il sait trop bien qu'on le ramènera vite à la question en litige et comme il est seul, sans mandataire, en face du magistrat, il ne pourra et ne saura répondre, ignorant souvent les ressources de la procé-

dure. Aussi, la plupart du temps, un tel plaideur ne se conciliera point ?

Ainsi pendant l'année 1891, 357 affaires seulement sont renvoyées en conciliation. Voici quels sont les résultats qu'ont obtenus les magistrats conciliateurs.

|                                |           |
|--------------------------------|-----------|
| Affaires inscrites . . . . .   | 357       |
| Affaires conciliées. . . . .   | 112       |
| Affaires mises en délibéré . . | 245       |
|                                | <hr/> 357 |

33 0/0 des affaires ainsi soumises au délibéré immédiat avaient donc été conciliées. C'était un résultat, malgré le peu de renvois. Qu'est-il advenu les années suivantes ?

M. le Président Richemond nous le fait entendre et regrette que cette mesure n'ait point réussi au Tribunal de la Seine.

« Cette mesure, dit-il, inaugurée depuis deux ans n'a pas produit les résultats que nous en espérions.

« Il n'a pu être pris cette année en délibéré que 187 affaires et 70 seulement ont été conciliées.

« Nous conserverons néanmoins cette facilité offerte aux plaideurs dans l'espoir que, mieux connue, elle donnera lieu à de plus nombreuses applications, en attendant que le législateur introduise dans la procédure commerciale la conciliation préliminaire permettant la médiation du juge avant l'envoi d'une assignation qui fait souvent échec à l'apaisement (1). »

1. Discours prononcé le 20 janvier 1892 à la séance d'installation du Tribunal de Commerce de la Seine par M. Richemond, Président du Tribunal.

En 1892 et en 1893 même insuccès constaté par la statistique.

| Années | Nombre de renvois | Conciliées | Conservées<br>en délibéré |
|--------|-------------------|------------|---------------------------|
| 1892   | 140               | 58         | 82                        |
| 1893   | 158               | 83         | 75                        |

En 1894 M. le Président Dervillé rappelait l'institution du délibéré immédiat et il l'appréciait en ces termes :

« Vous savez, Messieurs, que les affaires des plaideurs qui se présentent en personne à notre barre sont appelées les premières, au début de chaque audience. A ces parties le Tribunal propose le renvoi devant un juge de permanence en son cabinet, qui, sur le champ, durant l'audience même, les entend contradictoirement et leur donne, dès lors, ces « offices de paix » qui sont dans le caractère familial de notre institution : c'est le délibéré immédiat tel que l'institua sous ce nom, en 1890, l'un de mes prédécesseurs, M. le Président Guillotin.

« En fait, le nombre des causes où tous les adversaires se présentent en personne est fort restreint ; c'est pourquoi la nouvelle mesure, excellente en son principe, n'a pas grossi, dans nos statistiques, le chiffre des affaires conciliées ; j'ai l'intention d'étendre ces facilités à tous les plaideurs, lors de leur premier appel ; qu'ils viennent en personne ou qu'ils soient représentés par des mandataires ; tous pourront indistinctement trouver désormais à notre siège ces préliminaires de conciliation sur les seuls frais de l'exploit d'ajournement » (1).

1. Discours prononcé le 31 janvier 1894 à la séance d'installa-

Ainsi M. le Président Dervillé autorisait les mandataires à se présenter au délibéré de conciliation. Croyait-il à l'efficacité du remède qu'il cherchait à apporter à l'insuccès du délibéré immédiat ? Il va nous le dire lui-même.

« Est-ce dire que nous comptons sur l'empressement des mandataires à profiter de la faculté nouvelle ? Préparons ces voies d'apaisement, nous resterons dans les traditions de notre siège, l'aventure ne pourrait que coûter à nos juges un surcroît de dévouement si leur dévouement n'était, vous le savez, sans mesure » (1).

M. le Président Dervillé n'avait point d'illusion sur la réussite de la réforme nouvelle. L'événement lui donna raison.

Voici en effet les chiffres qu'accuse la statistique :

| Années | Nombre de renvois | Conciliées | Conservées en délibéré |
|--------|-------------------|------------|------------------------|
| 1894   | 204               | 103        | 101                    |
| 1895   | 275               | 154        | 121                    |
| 1896   | 188               | 94         | 94                     |
| 1897   | 123               | 50         | 73                     |

Si nous faisons le total de toutes les affaires soumises au délibéré immédiat, pendant la période de 1890 à 1897, nous verrons que 1.509 affaires y ont été entendues, que

tion du Tribunal de Commerce de la Seine par M. Dervillé Président du Tribunal.

1. Discours prononcé le 31 janvier 1894 à la séance d'installation du Tribunal de Commerce de la Seine par M. Dervillé Président du Tribunal.

686 ont été conciliées et que 823 ont été renvoyées à l'audience.

IV. — *Conclusion.*

Pourquoi cet échec à Paris alors qu'au Tribunal de Commerce de Bordeaux notamment le délibéré immédiat a donné d'excellents résultats ? Il est intéressant de chercher à en dégager les raisons et d'arriver à formuler les motifs.

Nous pensons que l'action conciliatrice des juges consulaires se fait sentir bien plus difficilement à Paris qu'en province, sur les justiciables.

A Paris, les intérêts en jeu dans les procès sont souvent considérables. C'est là une première cause d'échec pour la conciliation.

Les plaideurs ne connaissant point leurs juges, ne songent point à comparaître en personne et se font représenter. Si, dans quelques affaires, ils répondent à la convocation du juge rapporteur en venant eux-mêmes, ils ont par avance pris les conseils de mandataires connaissant les subtilités des lois et tous les détours de la procédure et dès lors se concilient difficilement. S'ils comparaissent ils se font accompagner par un mandataire de crainte de se laisser intimider, de dire certaines paroles qui les engagent contre leur gré, de faire des concessions trop fortes, de dire sur un point de droit des choses inexactes, et, dans ce cas, la conciliation devient difficile.

Enfin, nous avons dit déjà que la question du paie-

ment des frais empêche souvent l'arrangement amiable d'aboutir alors qu'il était sur le point d'intervenir. Nous n'y insisterons point ici.

Bien des raisons encore expliquent l'insuccès du délibéré immédiat à Paris. Nous les avons dites au cours de cette étude.

Rappelons simplement ici que si le président peut renvoyer les parties en délibéré immédiat celles-ci peuvent toujours refuser de se rendre à son invitation. Dans ces conditions, l'échec d'une semblable mesure était à prévoir.

Ce qu'il faut en définitive conclure, c'est que la conciliation excellente et nécessaire, souffre de nombreuses difficultés dans son application après l'ajournement. Il faut donc d'autant plus féliciter les juges consuls qui l'entreprennent et la font aboutir dans nombre de cas, que la tâche est plus rude et le succès plus aléatoire.

## Section II

### *De la conciliation devant certains autres Tribunaux de Commerce.*

#### Paragraphe préliminaire.

##### *Généralités.*

Nous venons de constater, sous la première section de ce chapitre, les résultats obtenus par le Tribunal de

commerce de la Seine. Il nous reste à aborder la seconde partie de notre tâche et à montrer sommairement l'œuvre de conciliation entreprise par certains Tribunaux de commerce de province.

Nous verrons quelle unité de vues pousse les magistrats consulaires à faire tous leurs efforts pour éviter aux plaideurs des frais inutiles et des retards tout en cherchant à les concilier.

Il est intéressant, au commencement de cette section, de montrer avec quel souci des intérêts véritables des justiciables les juges consuls dispensent à leurs pairs sans ménager leur temps et leur labeur, une justice prompte, peu coûteuse et conciliatrice.

Mûs par une idée pareille, les juges consulaires de tous les tribunaux ont, parallèlement à l'œuvre entreprise par le Tribunal de la Seine, fait eux aussi même œuvre de conciliation.

Faut-il dire qu'ils y ont mieux réussi ? Les statistiques nous apprennent le très grand nombre d'affaires conciliées par eux. Faut-il voir dans ce résultat meilleur un souci plus ardent, mieux inspiré et mieux conduit dans leur œuvre de conciliation ?

Nous ne le croyons pas. Tous ont une part égale dans l'œuvre entreprise.

Si les juges consuls de nos provinces arrivent à des résultats plus satisfaisants, il faut, à notre avis, en chercher les causes dans leur action personnelle sur leurs justiciables, dans leur autorité morale qui se fait mieux

sentir sur des négociants avec qui, pour la plupart au moins, ils sont en relations journalières d'affaires et d'intérêts. Les plaideurs connaissent leurs juges ; les juges vivent de la vie commune avec ceux dont ils vont tout à l'heure trancher les différends.

Les conditions d'action sur le justiciable sont tout autres à Paris et dans les très grandes villes.

A Lyon, nous le démontrerons tout à l'heure, la justice consulaire est absolument familiale.

Mais n'anticipons point. Contentons-nous de dire ici notre intention d'étudier en quelques mots l'œuvre de conciliation des Tribunaux de commerce de Lyon, de Marseille, de Toulouse, de Bordeaux, du Havre et de Nantes. Nous terminerons en disant l'œuvre accomplie par tous les tribunaux de commerce de France pendant l'année 1894, car les statistiques officielles ne nous donnent les résultats des affaires soumises à ces tribunaux que jusqu'à cette époque.

#### § I. — De la conciliation devant le Tribunal de commerce de Lyon.

La ville de Lyon mérite une place spéciale dans l'étude que nous faisons ici et cela pour plusieurs raisons.

Et d'abord Lyon ne nous a-t-il point fait donner par Napoléon la juridiction des prud'hommes, dont nous avons vu les résultats merveilleux au point de vue de la conciliation. Cette vieille cité lyonnaise, fidèle gardienne, elle aussi, de nos usages commerciaux, forte et prospère

par son commerce et son industrie, n'est-elle point tout indiquée pour donner l'exemple à ses sœurs plus jeunes et moins robustes.

Elle n'a point manqué de faire honneur à ses traditions de probité et de loyauté si hautement estimées. Et les marchands fabricants, comme dit la loi du 18 mars 1806, ont eu bien raison de faire entendre aux oreilles de Napoléon, alors maître tout puissant, leurs justes revendications. Nous voulons, avaient-ils dit, que les différends entre patrons et ouvriers se terminent par la voie de la conciliation. Point de procédure, point d'arrêts coûteux. Une simple lettre d'avertissement et une comparution presque volontaire devant un « bureau de paix » et les nuages passagers, inévitables, mais sans consistance, entre patrons et ouvriers auront bien vite fait de disparaître. Et Napoléon, conquis par la portée sociale de l'idée comme aussi par la simplicité de sa réalisation, dota Lyon d'abord, la France entière ensuite, des conseils de prud'hommes dont l'éloge n'est plus à faire.

Si, à ce moment, les marchands fabricants lyonnais allant plus loin encore, avaient osé demander à l'Empereur d'établir la conciliation en matière commerciale, qu'une voix autorisée lui en ait démontré l'excellence, peut-être aurions-nous aujourd'hui à dire seulement les résultats féconds d'une institution de conciliation commerciale.

Mais nul n'éleva la voix et la réforme est toujours à faire. Elle se fera sans doute un jour, car l'idée de la

conciliation est de celles qui défient le temps, et la pratique journalière de cette conciliation si nécessaire, faite par le Tribunal de Lyon, le succès qu'elle y obtient, ne manqueront pas d'édifier le législateur de demain sur la nécessité d'une pareille réforme.

Le tribunal de commerce de Lyon est après le tribunal de commerce de la Seine, le plus important de toute la France. Un président, dix juges et dix suppléants assurent le service de ses audiences. Chaque année, et nous donnons les chiffres afférents à la période de 1873 à 1880, le tribunal reçoit une moyenne annuelle de 14.470 affaires. Depuis, cette moyenne n'a point sensiblement changé. Elle a pourtant tendance à diminuer, car, du 1<sup>er</sup> janvier 1895 au 31 décembre 1896, le nombre d'affaires a été de 48.672, ce qui fait pour chacune de ces quatre années une moyenne de 12.168. Faut-il voir dans cette diminution des affaires contentieuses un contre coup du ralentissement des affaires en France et en particulier de la situation peu satisfaisante du commerce de la soierie à Lyon ? C'est presque certain, car l'expérience nous montre que le nombre des procès est en raison directe de l'importance des transactions commerciales.

I. — *Procédure de conciliation suivie par le Tribunal de commerce de Lyon.*

Le tribunal tient trois sortes d'audiences :

Il existe d'abord des audiences d'appel de causes, les mardi et vendredi à 2 heures.

Devant les magistrats qui les composent toutes les affaires sans distinction aucune sont appelées, d'où le nom donné à l'audience. Les membres, et principalement le juge qui préside ont pour mission spéciale et limitée d'écouter les explications de chacune des deux parties et de chercher à les concilier. Si les parties ne transigent point elles sont renvoyées devant l'une des six sections dont nous allons parler ou, en cas d'impossibilité constatée de conciliation, devant une audience de plaidoiries.

Ainsi voici une audience spéciale de conciliation. Les parties ont toute latitude devant les juges consulaires pour fournir telles justifications qu'il leur est possible d'apporter, pour entendre les réclamations portées contre elles, pour répondre à la demande, pour s'expliquer dans la défense. Les juges ici sont des conciliateurs et rien que des conciliateurs.

N'avions-nous pas raison tout à l'heure de dire que Lyon était un des foyers d'où rayonnait dans toute sa force l'idée de la conciliation ? N'y a-t-il pas là une ressemblance frappante entre cette audience d'appels de causes et les audiences du bureau particulier des prud'hommes ?

Mais voyons plus avant la procédure.

La conciliation n'est pas intervenue. Elle est encore possible et peut-être le bon grain semé à l'audience d'appel de cause, va-t-il germer dans l'esprit des plaideurs ?

Les juges consuls de Lyon leur laissent le temps de la

réflexion et les renvoient devant une des six sections dont nous parlions tout à l'heure.

Ces six sections, appelées chambres du conseil, fonctionnent, la première le lundi à 9 heures du matin, la seconde et la cinquième le lundi à 4 h. 1/2 du soir, la troisième le jeudi à 9 heures du matin, la quatrième le jeudi à 4 h. 1/2 du soir, la cinquième le lundi à 4 h. 1/2 du soir, la sixième le mardi à 9 heures du matin.

Quelle est la mission des membres de ces chambres du conseil ? Instruire en commun l'affaire, tenter la conciliation, enfin en cas de non arrangement faire un rapport.

C'est là le délibéré au rapport d'un juge, non pas devant un seul magistrat, mais devant un certain nombre d'entre eux.

Les chambres du conseil, du reste, existent à Lyon depuis 1894 seulement et sont encore dans la période d'essai, M. le président Favre, indiquait dans son discours du 17 janvier 1895, les raisons de l'institution de ces chambres.

« L'an dernier, j'ai cru devoir apporter une modification importante dans les services du tribunal en créant des sections pour l'examen de toutes les affaires. Vous me permettrez de vous faire connaître en peu de mots quelques-uns des motifs qui m'ont fait agir ainsi.

Autrefois, ce n'était qu'avec une grande appréhension qu'on acceptait le mandat du juge consulaire parce que dès l'entrée en fonction, il fallait tenir seul un cabinet,

examiner et faire un rapport de causes parfois très difficiles.

Actuellement, cette appréhension a disparu ; les dernières élections nous en donnent la preuve.

L'ancien mode de procéder avait encore un grave inconvénient ; le juge entendant seul les parties, celui qui succombait pouvait dire : « un tel m'a condamné », tandis que la section est impersonnelle et c'est réellement la section qui instruit. Cela est plus conforme à la loi et évite des animosités fâcheuses. Au surplus, cette réforme en est encore à la période d'essai et mon successeur pourra avec sa grande expérience y apporter les modifications qu'il croira utiles. »

Hâtons-nous d'ajouter que M. le président Vindry n'a rien changé à l'organisation si intéressante faite par son prédécesseur.

Voici donc l'histoire et la justification de ces chambres du conseil. Il est évident qu'elles sont utiles aux suppléants nouveaux qui y apprennent à l'école de leurs anciens la façon de diriger un délibéré et d'arriver à la conciliation, sans sortir de leurs fonctions de juges.

Mais cette organisation possible à Lyon où 21 magistrats ont 12.500 affaires en moyenne à juger par an, ne l'est guère à Paris où 42 magistrats seulement ont à examiner 60.000 assignations. La conclusion qu'on peut tirer de cette étude est double : ou bien, si ces chambres du conseil sont indispensables, il faut nommer à Paris 4 fois plus de juges consulaires et y établir la procédure

employée à Lyon, ou bien il faut laisser à chaque Tribunal le soin de créer des organes de conciliation.

Mais cette digression nous entraîne trop loin déjà. Voyons rapidement le rôle de ces chambres du conseil.

C'est d'instruire l'affaire d'abord ; de concilier les parties au cours de cette instruction, ensuite. C'est donc la deuxième tentative de conciliation faite au cours du procès, toutes deux sérieuses, suivies souvent d'une transaction.

En tous cas une pareille organisation intérieure témoigne bien de l'importance capitale attachée par les juges consuls de Lyon à la conciliation, montre de façon certaine l'idée bien conforme à notre thèse que se font les juges de Lyon des caractères de leur justice familiale,

Si la conciliation, malgré tous les efforts, demeure impossible, la chambre du conseil rédige un rapport. Ce rapport est déposé et le jugement rendu à une audience suivante.

Enfin le Tribunal tient une troisième sorte d'audiences. Ce sont les audiences de plaidoiries, qui ont lieu le lundi à 1 heure 1/2 et le jeudi à 9 heures.

Ce nombre peu considérable d'audiences consacrées aux plaidoiries démontre combien peu d'affaires sont plaidées et par là même, combien souvent les parties se présentent en personne, ce qui est le vœu de la loi en matière de juridiction commerciale. Il démontre, en outre, que le Tribunal de Lyon a pu faire comprendre aux plaideurs de

cette ville qu'un arrangement amiable vaut souvent mieux qu'un jugement.

## II. — *Résultats statistiques.*

Cette procédure ainsi exposée il importe de voir les résultats qu'elle obtient. Nous dirons les statistiques faites durant les années 1893, 1894, 1895, 1896. Le Tribunal de commerce de Lyon les fait paraître tous les deux ans seulement. Nous serons donc obligés de donner ensemble les résultats de 1893-1894, et ensuite ceux de 1895-1896. Une pareille pratique nous privera de donner les statistiques de 1897.

Voici d'abord la statistique générale pour 1893-1894.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1893, les affaires restant à juger s'élevaient à 738 ; du 1<sup>er</sup> janvier 1893 au 31 décembre 1894, soit pendant une période de deux années le nombre de celles introduites s'est élevé à 24.824, ce qui fait au total 25.562 affaires.

Sur ce nombre :

1.124 ont été jugées contradictoirement en premier ressort ;

4.690 ont été jugées contradictoirement en dernier ressort ;

544 ont été jugées par défaut en premier ressort ;

6.990 ont été jugées par défaut en dernier ressort ;

11.512 ont été conciliées ou abandonnées tant à l'audience que devant les chambres du conseil ;

702 affaires inscrites depuis peu restaient au rôle.

25.562 total égal.

Ce tableau nous suggère quelques réflexions. Tout d'abord le nombre des conciliations est considérable. Si l'on met à part les 7.524 (6.990 + 534) affaires jugées par défaut et dans lesquelles, pour la plupart du moins, les demandeurs ont voulu simplement échanger un titre non exécutoire contre un titre exécutoire, on voit en négligeant aussi les affaires non jugées en fin d'exercice que sur 17.326 affaires, 11.512 affaires ont été conciliées et 5.814 jugements rendus. C'est 66 0/0 des affaires ainsi terminées par une conciliation durant ces deux années.

Il est intéressant de rechercher devant qui se sont faites ces conciliations.

La statistique suivante nous renseigne sur ce point. Durant ces deux années, 13.726 causes ont été renvoyées devant les chambres du conseil.

Sur ce chiffre :

4.030 ont donné lieu à des jugements ;

9.227 ont été conciliées ou abandonnées ;

419 restent en cours d'instance.

---

13 726 Total égal.

Ainsi, 11.512 — 9.277 affaires, c'est-à-dire 2.235 ont été conciliées aux audiences d'appel de causes c'est-à-dire dès le commencement du procès ; 9.227 l'ont été devant les chambres du conseil au cours de l'instruction.

Si nous retranchons du nombre total des affaires ayant donné lieu à un jugement soit en premier, soit en dernier ressort (1.124 + 4.690) soit 5.814 affaires, le nombre

d'affaires portées devant les chambres du conseil et terminées par un jugement, soit 4.030, nous trouvons par déduction que 1.776 jugements seulement ont été rendus après plaidoiries.

Pour les années 1895-1896, la statistique générale nous fournit les résultats suivants :

Au 1<sup>er</sup> janvier les affaires restant à juger s'élevaient à 702. Le nombre de celles introduites du 1<sup>er</sup> janvier 1895 au 31 décembre 1896 s'est élevé à 22.408, soit au total 23.110.

Sur ce nombre :

1.252 ont été jugées contradictoirement en premier ressort ;

3.734 ont été jugées contradictoirement en dernier ressort ;

614 ont été jugées par défaut en premier ressort ;

6.428 ont été jugées par défaut en dernier ressort ;

10.346 ont été conciliées ou abandonnées tant aux audiences que devant les chambres du conseil ;

736 affaires récentes restaient au rôle.

23.110 total égal.

Ce tableau, comme le précédent, est intéressant à examiner.

Le nombre des conciliations reste considérable. Si l'on met à part le nombre des affaires jugées par défaut 7.042 (6.428 + 614) dans lesquelles le défendeur, comme nous le disions tout à l'heure, ne cherche qu'à gagner du temps et le demandeur qu'à échanger un titre

non exécutoire contre un titre exécutoire, on voit, en négligeant les 736 affaires non terminées, que sur 15.332 affaires 10.346 ont été conciliées et 5.814 terminées par des jugements contradictoires.

La proportion est donc toujours la même. 66 0/0 des affaires sont terminées par une transaction.

Et devant qui se sont faites ces conciliations ?

La statistique suivante nous renseignera sur ce point,

Devant les chambres du conseil, il restait en cours d'instance, au 1<sup>er</sup> janvier 1895. . . . . 149 causes  
celles renvoyées pendant ces deux années

se sont élevées à . . . . . 12.787

soit au chiffre total de. 13.206

Sur ce nombre :

3.685 ont donné lieu à des jugements ;

9.216 ont été conciliées ou abandonnées ;

305 restent en instance.

---

13.206 total égal. •

### III. — *Conclusion.*

Ainsi le tribunal de commerce de Lyon, par la sagesse de son organisation intérieure, obtient de nombreuses conciliations.

Du nombre considérable d'affaires jugées en dernier ressort nous tirerons cette conséquence que bien des litiges sont d'importance moyenne, Dans des affaires de

cette sorte la conciliation est toujours possible et souvent elle intervient.

Nous féliciterons le Tribunal de commerce de Lyon de sa légitime influence sur ses justiciables, et nous dirons qu'il serait désirable que les tribunaux de France, copiant son organisation intérieure, aboutissent à des conciliations aussi nombreuses.

## § II. — De la conciliation devant le Tribunal de commerce de Marseille.

Le Tribunal de commerce de Marseille tient par l'importance et le nombre des affaires portées chaque année à son rôle une place spéciale. Après les tribunaux de Paris et de Lyon, c'est de tous les tribunaux de commerce français celui qui reçoit le plus plus grand nombre d'affaires.

Durant la période de 1876 à 1880 il a mis chaque année à son rôle une moyenne de 8.669 affaires et depuis le nombre n'a fait qu'augmenter. En 1896, 12.140 affaires ont été introduites devant ce tribunal.

Il est intéressant de rechercher quelle procédure de conciliation emploient les juges consulaires de Marseille et d'indiquer les résultats qu'ils obtiennent.

### I. — *Procédure.*

Le délibéré au rapport d'un juge est en usage constant au tribunal de commerce de Marseille et M. le président Félix Barthélemy disait le 23 avril 1895 dans le

discours d'installation des membres de ce tribunal, son appréciation sur l'efficacité de ce procédé d'instruction tant au point de vue de la conciliation qu'à celui de la prompte expédition des affaires.

« Le renvoi des affaires de minime importance jugées ou conciliées par les magistrats qui en connaissent en vertu de jugements de mise en délibéré procure aux plaideurs une justice expéditive et gratuite, déblaie largement nos rôles et permet d'arriver sans trop d'encombrement à la fin d'exercices de plus en plus chargés ».

Au reste, à Marseille comme partout, le délibéré au rapport d'un juge produit les meilleurs résultats au point de vue de la conciliation et nos renseignements très précis nous permettent d'affirmer, malgré le silence des statistiques sur ce point, que les neuf dixièmes des affaires mises en délibéré au rapport d'un juge se terminent par une transaction amiable.

Notons que seules les affaires de minime importance et dans lesquelles aucune question de principe n'est en jeu sont soumises à ce procédé d'instruction.

Faisons en outre remarquer qu'en matière d'accident, un juge spécial est chargé de tenter la conciliation.

Le renvoi devant arbitre est aussi en usage devant ce tribunal et donne au point de vue de la conciliation, d'excellents résultats.

## II. — *Résultats statistiques.*

Nous allons ici reproduire les statistiques faites par le

tribunal de commerce de Marseille durant ces cinq dernières années.

Pendant l'année 1893, le nombre des affaires introduites du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre a été de . . . 10.832

Il en restait à juger au 1<sup>er</sup> janvier 1893. . . 1.218

Ensemble. 12.050

Sur lesquelles :

2.833 ont été jugées par défaut ;

1.968 ont été jugées contradictoirement ;

742 ont été jugées en matières de faillites et liquidations judiciaires sur enrôlement :

2.370 ont été mises en délibéré devant MM. les juges.

2.842 ont été conciliées ou retirées ;

972 affaires ordinaires )

323 affaires en déclara- } restaient à juger au 31 déc.  
tions de faillite. )

Les 1.968 jugements contradictoires se subdivisent de la manière suivante :

663 en premier ressort ;

957 en dernier ressort ;

80 sur opposition ;

16 homologations de rapports d'experts et d'arbitres ;  
prononçant sur appel de prud'hommes ;

252 nommant experts, arbitres, répartiteurs, liqui-

» dateurs de sociétés, etc...

---

1.968

Ce qui frappe l'esprit à l'examen de cette statistique, c'est le très petit nombre d'affaires jugées contradictoi-

rement. La plupart des affaires se terminent soit par un jugement par défaut auquel cas, le demandeur échange, le plus souvent du moins, un titre exécutoire contre un titre non exécutoire soit par un arrangement amiable, soit par une transaction.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1894, il restait à juger, 1.295 affaires  
dont 972 affaires ordinaires et 323 de-  
mandés en faillite.

|                                                  |          |
|--------------------------------------------------|----------|
| Le nombre des affaires introduites du            |          |
| 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1894 s'é- |          |
| lève à. . . . .                                  | 11.779 » |
| Ensemble                                         | 13.074 » |

Sur lesquelles :

- 3.345 ont été jugées par défaut ;
- 1.874 ont été jugées contradictoirement ;
- 830 ont été jugées en matière de faillites et liquida-  
tions sur enrôlement ;
- 2.391 ont été mises en délibéré devant MM. les juges ;
- 3.032 ont été conciliées ou retirées :
- 1.170 affaires ordinaires )
- 432 affaires en déclara- ) restaient à juger au 31 déc.
- ) ration de faillite

Les 1874 jugements contradictoires se subdivisent de  
la manière suivante :

- 641 en premier ressort ;
- 836 en dernier ressort ;
- 84 sur opposition ;

34 homologations de rapports d'experts ou d'arbitres ;

279 nommant experts, arbitres, répartiteurs, liquidateurs de sociétés.

---

1.874

Ainsi en 1894 le nombre des affaires conciliées a augmenté de 300 environ. Faisons remarquer que les litiges conciliés par les magistrats au cours du délibéré à leur rapport ne figurent point dans le nombre de 3.032 affaires conciliées ou retirées, indiqué par les statistiques.

En 1895 le nombre des affaires introduites du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre a été de. . . . . 11.286

Au 1<sup>er</sup> janvier 1895, il restait à juger. 1.170

affaires.

Ensemble : 12.456

Sur lesquelles :

3.314 ont été jugées par défaut ;

2.502 ont été jugées contradictoirement ;

518 ont été jugées en matière de faillite sur enrôlement ;

2.175 ont été mises en délibéré devant MM. les juges ;

2.415 ont été conciliées ou retirées ;

1.532 affaires restaient à juger au 31 décembre dont :

1.069 ordinaires et 463 instances en déclaration de faillite.

---

12.456

Les 2.502 jugements contradictoires se subdivisent de la manière suivante :

- 792 en premier ressort ;
- 1.360 en dernier ressort ;
- 101 sur opposition ;
- 21 homologations de rapports d'experts ou d'arbitres ;
- 5 prononçant sur appel des prud'hommes ;
- 223 nommant experts, arbitres, répartiteurs, liquidateurs de sociétés, etc.

---

2.502

Le nombre des affaires introduites du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1896, s'élève à . . . 12.140 affaires.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1896 il restait à

juger. . . . . 1.532 »

Ensemble : 13.672 »

Le nombre des affaires portées devant le Tribunal en 1895 était de 11.286 ; en 1896 il était de 12.140 ; il en résulte une augmentation de 854 affaires pour cette dernière année.

Sur ces 13.672 affaires :

- 3.800 ont été jugées par défaut ;
- 2.689 ont été jugées contradictoirement ;
- 1.857 ont été mises en délibéré devant MM. les juges ;
- 3.676 ont été conciliées ou retirées ;
- 1.650 restaient à juger au 31 décembre entre dont 1.085 ordinaires et 565 en matière de faillite.

---

13.672

Les 2.689 affaires contradictoires ont donné lieu à 2.436 jugements qui se subdivisent de la manière suivante :

- 1.473 condamnations, déboutement, confirmation, rétractation, etc.
- 214 nommant arbitres, experts, ordonnant règlement d'avaries, etc.;
- 15 dissolutions de sociétés ;
- 112 ordonnant ou prorogeant enquêtes ;
- 23 remplacements ou ventes pour compte ;
- 19 statuant après rapports d'experts ou d'arbitres ;
- 6 validant ou rejetant caution ;
- 103 sur compétence ou incompétence ;
  - 1 serment décisoire ;
  - 9 sur appel des prud'hommes ;
- 10 inscriptions de faux ;
- 90 rejets ou admissions au passif de faillite ou liquidation ;
- 62 résiliations de marchés ;
- 299 homologations de concordat, conversion de liquidations en faillite et divers.

En 1897 le nombre des affaires introduites a été de . . . . . 13.566

Au 1<sup>er</sup> janvier 1897 il restait 1.650 affaires à juger.  
Ensemble : 15.216

Le nombre des affaires portées devant le Tribunal en 1896 était de 12.140 affaires, celui de 1897 étant de 13.566 affaires, il en résulte une augmentation de 1.426 affaires pour 1897.

Sur ces 15.216 affaires :

3.957 ont été jugées par défaut ;

- 2.529 ont été jugées contradictoirement ;
- 1.930 ont été mises en délibéré devant MM. les juges ;
- 4.695 ont été conciliées ou retirées ;
- 2.105 restaient à juger au 31 décembre, dont 1.450 ordinaires et 655 en matière de faillite.

---

15.216

Les 2.529 affaires contradictoires ont donné lieu à 2.273 jugements qui se décomposent de la manière suivante :

- 1.544 condamnations diverses ou déboutements ;
  - 204 nommant arbitres, experts, ordonnant règlement d'avaries, etc.
  - 18 dissolutions de sociétés ;
- 124 ordonnant ou prorogeant enquêtes ;
- 16 remplacements ou vente pour compte ;
- 17 statuant après rapport d'experts ou d'arbitres ;
  - 5 validant ou rejetant caution ;
- 107 en matière de compétence ;
  - 7 relatifs au serment décisoire requis ;
  - 3 sur appel des prud'hommes ;
- 19 dénégations de signatures ou d'écritures ;
- 68 rejets ou admissions au passif de faillite ou liquidation ;
- 58 résiliations de marchés ;
- 83 homologations de concordat, conversion de liquidations en faillites.

---

2.273 sur lesquels 928 ont été rendus en premier ressort, 1.345 en dernier ressort.

Ces statistiques suffisent à nous prouver que les juges consulaires de Marseille obtiennent eux aussi de nombreuses conciliations.

§ III. — De la conciliation devant le tribunal de commerce de Toulouse.

Pour justifier l'importance du Tribunal de Commerce de Toulouse et par là même l'étude des mesures de conciliation prises par ce Tribunal, nous ne saurions mieux faire que de laisser la parole à M. Dubois, Président du Tribunal de Commerce de cette ville qui, dans un discours prononcé à l'audience solennelle du 21 janvier 1896, s'exprimait ainsi, parlant de Toulouse aux temps anciens :

« Capitale d'une vaste province, siège d'un second Parlement, Toulouse formait le trait d'union entre le commerce de France du Moyen Age et celui des pays espagnols. Elle était l'entrepôt des productions de la Provence et des ports méditerranéens destinés au centre et au nord du royaume. Le change des monnaies y constituait un important négoce; un grand nombre de banquiers connus sous la dénomination modeste de « changeurs » s'étaient réunis dans une même rue et y formaient une sorte de colonie. Si les détails nous manquent sur cette époque lointaine, les preuves de vitalité du commerce toulousain ne sont-elles pas manifestes dans les souvenirs qui nous en restent, dans les nombreuses corporations qui en étaient la conséquence ? »

Le temps a marché depuis, mais la Ville de Toulouse est restée un centre d'affaires commerciales important et c'est, par le nombre des affaires soumises à son examen, le quatrième tribunal de commerce de France.

Durant ces dernières années le nombre annuel d'affaires portées devant les juges consulaires toulousains n'a pas diminué et 4.000 litiges environ reçoivent une solution par leurs soins.

Nous allons étudier successivement dans quelles affaires et sous quelles formes se produit la conciliation au Tribunal de Toulouse et quels résultats elle produit.

#### I. — *Procédure.*

Deux catégories sont faites parmi les litiges portés devant le Tribunal de Toulouse.

*Affaires non inscrites au rôle.* — Les petites affaires sont portées, sans être inscrites sur le rôle, devant un des juges du Tribunal. Celui-ci est appelé juge conciliateur. Il n'est point besoin d'insister sur son rôle tout de conciliation, les résultats qu'obtient son intervention dispensant de tous commentaires. Cependant une question assez grave peut s'élever sur la mission de ce juge et sur la procédure dont il use.

Ce qui est tenté à Toulouse pour les affaires d'importance minime, c'est un préliminaire de conciliation avant le procès. La loi, nous objectera-t-on, dispense les affaires commerciales du préliminaire de conciliation ; le

juge ne peut, sans violer à la fois le texte et l'esprit de la loi, imposer aux parties une telle formalité. Cela est vrai, et nous n'aurions rien à répondre, si cette comparution devant le juge conciliateur était obligatoire. Mais les parties peuvent toujours, sans en cela contrevenir à la loi se présenter de bonne volonté devant un juge, pour chercher avec lui une solution amiable à leur différend, s'inspirer de ses conseils et les suivre, si bon leur semble. Ces plaideurs auraient pu prendre un arbitre, un amiable compositeur pour les départager. Qui les empêche de choisir pour arbitre celui qu'ils ont cru digne d'être leur juge.

Et comment se fait cette conciliation ? Par la procédure la plus simple et la moins coûteuse. Le juge convoque les parties par une simple lettre. Qui force les parties à se rendre à cette invitation toute paternelle ? Qui les oblige, sinon leur bonne foi, à accepter la décision ou plutôt la transaction intervenue ? Leur évidente bonne volonté à suivre de sages avis, rien de plus.

La pratique n'est donc point illégale, puisqu'elle est voulue par les parties en cause. Elle est des plus utiles et des meilleures.

Nous tenons à faire remarquer ici que la procédure employée n'est autre que la procédure d'avertissement que la loi de 1855 a imposée aux juges de paix pour les affaires de leur ressort. Comme le juge de paix, le juge conciliateur obtient dans nombre d'affaires un arrangement amiable et nous dirons tout à l'heure le nombre de ces conciliations.

*Affaires inscrites au rôle.* — Les affaires inscrites au rôle sont instruites et jugées de même façon qu'au Tribunal de Commerce de la Seine. Les différentes sections sont formées par le président du Tribunal, 8 juges et 6 suppléants. Elles renvoient nombre d'affaires à l'examen des juges qui les composent : c'est le délibéré au rapport d'un juge pratiqué à Toulouse.

Nous verrons dans les statistiques indiquant le nombre d'affaires conciliées, que les juges consuls de cette ville ont eux aussi toujours à l'esprit cette idée de conciliation, qu'ils tentent sans cesse de la réaliser et que leurs efforts souvent sont couronnés de succès.

Le renvoi devant arbitre est quelquefois ordonné ; mais les juges suffisant au travail qu'ils ont à mener à bien usent rarement de ce procédé, que l'article 429 du Code de procédure civile les autorise à employer.

## II. — *Résultats statistiques.*

Quels résultats donnent tous ces moyens de conciliation ?

Pour le bien faire comprendre, nous allons prendre depuis 1891 jusqu'en 1898, les statistiques faites chaque année sur tous ces points par le tribunal de commerce de Toulouse.

Nous commencerons par indiquer le chiffre des conciliations obtenues par le juge conciliateur. Notons que ces transactions ne sont point portées dans le nombre total

des conciliations obtenues par le tribunal de commerce de Toulouse.

En 1891, 817 affaires sont renvoyées au juge conciliateur, dont 23 seulement par le tribunal.

De ces causes :

799 ont été réglées définitivement ;

10 sont revenues à l'audience ;

8 restaient à juger ou en voie de transition.

---

817 total égal.

Ainsi, sur 817 affaires, 10 seulement sont revenues à l'audience pour être jugées. De tels résultats sont faits pour surprendre et les félicitations adressées au magistrat chargé de ce service nous paraissent des mieux méritées.

« Notre juge conciliateur, dit M. le président J. Sirven, nous a épargné, cette année encore, beaucoup de besogne. Grâce au bon esprit qui l'anime, la majeure partie des affaires venues à son audience et de celles que le tribunal lui a renvoyées ont été conciliées. »

En 1892, 620 affaires sont portées devant le juge conciliateur ; sur ce nombre, 19 lui avaient été renvoyées par le tribunal.

De ces causes :

607 ont été réglées définitivement ;

9 sont revenues à l'audience ;

4 restaient à juger ou en voie de transaction.

---

620 total égal.

En 1893, 746 affaires avaient été portées devant le juge conciliateur. Nous n'avons point la solution donnée à ces affaires, mais les résultats qui précèdent et ceux qui vont suivre renseignent suffisamment le lecteur sur la solution donnée à ces différends.

En 1894, sur 763 affaires introduites en conciliation, dont 35 renvoyées par le tribunal :

745 ont été réglées définitivement ;

10 sont revenues à l'audience ;

8 restaient à juger ou en voie de transaction.

---

763 total égal.

En 1895, même succès. 730 affaires, dont 29 seulement renvoyées par le tribunal, viennent en conciliation.

De ces causes :

712 ont été réglées définitivement ;

8 sont revenues à l'audience ;

10 restaient à juger ou en voie de transaction.

---

730 total égal.

En 1896, 704 causes, dont 26 renvoyées par le tribunal, sont portées devant le juge conciliateur.

De ces causes :

690 ont été réglées définitivement ;

6 sont revenues à l'audience ;

3 restaient à juger ou en voie de transaction.

---

751 total égal.

Ces premiers résultats connus, il nous reste à repro-

duire les statistiques des travaux des juges du Tribunal de commerce de Toulouse depuis 1891.

En 1891, il a été tenu, pendant l'année, 182 audiences publiques :

158 affaires restaient à juger le 1<sup>er</sup> janvier 1891 ;

2 905 ont été introduites durant l'année.

---

3.063

Sur ce nombre :

982 ont été jugées par défaut ;

527 ont été jugées contradictoirement ;

1.374 ont été retirées ou conciliées (1) ;

180 restaient à juger au 31 décembre 1891.

---

3.063 Total égal.

Sur ces 1.509 affaires jugées, 369 l'ont été en premier ressort et 1.140 en dernier ressort.

Durant l'année, 25 rapports d'arbitres ont été déposées au greffe du tribunal.

Ce qui frappe l'attention si l'on examine de près les chiffres ci-dessus, c'est le nombre des affaires conciliées. En effet, presque toutes les petites affaires, nous l'avons vu, ont reçu devant le juge conciliateur une solution amiable. Les affaires conciliées au cours du procès sont donc des affaires plus importantes, et plus les intérêts en question sont gros, plus la transaction est difficile à

1. Ce chiffre ne contient pas le nombre des affaires terminées par transactions devant le juge conciliateur.

obtenir. Le zèle des juges à l'audience et au délibéré ne se ralentit donc point.

Les arbitres concilient un grand nombre des affaires qui leur sont soumises, aussi les rapports qu'ils déposent sont-ils en petit nombre en proportion des affaires qui leur sont renvoyées.

Enfin, le nombre des affaires jugées en dernier ressort est considérable comme à Lyon : sur 1.509 jugements, 3.869 seulement sont susceptibles d'appel. Dans ces affaires, dont la demande principale n'excède point 1.500 fr., la conciliation, nous ne cesserons de le répéter, est bien souvent possible.

En 1892, il a été tenu 186 audiences publiques :

190 affaires restaient à juger au 1<sup>er</sup> janvier ;

2.902 ont été introduites dans l'année.

3.082 Total égal.

Sur ce nombre :

999 ont été jugées par défaut ;

557 ont été jugées contradictoirement ;

1.361 ont été retirées ou conciliées ;

165 restaient à juger au 31 décembre 1892.

3.082 Total égal.

Sur 1.556 affaires jugées :

410 l'ont été en premier ressort ;

1.146 en dernier ressort.

1.556 ensemble.

En 1893 les résultats statistiques ne diffèrent point de ceux donnés plus haut. Il est inutile de les donner ici.

En 1894, il a été tenu durant l'année 183 audiences publiques:

181 affaires restaient à juger au 1<sup>er</sup> janvier ;

3.074 ont été introduites durant l'année.

3.255 Total des affaires dont le Tribunal a eu à s'occuper.

Sur ce nombre:

985 ont été jugées par défaut ;

645 ont été jugées contradictoirement ;

37 ont été renvoyées devant arbitres ;

1.446 ont été retirées ou conciliées ;

142 restaient à juger au 31 décembre 1894.

3.255 Total égal.

Sur ces 1.630 jugements, 1.304 étaient en dernier ressort, 326 seulement étaient susceptibles d'appel.

En 1896, le compte rendu des travaux du Tribunal s'exprime ainsi :

139 affaires restaient à juger au 1<sup>er</sup> janvier 1896;

2.947 affaires ont été introduites dans le cours de  
la même année.

3.086 Total des affaires dont le Tribunal a eu à s'occuper.

Sur ce nombre :

990 ont été jugées par défaut ;

1624 ont été jugées contradictoirement ;

1318 ont été retirées ou conciliées

29 ont été renvoyées devant experts ou arbitres;  
et 23 rapports ont été déposés ;

125 restaient à juger au 31 décembre ;

---

3.086 Total égal.

Sur les 1.614 affaires jugées :

325 l'ont été en premier ressort ;

1.289 en dernier ressort.

L'année qui vient de s'écouler a été tout aussi féconde.

La preuve en est dans la statistique suivante :

125 affaires restaient à juger au 1<sup>er</sup> janvier 1897 ;

3.108 affaires ont été introduites dans le courant de  
l'année.

---

3.233 Total des affaires dont le Tribunal a eu à s'occuper.

Sur ce nombre :

1.028 ont été jugées par défaut ;

570 ont été jugées contradictoirement ;

38 ont été renvoyées devant des experts ou des  
arbitres ;

1.512 ont été retirées ou conciliées ;

85 restaient à juger au 31 décembre ;

---

3.233 ensemble.

Sur les 1.598 affaires jugées, 325 l'ont été en premier ressort, 1.273 en dernier ressort.

Nous sommes heureux de constater les résultats obtenus par le Tribunal de commerce de Toulouse. Chaque année, le nombre des conciliations obtenues est consi-

dérable et l'année dernière ces résultats sont des plus significatifs. Ainsi durant l'année 1897, 570 jugements contradictoires ont été rendus et 1.512 conciliations sont intervenues.

Nous n'ajouterons rien à ces chiffres. Ils prouvent sans contestation possible, le labeur que s'imposent les juges consulaires, et témoignent de l'idéal qu'ils se font de leur justice familiale.

#### § IV. — De la conciliation devant les tribunaux de commerce de Bordeaux, de Nantes, et du Havre.

##### I. — *Tribunal de commerce de Bordeaux.*

Le Tribunal de commerce de Bordeaux use du délibéré au rapport d'un juge, mais dans un nombre d'affaires relativement peu important. Il emploie aussi le délibéré immédiat, mais la statistique faite chaque année par le greffe de ce Tribunal ne constate point sous une rubrique spéciale le nombre très important des conciliations obtenues par ce moyen. Cette mesure qui n'a point réussi à Paris, produit à Bordeaux les meilleurs résultats.

Nous serons donc obligés d'indiquer le nombre des affaires conciliées sans pouvoir indiquer par quel procédé cette conciliation a été obtenue.

Durant ces cinq dernières années, les statistiques nous donnent les résultats suivants :

Pendant l'année 1893, il a été inscrit au rôle des au-

|                                            |              |
|--------------------------------------------|--------------|
| diences du tribunal. . . . .               | 5.033 causes |
| Il en était resté de l'exercice précédent. | 625          |
| Ont été réinscrites ou reproduites. . .    | <u>1.123</u> |
| Total :                                    | 6.781 causes |

Les affaires terminées ont donné lieu par leurs incidents, à. . . 1.831 jugements par défaut ;  
1.639 — contradictoires ;  
2.616 radiations par transaction ou abandon de poursuites.

Total : 6.086

Sur les 1.639 affaires jugées contradictoirement, 475 ont été délibérées dans la Chambre du conseil sur rapport des juges.

|                                                                                   |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Pendant l'année 1894, il a été inscrit au rôle des audiences du Tribunal. . . . . | 5.362 causes |
| Il en était resté de l'exercice précédent.                                        | 695          |
| Ont été réinscrites ou reproduites. . .                                           | <u>1.196</u> |
| Total :                                                                           | 7.253 causes |

Les affaires terminées ont donné lieu par leurs incidents, à. . . 1.787 jugements par défaut ;  
1.739 — contradictoires ;  
3.174 radiations par transaction ou abandon de poursuites.

Total : 6.700

Sur les 1.739 affaires jugées contradictoirement, 490 avaient été délibérées dans la Chambre du Conseil sur rapport des juges.

|                                                                                   |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Pendant l'année 1895, il a été inscrit au rôle des audiences du Tribunal. . . . . | 5.349 causes |
| Il en était resté de l'exercice précédent.                                        | 553          |
| Ont été réinscrites ou reproduites. . .                                           | <u>1.186</u> |
| Total :                                                                           | 7.088 causes |

Les affaires terminées ont donné lieu par leurs incidents, à :

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| 1.893 jugements par défaut ;                               |
| 1.632 » contradictoires ;                                  |
| 2.920 radiations par transaction ou abandon de poursuites. |

Total : 6.445

Sur les 1.632 affaires jugées contradictoirement, 436 ont été délibérées dans la Chambre du Conseil sur rapport des juges.

|                                                                                    |              |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Pendant l'année 1896, il a été inscrit au rôle des audiences du Tribunal . . . . . | 5.169 causes |
| Il en était resté de l'exercice précédent                                          | 643          |
| Ont été réinscrites ou reproduites. . .                                            | <u>1.018</u> |
| Total. . .                                                                         | 6.830 causes |

Les affaires terminées ont donné lieu par leurs incidents, à :

|                                                             |
|-------------------------------------------------------------|
| 1.782 jugements par défaut ;                                |
| 1.562 » contradictoires ;                                   |
| 3.015 radiations par transaction ou abandon des poursuites. |

Total : 6.359

Sur les 1.562 affaires jugées contradictoirement, 434

ont été délibérées dans la Chambre du Conseil sur rapport des juges.

Pendant l'année 1897, il a été inscrit au rôle des audiences du Tribunal . . . . . 5.074 causes

Il en était resté de l'exercice précédent 471

Ont été réinscrites ou reproduites. . 1.123

Total. . . 6.668 causes .

Les affaires terminées ont donné lieu par leurs incidents, à :

1.814 jugements par défaut ;

1.558 » contradictoires ;

2.918 radiations par transaction ou abandon de poursuites.

Total : 6.290

Sur les 1.558 affaires jugées contradictoirement, 433 ont été délibérées dans la Chambre du Conseil par les juges.

## II. — *Tribunal de commerce du Havre.*

Le Tribunal de commerce du Havre nous indique dans ses statistiques le nombre des affaires conciliées. Nous en donnons ci-dessous la reproduction.



III. — *Tribunal de commerce de Nantes.*

Ce tribunal s'est préoccupé, lui aussi, de la conciliation en cours du procès et, le 22 janvier 1898, M. le président Buffet disait en quittant son siège de magistrat consulaire :

« Quand j'eus le grand honneur de prendre la présidence du Tribunal, j'avais, il vous en souvient, mes chers collègues, émis le vœu de voir les conciliations prendre la place qui doit leur être réservée dans un grand nombre d'affaires soumises à notre juridiction.

« Nous avons, en suivant ce programme, répondu à une pensée qui tend de plus en plus à se généraliser, et certains Tribunaux de commerce ont été jusqu'à tenter d'installer d'une façon régulière cette sorte de juridiction amiable dont les juges consulaires étaient mieux à même que quiconque de comprendre l'utile portée.

« En effet, en 1896, sur 54 affaires renvoyées devant un juge, 44 étaient conciliées. En 1897, sur 60 affaires renvoyées, 51 conciliations étaient acquises. Dans cette voie, j'ai été puissamment aidé par vous tous, mes chers collègues, mais je suis certain d'être votre interprète en adressant à notre collègue, M. Chupin, l'expression bien sincère de toute ma gratitude.

« C'est à vous, mon cher collègue, que le Tribunal doit d'avoir si souvent réussi dans ses tentatives de conciliation ; c'est grâce à votre grand sentiment de ce qui est juste et droit que nous avons obtenu un réel succès.

« Si grande et si méritée était déjà votre réputation, que bien souvent les parties ou leurs mandataires ont demandé le renvoi de leurs affaires devant vous, sachant d'avance que vous étiez mieux que personne à même de les comprendre et de les aider de vos sages conseils. »

Au reste ce procédé nouveau de conciliation qui nous paraît être le délibéré au rapport d'un juge, mais avec mission spéciale de conciliation, n'est point le seul employé par le Tribunal de Nantes. La statistique de ces quatre dernières années nous fixera sur ce point.

Durant les années 1894 et 1895, le travail du Tribunal se décompose comme il suit :

|       |          |           |         |                |           |
|-------|----------|-----------|---------|----------------|-----------|
| 88    | affaires | restaient | au rôle | le 31 décembre | 1893 ;    |
| 1.547 | ont été  | enrôlées  | en      | 1894 ;         |           |
| 1.597 | »        | »         | »       | 1895 ;         |           |
| 85    | »        | rétablies | au rôle | par placets    | en 1894 ; |
| 121   | »        | »         | »       | »              | » 1895 ;  |

---

3.438 ont été soumises au Tribunal dans les deux années contre 2.849 en 1891 et 1892 et 1.591 en 1893.

Sur ce nombre :

|       |         |           |                      |
|-------|---------|-----------|----------------------|
| 709   | ont été | jugées    | contradictoirement ; |
| 1.115 | »       | »         | par défaut ;         |
| 340   | »       | renvoyées | devant experts ;     |
| 1.164 | »       | tracées   | ou conciliées ;      |
| 110   | restent | au rôle ; |                      |
| 3.438 | Parité. |           |                      |

Sur les affaires jugées :

452 l'ont été en premier ressort ;

1.372 » » en dernier ressort.

---

1.824

La statistique pour les années 1896 et 1897 nous fournit les renseignements suivants :

110 affaires restaient au rôle le 31 décembre 1895 ;

1.658 » ont été enrôlées en 1896 ;

1.680 » » » en 1897 ;

76 » » rétablies au rôle par placets en  
1896 ;

89 » » rétablies au rôle par placets en  
1897 ;

---

3.613 » ont été soumises au Tribunal dans les  
2 années contre 3.438 en 1894 et 1895.

Sur ce nombre :

860 affaires ont été jugées contradictoirement ;

1.158 » » » par défaut ;

259 » » renvoyées devant experts ;

1.177 » » tracées ou conciliées ;

159 » restent au rôle ;

---

3.613 Parité.

Sur les affaires jugées :

539 affaires l'ont été en premier ressort ;

1.479 » » » dernier ressort.

---

2.108

*Conclusion.*

Avant de terminer ce chapitre, il nous paraît utile de mettre sous les yeux de notre lecteur deux tableaux. Le premier nous montrera l'œuvre de conciliation faite de 1832 à 1880 par les tribunaux de commerce de France. Nous verrons par les chiffres qu'accuse la statistique le nombre toujours croissant des affaires conciliées. Une progression aussi constante n'est-elle pas de nature à justifier le mouvement d'opinion qui s'est produit durant ces vingt dernières années et dont nous nous ferons l'écho dans le chapitre suivant.

Le second tableau comprendra l'œuvre entière pour 1894, des tribunaux de commerce de France et des tribunaux civils jugeant commercialement. Nous tenons à donner ce tableau qui montre bien le travail considérable que s'imposent les juges consulaires en dehors même de leur œuvre de conciliation.

**TABEAU COMPARATIF**  
des conciliations opérées de 1832 à 1880 par les Tribunaux de commerce

|                                                                                                                                             | NOMBRES MOYENS ANNUELS |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                                                                             | 1832<br>à<br>1835      | 1836<br>à<br>1840 | 1841<br>à<br>1845 | 1846<br>à<br>1850 | 1851<br>à<br>1855 | 1856<br>à<br>1860 | 1861<br>à<br>1865 | 1866<br>à<br>1870 | 1871<br>à<br>1875 | 1876<br>à<br>1880 |
| Nombre des affaires à juger.....                                                                                                            | 409,236                | 457,189           | 481,199           | 212,801           | 476,422           | 230,840           | 249,734           | 243,841           | 234,096           | 229,479           |
| Affaires à juger {<br>par les tribunaux {<br>spéciaux de com-<br>merce.....<br>civils jugeant<br>commerciale-<br>ment.....                  | »                      | »                 | »                 | »                 | 451,888           | 199,482           | 216,349           | 210,490           | 201,865           | 199,541           |
| »                                                                                                                                           | »                      | »                 | »                 | »                 | 24,534            | 31,358            | 33,385            | 33,351            | 32,231            | 29,958            |
| Affaires termi-<br>nées par trans-<br>action, désiste-<br>ment, etc. {<br>après avant faire<br>droit.....<br>sans avant faire<br>droit..... | 47,925                 | 22,373            | 4,649             | 4,269             | 2,291             | 2,883             | 17,081            | 18,073            | 20,195            | 17,590            |
|                                                                                                                                             |                        |                   | 23,532            | 35,287            | 38,133            | 54,475            | 49,355            | 49,972            | 49,843            | 48,600            |

**Tableau (1) des Tribunaux de commerce et des Tribunaux civils  
jugeant commercialement**

ANNÉE 1894

| DÉSIGNATION<br><br>des<br><br>ressorts            | NOMBRE DES AFFAIRES CONTENTIEUSES              |                                                                                                       |                |         |                                     |                       |                            |                       |                                                                 |                                               |
|---------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------|-------------------------------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
|                                                   | à juger dans l'année                           |                                                                                                       |                |         | terminées pendant l'année           |                       |                            |                       |                                                                 |                                               |
|                                                   | anciennes                                      |                                                                                                       | nou-<br>velles | Total   | par jugement<br>contradic-<br>toire |                       | par jugement<br>par défaut |                       | par<br>transaction<br>radiations<br>etc.                        |                                               |
|                                                   | qui restaient à juger<br>de l'année précédente | qui ont été réinscrites après avoir<br>été considérées comme terminées<br>dans les comptes précédents |                |         | en<br>premier ressort               | en<br>dernier ressort | en<br>premier ressort      | en<br>dernier ressort | après des jugements préparatoires<br>ou interlocutoires, etc... | sans avoir été l'objet<br>d'avant-faire droit |
| Agen.....                                         | 147                                            | 25                                                                                                    | 1.685          | 1.857   | 217                                 | 287                   | 146                        | 446                   | 106                                                             | 473                                           |
| Aix.....                                          | 1.951                                          | 1.172                                                                                                 | 16.542         | 19.665  | 1.505                               | 2.637                 | 784                        | 3.936                 | 3.222                                                           | 5.218                                         |
| Amiens.....                                       | 539                                            | 56                                                                                                    | 4.495          | 5.090   | 460                                 | 704                   | 227                        | 1.271                 | 678                                                             | 1.242                                         |
| Angers.....                                       | 416                                            | 55                                                                                                    | 2.531          | 3.002   | 187                                 | 342                   | 127                        | 689                   | 139                                                             | 1.142                                         |
| Bastia.....                                       | 34                                             | 20                                                                                                    | 673            | 727     | 75                                  | 158                   | 39                         | 329                   | 46                                                              | 56                                            |
| Besançon.....                                     | 284                                            | 54                                                                                                    | 2.224          | 2.562   | 193                                 | 371                   | 82                         | 607                   | 151                                                             | 852                                           |
| Bordeaux.....                                     | 1.357                                          | 451                                                                                                   | 9.025          | 10.833  | 779                                 | 1.225                 | 435                        | 2.267                 | 568                                                             | 4.282                                         |
| Bourges.....                                      | 190                                            | 53                                                                                                    | 1.761          | 2.004   | 206                                 | 393                   | 132                        | 611                   | 84                                                              | 364                                           |
| Caen.....                                         | 279                                            | 67                                                                                                    | 3.813          | 4.159   | 296                                 | 610                   | 212                        | 1.364                 | 167                                                             | 1.180                                         |
| Chambéry.....                                     | 101                                            | 55                                                                                                    | 1.349          | 1.505   | 119                                 | 264                   | 68                         | 408                   | 53                                                              | 441                                           |
| Dijon.....                                        | 572                                            | 41                                                                                                    | 3.677          | 4.290   | 319                                 | 536                   | 136                        | 1.000                 | 168                                                             | 1.576                                         |
| Douai.....                                        | 1.376                                          | 286                                                                                                   | 10.156         | 11.818  | 899                                 | 1.867                 | 427                        | 2.478                 | 573                                                             | 4.148                                         |
| Grenoble.....                                     | 444                                            | 76                                                                                                    | 3.454          | 3.974   | 212                                 | 359                   | 186                        | 878                   | 163                                                             | 1.666                                         |
| Limoges.....                                      | 202                                            | 12                                                                                                    | 1.669          | 1.883   | 140                                 | 274                   | 111                        | 424                   | 66                                                              | 669                                           |
| Lyon.....                                         | 1.487                                          | 526                                                                                                   | 17.062         | 19.075  | 903                                 | 3.056                 | 418                        | 4.710                 | 395                                                             | 8.369                                         |
| Montpellier.....                                  | 744                                            | 283                                                                                                   | 7.779          | 8.806   | 597                                 | 1.807                 | 419                        | 2.905                 | 702                                                             | 1.649                                         |
| Nancy.....                                        | 417                                            | 111                                                                                                   | 3.441          | 3.969   | 360                                 | 543                   | 136                        | 897                   | 496                                                             | 1.081                                         |
| Nîmes.....                                        | 430                                            | 18                                                                                                    | 2.953          | 3.401   | 274                                 | 438                   | 153                        | 965                   | 199                                                             | 891                                           |
| Orléans.....                                      | 344                                            | 76                                                                                                    | 2.567          | 2.987   | 185                                 | 376                   | 159                        | 797                   | 232                                                             | 913                                           |
| Paris.....                                        | 2.901                                          | 395                                                                                                   | 68.154         | 71.470  | 4.891                               | 11.804                | 6.262                      | 29.156                | 9.283                                                           | 6.410                                         |
| Pau.....                                          | 133                                            | 31                                                                                                    | 2.207          | 2.371   | 183                                 | 430                   | 182                        | 619                   | 142                                                             | 669                                           |
| Poitiers.....                                     | 608                                            | 38                                                                                                    | 4.470          | 5.116   | 362                                 | 620                   | 219                        | 1.237                 | 203                                                             | 1.786                                         |
| Rennes.....                                       | 647                                            | 93                                                                                                    | 4.754          | 5.494   | 550                                 | 934                   | 215                        | 1.235                 | 405                                                             | 1.519                                         |
| Riom.....                                         | 848                                            | 195                                                                                                   | 3.944          | 4.987   | 399                                 | 608                   | 211                        | 1.118                 | 143                                                             | 1.780                                         |
| Rouen.....                                        | 1.025                                          | 298                                                                                                   | 6.443          | 7.766   | 804                                 | 1.317                 | 287                        | 2.034                 | 638                                                             | 1.973                                         |
| Toulouse.....                                     | 327                                            | 121                                                                                                   | 4.606          | 5.054   | 404                                 | 776                   | 247                        | 1.503                 | 131                                                             | 1.702                                         |
| Totaux....                                        | 17.803                                         | 4.608                                                                                                 | 191.454        | 213.865 | 15.519                              | 32.736                | 12.020                     | 63.884                | 19.153                                                          | 52.051                                        |
|                                                   | 213.865                                        |                                                                                                       |                |         | 195.363                             |                       |                            |                       |                                                                 |                                               |
| Tribunaux spé-<br>ciaux de com-<br>merce.....     | 15.943                                         | 4.202                                                                                                 | 172.180        | 192.325 | 13.446                              | 29.115                | 10.480                     | 57.916                | 18.184                                                          | 46.595                                        |
| Tribunaux civils<br>jugeant com-<br>mercialement. | 1.860                                          | 406                                                                                                   | 19.274         | 21.540  | 2.073                               | 3.621                 | 1.540                      | 5.968                 | 969                                                             | 5.453                                         |

1) Par Cour d'Appel.

Les résultats obtenus par les tribunaux de commerce au point de vue de la conciliation ont sans doute frappé le lecteur. Tentée au cours du procès elle produit de bons effets. Il n'est point possible de contester que, tentée avant l'introduction de la demande, elle aurait plus de chances d'aboutir.

Bien des esprits et des meilleurs, se sont fait une telle réflexion, et de leurs pensées est né le mouvement d'opinion contre la prohibition du 4<sup>o</sup> de l'art. 49 qui fera l'objet du chapitre suivant.

## CHAPITRE V

### MOUVEMENT D'OPINION CONTRE LA PROHIBITION DU PRÉLIMINAIRE DE CONCILIATION EN MATIÈRE COMMERCIALE

Durant ces vingt dernières années l'opinion publique s'est formellement prononcée contre la prohibition du législateur. Par tous ses organes autorisés elle a réclamé l'abrogation du 4<sup>o</sup> de l'art. 49 C. proc. c. C'est pour tous le minimum des réformes que le législateur doit faire en matière commerciale. De toutes parts les commerçants se sont formellement élevés contre une telle prohibition et beaucoup d'entre eux demandent aux pouvoirs publics non seulement l'abrogation du 4<sup>o</sup> de cet article, mais encore l'établissement d'un préliminaire de conciliation approprié aux matières commerciales.

L'étude d'un tel état d'esprit, d'un mouvement d'opinion si caractérisé est intéressant à étudier.

Aussi, allons-nous examiner successivement les propositions diverses et les vœux nombreux émis.

Les syndicats professionnels, les comités des élections consulaires, les juges de commerce, le conseil général de

la Seine, certains députés, enfin, se sont tous préoccupés du problème que nous exposons ici, et de la solution à y donner.

Nous indiquerons sommairement leur opinion sur la question.

#### I. — *Les syndicats professionnels.*

Si nous ouvrons le compte-rendu des travaux du quatrième congrès des chambres syndicales commerciales et industrielles de France, tenu à Paris en octobre 1896, sous la présidence de M. Muzet, député, nous voyons aux pages 99 et 100 que ce congrès a adopté les vœux suivants :

1° Qu'il soit établi une procédure obligatoire de conciliation préliminaire à toutes les instances en matière commerciale.

2° Que les affaires soient envoyées par les tribunaux de commerce tant de province que de Paris à l'examen des chambres syndicales compétentes et que l'art. 429 C. proc. c. soit modifié en ce sens, conformément à la loi de 1884 ».

Ces vœux dont l'importance est indiscutable puisqu'ils émanent d'un nombre considérable de syndicats de la France entière ont été transmis aux pouvoirs publics compétents.

#### II. — *Les comités des élections consulaires.*

Chaque année, par suite d'une entente entre tous les

syndicats du département de la Seine, un comité élu par les délégués de plus de trois cents chambres syndicales se réunit à Paris pour préparer les élections au Tribunal de commerce de la Seine et présenter aux électeurs une liste commune de candidats.

Ce comité, composé des sommités du commerce parisien et dont le bureau comprend tous les présidents des grands groupes syndicaux, se préoccupe de façon constante des améliorations à établir en matière commerciale et demande aux candidats qu'il présente au suffrage de leurs concitoyens de s'engager dans la mesure de leur force à les faire aboutir.

Ce comité s'exprime ainsi chaque année depuis dix ans au moins en une circulaire indiquant les principales réformes qu'il entend réclamer aux pouvoirs publics, réformes qu'acceptent les candidats aux fonctions de juges consulaires.

« En dehors des réformes obtenues il en est encore que les chambres syndicales réclament avec instance, mais elles sont de l'ordre législatif. Elles sont justes, elles sont indispensables pour la bonne administration de la justice et d'un intérêt considérable pour tous les justiciables, les magistrats actuels les réclament comme nous, ainsi que les candidats que nous avons choisis après un examen approfondi.

« Ces réformes sont :

« L'établissement en matière commerciale, comme en justice de paix, des préliminaires de conciliation...

III. — *Les juges consulaires.*

Les juges consulaires eux aussi, fidèles au programme qu'ils ont librement accepté, réclament la même réforme. Leur avis est précieux, car aux raisons que leur suggèrent le bon sens, viennent se joindre celles que leur dicte une longue pratique.

Rien de suggestif, d'intéressant et de concluant à notre sens comme la lecture des discours prononcés depuis de longues années par les présidents successifs du Tribunal de commerce de la Seine. Dans tous sans exception, nous voyons les magistrats chargés de la lourde tâche de former à la judicature les nouveaux élus et de maintenir le respect de la loi et des traditions commerciales parmi tous les auxiliaires du Tribunal, recommander la conciliation et demander que le législateur intervienne pour accorder enfin aux commerçants les justes demandes qu'ils formulent depuis si longtemps.

Et qu'on y prenne garde, les juges de commerce réunissent en eux un double caractère : élus par leurs pairs, ils sont à la fois juges et mandataires de leurs électeurs.

Juges, ils ont là une mission délicate et chacun leur sait gré du dévouement sans bornes avec lequel ils la remplissent.

Mandataires, ce n'est pas là la partie la moins difficile de leurs fonctions. Leurs mandants leur donnent qualité pour les défendre et pour porter au législateur, tant au

nom du commerce, qu'en leur nom personnel, les justes revendications qu'ils croient utiles de faire triompher.

Dans un discours prononcé le 3 août 1872, par M. Daguin, président du Tribunal de commerce de la Seine à l'installation de ce Tribunal, nous retrouvons l'idée que nous venons d'émettre.

« Quoique la mission des magistrats consulaires soit de rendre justice dans les débats de nature déterminée, leur rôle ne s'arrête pas là.

« Les relations constantes qu'ils ont avec les commerçants, la confiance qu'ils inspirent, les désignent fréquemment pour émettre leur avis sur les questions mises à l'étude par le Gouvernement. Leur devoir est donc de ne rester étrangers à aucun des progrès de l'industrie et du commerce et de s'initier à leurs besoins. Le Tribunal se trouve ainsi en position de se faire l'interprète du commerce pour obtenir la prompte réalisation d'améliorations étudiées et d'indiquer celles dont l'expérience et la pratique démontrent l'utilité. »

Les juges consulaires, donc, forts de la mission qui leur a été confiée, ne cessent de réclamer l'intervention des pouvoirs publics en matière de conciliation commerciale. M. Guillotin alors président du Tribunal de commerce de la Seine disait, en un discours prononcé le 29 janvier 1891, que la conciliation préalable aux procès est de toute nécessité en matière commerciale. Ses paroles que nous reproduisons plus bas, montrent bien la connexité que

nous avons toujours entendu établir entre la conciliation avant le procès et la réduction des frais de justice.

« Il serait facile d'arriver en ce qui concerne les tribunaux de commerce à diminuer les frais de procédure.

« Il suffirait d'appliquer à ces tribunaux l'art. 48 du Code de procédure, qui prescrit que le défendeur sera préalablement appelé en conciliation »

« Il est certain qu'un nombre considérable de petites affaires pourraient être terminées devant les juges qui, aujourd'hui, sont chargés des délibérés immédiats, mais seulement après assignation.

« Et dans les litiges qui ne pourraient être conciliés, les parties seraient renvoyées devant le « Tribunal composé de plusieurs juges ».

« Bien entendu, dans les affaires où il y a titre, les préliminaires de conciliation ne seraient pas applicables ».

Ainsi les juges consulaires, par l'intermédiaire de leurs présidents, se préoccupent de façon spéciale de la question que nous traitons ici. Nul doute que leurs efforts n'arrivent sous peu au succès qu'ils méritent.

#### IV. — *Le Conseil général de la Seine.*

Le Conseil général de la Seine s'est en 1884, préoccupé de la question de la conciliation en matière commerciale. La discussion qu'il y a consacrée nous paraît des plus intéressantes et nous tenons à la reproduire ici.

M. Muzet, député de Paris, alors conseiller général, avait déposé un vœu accepté par la commission chargée de l'examiner et ainsi conçu :

« Le Conseil est d'avis de demander que les préliminaires de conciliation soient obligatoires devant les tribunaux de commerce ».

M. Muzet soutint ainsi sa proposition (1) :

« Ceux qui connaissent le fonctionnement du Tribunal de la Seine et même des autres Tribunaux de commerce ont pu constater qu'un grand nombre d'affaires pourraient être immédiatement conciliées, vu leur extrême simplicité ; que, renvoyées en délibéré, il est parfois facile au juge de concilier tout d'abord, mais que la conciliation échoue quand il s'agit de régler les frais. En effet, il y a eu assignation, constitution d'agréé. De part et d'autre, les parties se sont aigries et on arrive à un jugement. S'il était possible de comparaître en conciliation devant un ou deux juges, avant frais faits, un grand nombre de conciliations s'effectueraient immédiatement, sans frais, sans temps perdu, à la grande satisfaction des justiciables. Les audiences seraient considérablement dégagées et on arriverait au Tribunal de la Seine à pouvoir entendre les parties à l'audience, ce qui se fait rarement.

« Je demande donc de compléter ma proposition et je prie le Conseil général de vouloir bien émettre le vœu de

1. Procès-verbaux des délibérations du Conseil général de la Seine, séance du 15 octobre 1884, p. 148 et suivantes.

voir rendre obligatoires devant les Tribunaux de commerce les préliminaires de conciliation, comme aux conseils des prud'hommes et aux justices de paix ».

M. Marsoulan, intervenant dans la discussion (1) estimait lui aussi la conciliation nécessaire, mais il la voulait faite par les chambres syndicales. Il s'exprimait ainsi :

*M. Marsoulan.* — « Les juges consulaires oublient trop que le Tribunal de commerce doit être avant tout un Tribunal de conciliation. Ils oublient qu'en n'exigeant pas d'eux les mêmes diplômes que pour leurs collègues des Tribunaux civils, le législateur a voulu marquer que plutôt que le droit, ils devaient connaître la pratique des affaires qu'ils avaient à examiner.

« Et si le Tribunal de commerce, délaissant les principes de son institution, est devenu un fac-simile, une caricature des Tribunaux civils, la faute en est aux agréés et aux arbitres. Ce sont eux qui l'ont poussé dans cette voie, car leur existence même était en jeu ».

*M. M. Binder.* — « Mais c'est la suppression des Tribunaux de commerce que vous demandez là :

*M. Marsoulan.* — « Nullement; ce que je demande, c'est le renvoi des affaires devant les chambres syndicales, parce que les frais sont alors presque nuls et parce qu'elles concilient 88 affaires sur 100, alors que le Tribunal de commerce n'en concilie pas 3 sur 100.

« Dès lors, les arbitres deviendront inutiles ».

M. Hervieu, ancien premier juge au tribunal de commerce de la Seine et conseiller général intervenant, disait en quelques phrases combien peu désirable lui semblait être la tentative de conciliation préalable au procès.

*M. Hervieu.* — « M. Muzet demande que les affaires commerciales soient précédées du préliminaire de conciliation. Si cette procédure était admise par le pouvoir législatif, elle produirait des résultats déplorables pour les justiciables. Sur 20.000 affaires contradictoires, il y en a, en effet, plus de 10.000 qui sont relatives au paiement de billets à ordre. Or, les billets à ordre sont une monnaie courante, et si vous soumettez leur acquit aux longueurs de la conciliation, vous aurez peut-être pour vous tous les débiteurs insolvables, mais vous aurez certainement contre vous tous les porteurs de billets et tous les commerçants honnêtes... »

M. Muzet, remontant alors à la tribune pour soutenir sa proposition, s'exprime ainsi :

*M. Muzet.* — « Mon honorable collègue, M. Hervieu, combat l'institution, près du tribunal de commerce, du préliminaire de conciliation.

« Cette institution est cependant le seul moyen d'arriver à faire comparaître les parties devant le tribunal, car elle débayera le rôle et elle allégera d'autant plus la tâche des juges.

« Actuellement, ces juges concluent le plus souvent comme l'arbitre dans le cabinet duquel les parties ont

été appelées. Vous comprenez quel avantage il y aurait dans le changement de cet état de choses... »

Sur cette réplique la discussion fut close.

Nous en avons dit tout à l'heure le résultat conforme à la demande de M. Muzet.

Si nous recherchons les divers vœux concernant la conciliation émise par les différents orateurs, nous en trouvons deux principaux.

1° Conciliation par les juges avant le procès. Vœu de M. Muzet ;

2° Conciliation par les chambres syndicales. Avis de M. Marsoulan.

Enfin nous trouvons M. Hervieu, absolument opposé à la tentative de conciliation en matière commerciale.

Etudions séparément chacune de ces idées.

M. Muzet nous paraît être dans la vérité lorsqu'il demande la conciliation.

1° Préalable au procès ;

2° Faite par les juges.

Nous reproduirons tout à l'heure en les complétant les raisons qu'il donne en faveur de sa proposition.

M. Marsoulan propose de donner aux chambres syndicales et à elles seules mission expresse de concilier les parties.

Une pareille théorie nous paraît des plus dangereuses. La Révolution a supprimé les anciennes corporations et leurs privilèges. Ce serait retourner en arrière que de donner aux syndicats une mission légale de cette sorte.

Nous ne voyons aucun inconvénient et nous l'avons dit plus haut, à ce que le Tribunal de commerce de Paris renvoie à l'*avis* des chambres syndicales certaines questions toutes spéciales qui touchent à leur corporation et qu'au cours des convocations faites par ces chambres une tentative d'arrangement amiable soit faite, mais il nous paraîtrait imprudent de donner aux syndicats une telle force et une telle puissance, en les autorisant seuls à concilier les parties en cause.

De plus si les arbitrages des chambres syndicales se terminent souvent par une heureuse conciliation, il reste acquis qu'elles gardent assez longtemps par devers elles les affaires renvoyées à leur avis et nous pensons que les affaires commerciales doivent recevoir une solution des plus promptes.

Au reste rien n'empêche et ne pourra empêcher les parties, et elles usent souvent de cette faculté, de se présenter volontairement devant les bureaux de conciliation établis dans un certain nombre de syndicats et de soumettre leur différend aux membres qui les composent. Ainsi faire est d'un commerçant sage qui fuit les procès, mais imposer une pareille obligation nous paraîtrait peu praticable et fort dangereux au point de vue de la justice.

Nous ne discuterons point ici en détail la grave objection faite par M. Hervieu à la conciliation commerciale. Qu'il nous suffise de dire ici que certes toutes les affaires commerciales ne sont point susceptibles de conciliation

et qu'il conviendra peut-être de faire quelques exceptions à la règle générale que nous demandons au pouvoir législatif de formuler.

V. — *Les députés.*

De telles discussions ne devaient pas rester sans écho. Les membres des Chambres ont compris l'intérêt de la question et plusieurs d'entre eux s'en sont préoccupés. Nous ne croyons point qu'ils soient jusqu'ici arrivés à la solution nécessaire, mais leurs recherches et les projets de loi déposés par eux forment le complément de l'étude du mouvement d'opinion que nous entendons faire ici.

Déjà en 1871, un député, M. Parent, avait saisi l'Assemblée nationale d'une proposition de loi qui avait pour objet d'étendre aux affaires commerciales les dispositions de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838, c'est-à-dire de permettre aux juges de paix de connaître de toutes actions commerciales en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 francs.

C'est le principe de l'idée émise et soutenue en 1881 par M. Jules Cazot, garde des sceaux, ministre de la Justice, qui dans un projet sur la compétence de juges de paix voulait rendre ceux-ci juges des actions commerciales comme des actions civiles en matière personnelle et mobilière, jusqu'à la valeur de 200 francs en dernier ressort, et jusqu'à 1.500 francs à charge d'appel. L'article 1<sup>er</sup> de ce projet s'exprimait ainsi :

« Les juges de paix connaissent de toutes actions personnelles ou mobilières en matière civile ou commerciale en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 francs et à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'arrondissement et des tribunaux de commerce ».

Est-il preuve plus évidente du chemin parcouru depuis 1806 par l'idée de conciliation en matière commerciale ? Le législateur de 1881 sait la puissance de conciliation des juges de paix ; il sait que c'est là le principe fondamental de leur institution, de tenter l'arrangement amiable des plaideurs.

Au reste l'exposé des motifs du projet de loi fait la preuve de cette idée :

« Les mêmes raisons de facilité d'instruction et de diminution des frais par le rapprochement des justiciables et du prétoire, portent à penser que les petites affaires commerciales seraient, comme les affaires civiles, déferées avec avantage à la juridiction de paix. Il faut observer qu'un grand nombre d'instances portées devant le Tribunal de commerce ont pour but le payement d'effets dont les causes sont très souvent civiles et que les arrangements à prendre à ce sujet entre les créanciers et les débiteurs rentrent essentiellement dans le rôle conciliateur du juge de paix. Déjà, en 1838, on avait demandé que les juges de paix eussent une compétence commerciale ; de nombreuses pétitions en ce sens avaient été déposées ; on a répondu que ce serait intervertir l'ordre

des juridictions, et que l'on ne pouvait confier aux tribunaux de commerce l'appel des jugements de paix. Ce motif tout théorique n'est pas de nature à faire repousser une mesure d'une véritable utilité pratique. »

M. Goblet, chargé de faire sur le projet de loi le rapport d'usage, conclut au rejet, parce que, d'une part, les parties trouvent en général auprès des tribunaux de commerce, « les avantages recherchés dans l'extension de la compétence des juges de paix à savoir : *facilité de conciliation, prompt expédition des affaires, simplicité de procédure, économie de frais*, et parce que, d'autre part, la mesure proposée aurait pour effet d'enlever aux tribunaux de commerce les trois quarts des affaires dont ils connaissent actuellement ».

Le très remarquable rapport de M. Goblet légitime donc et approuve sans réserve les procédés employés par les tribunaux de commerce pour arriver à l'arrangement amiable des parties; il constate que ces tribunaux facilitent de leur mieux la conciliation des plaideurs et assurent comme nous l'avons dit à leurs justiciables une justice conciliatrice prompte et peu coûteuse.

Et pourtant le 4<sup>o</sup> de l'article 49 du C. de proc. c. reste debout et dispense toujours *expressément* du préliminaire de conciliation les affaires commerciales.

Disposition vieillie que le législateur lui-même considère comme caduque, et qui n'a plus sa raison d'être.

La chambre se sépare, le projet de 1881 est repris en 1883 par M. Martin Feuillée, garde des sceaux, ministre

de la justice et des cultes ; en 1885 par M. Henri Brisson également garde des sceaux. Ces deux projets ne viennent point en ordre utile et ne sont point discutés, néanmoins un rapport est fait sur ce projet par M. Labussière député.

Dans son rapport M. Labussière constate, comme M. Goblet l'impossibilité de donner aux juges de paix la connaissance des affaires commerciales, sans tuer en même temps la juridiction commerciale.

Pour conserver aux tribunaux de commerce une compétence suffisamment étendue en même temps pour ne point faire échouer la réforme projetée M. Remoiville déposa devant la commission un amendement donnant aux juges de paix en matière commerciale une compétence limitée au dernier ressort et à 300 francs. La commission pensant échapper par là aux critiques qui avaient empêché d'aboutir les projets de 1881 et 1883 devant la commission parlementaire chargée de les discuter, adopta l'amendement Remoiville et en expliqua ainsi les conséquences :

« De la sorte il n'y a plus lieu à appel et d'autre part les tribunaux de commerce conserveront encore un nombre très respectable d'affaires. Les petites seules leur échapperont et seront jugées sur place par les juges de paix.

« Les avantages de cette innovation s'aperçoivent sans qu'il soit besoin d'insister et seront, croyons-nous, vivement approuvés par les populations rurales.

« M. Rémouville proposait de restreindre son application aux seuls cantons où il n'y a pas de tribunal de commerce institué et de laisser, dans tous les autres, la faculté à la partie demanderesse de saisir à son choix, le tribunal de commerce ou le juge de paix mais cette partie de l'amendement n'a pas été acceptée par votre Commission. »

De telles discussions ne sont-elles point faites pour éclairer l'esprit sur la nécessité de l'établissement du préliminaire de conciliation en matière commerciale.

Durant la session extraordinaire de 1889, M. Labussière, député, propose une nouvelle loi relative aux justices de paix et justifie cette proposition, ainsi qu'il suit, relativement aux affaires commerciales :

« Etendre la compétence des juges de paix à toutes les causes civiles et *commerciales* d'une importance minime ou d'une décision facile, c'est procurer aux justiciables peu fortunés — les plus nombreux et les plus dignes de la sollicitude du législateur — le double avantage d'une justice expéditive et peu coûteuse, parce qu'elle est exempte des formes *compliquées* de la procédure ordinaire.

« Exiger pour le recrutement des juges de paix des conditions plus sérieuses d'aptitude, des connaissances juridiques plus grandes..... c'est assurer à ces mêmes justiciables une justice *éclairée*, sans qu'elle cesse d'être *paternelle*. »

Et l'article 1, titre du projet, s'exprime ainsi :

« Les juges de paix connaissent en matière civile de

« toutes actions purement personnelles ou mobilières, en  
« dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et à  
« charge d'appel jusqu'à la valeur de 1.500 francs.

« Ils connaissent des mêmes actions en *matière com-*  
« *merciale* mais seulement en dernier ressort, jusqu'à la  
« valeur de 300 francs ».

N'est-ce pas proclamer bien haut la nécessité de la conciliation en matière commerciale que de donner la connaissance des litiges de minime importance aux juges de paix dont la fonction principale, nous l'avons vu, est de concilier les parties en procès.

Mais la Chambre consultée suivit, après d'intéressants débats, l'avis exprimé par M. Goblet dans son rapport sur le projet de loi de 1881 et par 430 voix contre 37, refusa d'attribuer aux juges de paix compétence en matière commerciale.

Que faut-il conclure de ce rejet ? Que la Chambre des députés ne voulait point de la conciliation en matière commerciale ? Certes non.

Elle pensait au contraire la conciliation nécessaire, mais elle ne voulait point porter une grave atteinte à la juridiction commerciale et elle estimait que les tribunaux de commerce suffisaient à dispenser aux justiciables une justice conciliatrice et prompt. M. Goblet, sur ce point avait été absolument net et précis et désormais les députés étaient fixés.

Que n'est-il alors venu à l'idée de l'un d'eux de déposer un amendement tendant à l'abrévation du 4<sup>o</sup> de l'Art.

49 du Code de procédure civile et à la création d'un préliminaire de conciliation approprié aux matières commerciales ?

Nul doute qu'il eut été voté.

En 1886, M. Lockroy, préoccupé lui aussi de cette idée nécessaire de la conciliation en matière commerciale déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à la création de conseils de prud'hommes commerciaux que nous avons examiné en étudiant la conciliation devant les conseils de prud'hommes.

Ce que nous tenons à constater dès maintenant c'est que cette idée de conciliation commerciale occupe désormais l'esprit du législateur. La solution la plus simple ne lui est point encore apparue. Il a voulu confier cette mission de conciliation aux juges de paix d'abord, à des conseils de prud'hommes commerciaux ensuite pour les affaires entre patrons et employés, sans songer que depuis de longues années les juges consulaires faisaient leurs efforts pour concilier les plaideurs et que mieux qu'aucun autre ils avaient qualité et compétence pour mettre en pratique la mesure ainsi proposée par certains députés.

## CHAPITRE VI

### DE LA SUPPRESSION DE LA PROHIBITION ET DE L'ORGANISATION D'UNE CONCILIATION COMMERCIALE

Il ressort de tout ce que nous avons dit jusqu'ici qu'il faut supprimer la règle qui interdit le préliminaire de conciliation devant les tribunaux de commerce.

Supposons donc notre premier vœu réalisé.

Nos adversaires pourraient, avec juste raison, nous reprocher de ne point proposer de solution nouvelle à la question que nous avons remise en cause.

Recherchons donc en quelques mots, et ce sera la conséquence forcée de notre thèse, ce que pourrait faire, en matière de conciliation commerciale, le législateur qui aurait décidé la suppression de la prohibition, vraiment malencontreuse, que nous nous sommes efforcés de battre en brèche au cours de cette étude.

Trois solutions peuvent se présenter à l'esprit :

1. — On pourrait, se rappelant ce qu'a fait le législateur de 1838 en matière de justice de paix, autoriser les tribunaux de commerce à pratiquer librement, sans crainte

de violer désormais la loi, les procédés de conciliation employés par eux.

Ce serait certes un progrès, mais une telle mesure nous paraît insuffisante. En effet ce serait laisser à l'arbitraire des magistrats consulaires le soin de pratiquer ou de ne pratiquer pas la conciliation en matière commerciale.

Si cette objection était la seule, elle ne nous paraîtrait point péremptoire, car les juges consulaires sont animés d'un tel esprit de conciliation qu'ils n'hésiteraient pas à faire tous leurs efforts pour terminer par une transaction les procès soumis à leur examen. Mais une telle pratique aurait un inconvénient grave : Les plaideurs seraient toujours libres de se refuser à toute tentative de conciliation, ce qu'il nous est impossible d'admettre, car la conciliation obligatoire est la seule qui puisse donner de bons résultats. Cette raison, parmi bien d'autres qu'il est inutile de développer ici, suffit à nous faire abandonner une pareille solution.

II. — Le Législateur pourrait, et ce serait déjà répondre de façon sérieuse au vœu que nous formulons, faire une enquête approfondie sur tous les moyens employés par les Tribunaux de commerce français pour arriver à la conciliation. Il choisirait les meilleurs et les codifiant, en imposerait la pratique à tous les tribunaux. Cette solution qui donnerait de bons résultats ne serait point encore, à notre avis, la meilleure.

En effet, dans l'état actuel de la question, les Tribunaux usent presque exclusivement de la conciliation tentée au

cours du procès. Une telle pratique a des inconvénients sérieux que nous avons eu maintes fois l'occasion de signaler au cours de cette étude : les frais faits, l'amour propre surexcité, bien d'autres causes encore viennent s'opposer à la transaction pourtant si désirable.

III. — Aussi croyons-nous qu'il faut soumettre les affaires commerciales à un *préliminaire de conciliation uniforme pour tous les tribunaux*.

La première idée qui vient à l'esprit est, une fois l'exception du 4<sup>o</sup> de l'art. 49 abrogée, de faire rentrer les affaires commerciales dans le droit commun, c'est-à-dire de leur imposer le préliminaire de conciliation établi par l'art. 48 C. proc. c.

Si nous faisons une telle proposition, les adversaires de notre thèse pourraient nous faire de graves objections. Il nous paraît nécessaire de les formuler et d'essayer de les réfuter.

*Première objection.* — On pourrait tout d'abord nous dire que le préliminaire de conciliation organisé par l'art. 48 du C. proc. c. n'a point eu de succès, qu'il est de plus en plus abandonné et qu'il paraît inopportun à l'heure présente de réclamer l'extension d'une telle mesure aux matières commerciales.

A l'appui de leur objection nos adversaires nous apporteraient des statistiques nombreuses. Afin de poser la question d'une façon précise, nous allons les reproduire et nous chercherons à réfuter les arguments qu'ils prétendent en tirer.

Le rapport présenté en 1880 par M. Humbert, garde des Sceaux à M. le Président de la République constate :

« Malgré l'augmentation du nombre des procès civils de première instance, les juges de paix ont vu diminuer sensiblement celui des contestations soumises au préliminaire de conciliation. Si l'on prend les deux périodes extrêmes 1841-1845 et 1876-1880, on relève, pour les affaires nouvelles du rôle, un accroissement de 8 0/0, tandis que les causes appelées en conciliation à l'audience offrent une réduction de 25 0/0. La proportion des cas dans lesquels les parties se sont présentées elles-mêmes a notablement déchu ; de 13 0/0, elle est successivement descendue à 2 0/0. Peut-être ce fait justifie-t-il la facilité avec laquelle les présidents des tribunaux civils accordent les autorisations d'assigner à bref délai. Le peu de faveur dont paraît jouir auprès des justiciables le préliminaire de conciliation explique aussi pourquoi ils répondent de moins en moins à la citation ; en effet, la proportion des affaires dans lesquelles les parties ne comparaissent pas est montée à 15 0/0 en 1841-1845 et à 23 0/0 en 1876-1880.

« Dans les affaires qui vont jusqu'au juge de paix, les parties se font représenter par des mandataires, douze fois sur cent.

« Les résultats des efforts tentés par les magistrats se ressentent du mauvais vouloir ou de l'indifférence des plaideurs, et le nombre des conciliations va toujours en décroissant :

|                  |           |                  |           |
|------------------|-----------|------------------|-----------|
| 1841 à 1845..... | 50 p. 0/0 | 1861 à 1865..... | 40 p. 0/0 |
| 1846 à 1850..... | 46 p. 0/0 | 1866 à 1870..... | 41 p. 0/0 |
| 1851 à 1855..... | 45 p. 0/0 | 1871 à 1875..... | 42 p. 0/0 |
| 1856 à 1860..... | 43 p. 0 0 | 1876 à 1880..... | 36 p. 0/0 |

« Il est donc avéré que l'introduction du préliminaire de conciliation est loin d'avoir produit les heureux effets qu'en attendait le législateur ».

Au reste, le rapport sur l'administration de la justice civile et commerciale en France et en Algérie pendant l'année 1894, constate :

« Le préliminaire de conciliation est de plus en plus éludé ou délaissé, malgré les prescriptions de la loi. — En 10 ans, de 1884 à 1894, le nombre des affaires portées en conciliation en vertu de l'art. 48 du Code de procédure civile a diminué régulièrement de 45.429 à 28.522 ».

Enfin un rapport fait au nom de la commission du Code de procédure civile sur le préliminaire de conciliation par M. Camille Sabatier, député, nous indique dans un tableau la décroissance constante du nombre d'affaires conciliées en matière civile (1) :

1. Session extraordinaire. Séance du 19 novembre 1887. *Journal Officiel*. Annexe N° 2123.

| Années. | Grande conciliation  |                 |
|---------|----------------------|-----------------|
|         | Affaires conciliées. | Non conciliées. |
| 1837    | 43.339               | 51.630          |
| 1838    | 35.926               | 42.358          |
| 1839    | 23.496               | 34.560          |
| 1840    | 41.400               | 41.019          |
| 1841    | 31.211               | 40.505          |
| 1843    | 27.634               | 39.221          |
| 1846    | 24.776               | 39.440          |
| 1849    | 21.885               | 38.337          |
| 1850    | 21.683               | 35.584          |
| 1853    | 21.177               | 36.140          |
| 1854    | 20.968               | 35.786          |
| 1857    | 19.167               | 36.387          |
| 1858    | 18.287               | 35.871          |
| 1861    | 20.488               | 40.070          |
| 1862    | 19.822               | 41.034          |
| 1865    | 19.254               | 39.172          |
| 1866    | 20.027               | 41.844          |
| 1869    | 20.227               | 42.675          |
| 1875    | 16.420               | 36.219          |
| 1878    | 14.970               | 34.626          |
| 1882    | 11.495               | 25.789          |
| 1885    | 9.395                | 21.960          |

De tels résultats, nous dira-t-on, sont peu faits pour encourager le législateur à faire rentrer les affaires commerciales dans la règle de droit commun.

Nous répondrons tout d'abord que si le préliminaire de conciliation en matière civile n'a pas produit tous les résultats qu'on en attendait, on peut se demander si la conciliation est une de ces idées séduisantes en théorie, mais dont la pratique ne donne point de résultats sérieux, ou bien si le préliminaire de conciliation n'est pas organisé de façon défectueuse.

Ne peut-on point chercher, en partie du moins, l'insuccès de la grande conciliation dans l'extension toujours croissante des attributions des juges de paix qui, surchargés de travail, ne peuvent donner à chacune des

affaires soumises à leur examen le temps nécessaire. La preuve en est que la grande conciliation est sérieusement et efficacement pratiquée tant que seule, elle existe. Elle faiblit, dès que les juges de paix, déjà fort occupés, sont tenus de tenter la petite conciliation dans toutes les affaires dont ils connaissent au fond.

Ne pourrait-on pas dire encore que les juges de paix n'étudient point dans tous leurs détails les affaires dont ils ne connaîtront point comme juges et que cette étude insuffisante est une des raisons qui paralysent leurs efforts au point de vue de la conciliation ?

Au reste, les résultats du préliminaire de conciliation ne sont point négatifs puisqu'ils sont encore à l'heure actuelle d'environ 23 0/0.

*Deuxième objection.* — On pourrait encore nous faire l'objection suivante : les affaires commerciales, pas mieux que les affaires civiles, ne se prêtent à un préliminaire de conciliation. Les résultats de cette tentative étant mauvais pour celle-ci, seraient, sans aucun doute, mauvais pour celles-là.

A cette objection nous répondrons que les affaires commerciales ont une nature tout autre que les affaires civiles, au moins dans la plupart des cas. La preuve en est que le législateur a cru devoir créer une juridiction d'exception pour les juger.

De plus, les litiges commerciaux portent en grand nombre sur des questions de fait qui ne se prêtent point,

comme la plupart des affaires civiles, aux controverses juridiques et aux complications de la procédure. Ils comportent si bien la tentative de conciliation qu'ils se terminent dans des cas nombreux par une transaction amiable. Nous en avons fait la preuve au cours de toute cette étude par les statistiques reproduites par nous et M. Bénard, avocat général à la Cour de Caen, vient confirmer cette assertion dans le discours de rentrée prononcé par lui le 4 novembre 1881 (1).

« En 1878, dit ce magistrat, le compte rendu de l'administration de la justice établit que pour toute la France 31,09 0/0 des affaires commerciales introduites ont été transigées. Si l'on écarte le Tribunal de la Seine, qui paraît produire moins de conciliations, la proportion s'élève à 36,99 0/0. Pour l'ensemble du ressort de votre Cour, elle est de 36,59 0/0 et pour le Tribunal de Caen, elle arrive à 42,16 0/0.

« Pour les justices de paix elle n'est que de 30, 18 0/0 lorsque le magistrat est saisi comme conciliateur, et de 27, 21 0/0 lorsqu'il est saisi comme juge ; il est vrai qu'il ne s'agit là que des affaires transigées à l'audience et que, pour avoir le résultat exact, il faudrait y ajouter le nombre des affaires réglées sur billets d'avertissements, lesquelles atteignent 39, 11 0/0 ».

Ainsi 31,09 0/0 des affaires commerciales ont été en 1878 l'objet d'une transaction devant les tribunaux de

(1) De l'attribution aux juges de paix des matières commerciales. Journal *le Droit* du 20 novembre 1881.

commerce de France. Notons que si l'on retrace du nombre des affaires jugées par tous les tribunaux, celles qui se terminent par un jugement de défaut, nous arriverions non plus au chiffre de 31 0/0, mais à un chiffre supérieur à 50 0/0.

Et nous aurions raison de ne point compter les jugements rendus par défaut comme de véritables jugements, car la pratique nous apprend que, dans la plupart des cas, le commerçant qui obtient ce jugement vient échanger un titre non exécutoire contre un titre exécutoire. Le nombre absolument infime des oppositions fait foi de cette proposition.

Donc, si 50 0/0 environ des affaires commerciales se terminent à l'amiable par une transaction intervenue au cours du procès, alors que nous savons combien plus facile et plus féconde est la tentative de conciliation préalable à tout ajournement, nous pouvons affirmer qu'un préliminaire de conciliation rendrait d'incontestables services en matière commerciale.

*Troisième objection.* — On pourrait encore faire ressortir les inconvénients pratiques du préliminaire de conciliation établi par l'art. 48 C. proc. c. tant au point de vue des longueurs, qu'au point de vue des frais.

A ces dernières objections nous répondons qu'il n'est jamais entré dans notre esprit, de soumettre les affaires commerciales au préliminaire de conciliation tel qu'il est établi en matière civile. Nous pensons au contraire qu'il

*faut créer un préliminaire de conciliation nouveau, approprié aux matières commerciales.*

Où trouver les caractères principaux du préliminaire ainsi créé? Nos lois en ont établi trois : celui de la grande conciliation, celui de la petite conciliation, enfin le préliminaire de conciliation devant le bureau particulier des conseils de prud'hommes.

Nous venons de rejeter formellement les règles de la grande conciliation. Nous trouvons dans les deux autres des indications pour formuler certains principes de l'institution dont nous proposons la création. Au reste, les membres des tribunaux de commerce sont des plus compétents sur une telle question et le législateur devrait s'inspirer de leurs avis avant de prendre une décision.

1<sup>o</sup> Pour nous, le conciliateur devrait être un magistrat consulaire. On ne comprendrait point, en effet, que les affaires commerciales dont on a confié la solution à des tribunaux d'exception fussent portées en conciliation devant un magistrat qui n'ait pas une compétence spéciale, et les juges consulaires ont à la fois les connaissances techniques nécessaires et l'autorité morale indispensable.

Ce principe admis, devrait-on former un bureau de conciliation ou bien instituer un seul conciliateur.

Les deux solutions ont des partisans. Ceux qui préconisent la première pensent que la conciliation est plus sûre devant plusieurs magistrats dont la présence simultanée inspire une plus grande confiance. Les deux plai-

deurs conciliés ne pourront point prétendre avoir subi malgré eux une transaction qu'ils ne voulaient point accepter.

Les partisans du système d'un seul conciliateur rappellent ce qui se passe devant les justices de paix où l'institution fonctionne chaque jour sans soulever la moindre critique.

Pour nous, nous inclinerions vers le bureau de conciliation.

2° Quelles affaires seraient soumises à ce préliminaire ? Sur ce point de graves questions pourraient s'élever.

On peut se demander d'abord si toutes les affaires devraient être soumises au préliminaire de conciliation. Des exceptions s'imposent, mais le principe de la conciliation préalable au procès n'en est point atteint.

Nous allons parcourir les différentes catégories d'affaires commerciales en nous demandant pour chacune si elles rentrent dans la règle ou dans l'exception.

Parmi les exceptions ferons-nous figurer les demandes en paiement de billets, lettres de change, ou effets de commerce, qui ne paraissent pas constituer de véritables procès, attendu que dans ce cas, le créancier en poursuivant son débiteur, cherche plutôt à convertir son titre privé en un titre exécutoire ?

Dans de telles affaires une tentative de conciliation, très rapide, ne l'oublions point, peut avoir des résultats. En effet les conciliateurs pourraient dans nombre de cas amener les parties à s'entendre sur des coupures de bil-

lets, sur les délais à accorder et éviter que l'affaire ne vienne devant le tribunal.

Ce serait à la fois donner une solution plus prompte, puisque le demandeur n'aurait point à attendre un jugement par défaut ; ce serait une solution moins coûteuse, puisqu'elle ne comporterait point de frais d'assignation et de jugement ; ce serait enfin et, c'est là pour nous le point capital, une solution conciliatrice.

Dans ce cas, mais dans ce cas seulement, les conciliateurs pourraient rédiger un procès-verbal de conciliation, qui contrairement à l'article 54 du Code de procédure civile, aurait force exécutoire.

La question est intéressante, car les statistiques nous révèlent que plus du tiers des affaires portées à la barre des tribunaux de commerce viennent d'effets de commerce.

Voyons maintenant les demandes en paiement de marchandises. Elles rentrent tout naturellement dans la règle générale, aucun motif d'exception n'apparaissant à l'esprit. Nous en dirons autant des paiements de travaux, des paiements d'honoraires ou de commissions, des demandes en paiement d'appointements ou en paiement de primes, des demandes en résiliation de conventions.

La statistique faite pour le Tribunal de commerce de la Seine nous apprend que toutes ces affaires réunies représentent 40 0/0 au moins des affaires soumises à sa barre.

Les demandes en déclaration de faillite qui, souvent, ne constituent qu'une pression exercée sur le débiteur,

pourraient sans difficulté être portées devant les conciliateurs. En effet la matière se prête à une transaction et nombre de créanciers préféreraient un à-compte immédiat, versé devant les conciliateurs à une déclaration de faillite dont les résultats sont pour eux des plus incertains.

Le président du tribunal pourrait, au reste, en toutes matières, usant de la faculté que lui donne déjà l'art. 417 du Code de procédure civile, autoriser en cas d'urgence l'assignation même d'heure à heure et dispenser ainsi les parties de se présenter en conciliation.

3° La conciliation préalable sera-t-elle facultative ou obligatoire. Nous sommes d'avis qu'il faudrait l'organiser à ce point de vue comme elle l'est devant les conseils de prud'hommes. On sait qu'aucune demande ne peut être portée devant le bureau général avant d'avoir passé par le bureau particulier.

En un mot nous la voudrions inévitable, car, l'expérience vingt fois confirmée, prouve qu'il faut forcer les plaideurs à user des moyens les meilleurs pour arriver à la solution de leur procès.

Le Tribunal de commerce de la Seine, comptant sur la bonne volonté des plaideurs, avait organisé au cours du procès, il est vrai, une tentative de conciliation. C'est le délibéré immédiat. Nous en avons fait l'étude au chapitre IV et constaté l'insuccès par suite de la faculté laissée aux parties de s'y soumettre ou non. S'il eut été obligatoire il aurait sans doute donné de meilleurs résultats.

4° Quels devaient être les éléments constitutifs de cette procédure ?

Il est une procédure que nous rejetons tout d'abord. C'est celle du préliminaire de conciliation pour les affaires du ressort des tribunaux d'arrondissement à raison de ses formes, de ses frais et de ses délais. Reste le choix entre la procédure de la petite conciliation devant les justices de paix et celle de la conciliation devant les conseils de prud'hommes. Il est assez difficile de se prononcer entre ces deux procédures qui nous paraissent toutes deux réunir les conditions nécessaires de célérité, de simplicité et d'économie. Nous avons toutefois nos préférences pour la conciliation devant les conseils de prud'hommes qui réalise ces trois conditions au plus haut degré. Nous admettrons donc les règles suivantes :

L'invitation à se présenter devant le bureau commercial de conciliation serait adressé au défendeur par une lettre émanant du greffe. La lettre du greffier serait remise au défendeur par le demandeur lui-même et contiendrait les principales mentions que doit connaître l'adversaire, notamment l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens.

Dans le cas où le défendeur ainsi averti ne se présenterait pas devant le bureau de conciliation, une citation deviendrait nécessaire et les frais qu'elle entraînerait constitueraient une sanction suffisante pour assurer la tentative de conciliation.

5° Comparution personnelle des parties. — La compa-

ration personnelle des parties nous paraît une des conditions essentielles au succès de la tentative de conciliation. Des représentants craindraient toujours de faire des concessions trop grandes ou d'avoir des exigences insuffisantes. C'est d'ailleurs ce qu'a toujours, depuis l'édit de 1563, compris le législateur en matière commerciale qui s'est efforcé, par toutes les mesures en son pouvoir, d'écarter les mandataires et de faciliter la comparution personnelle des plaideurs.

Cependant le développement considérable des grands établissements de commerce ne permettrait pas aux patrons de se présenter en personne devant le bureau de conciliation commerciale. Mais il serait facile, comme la chose est prévue dans le nouveau projet de loi de 1892 sur les conseils de prud'hommes, de les autoriser à se faire remplacer par un fondé de pouvoir.

6° Enfin quels effets principaux conviendrait-il d'attacher à cette tentative de conciliation ?

On connaît les effets de la citation en conciliation devant les Tribunaux civils d'arrondissement. On sait qu'elle interrompt la prescription et qu'elle fait courir les intérêts moratoires, à la condition d'être suivie dans le mois d'un ajournement. Cette dernière condition nous montre que la citation en conciliation est en dehors de la procédure elle-même, et, sans la disposition expresse de l'art. 57 du Code de Procédure civile, ces effets n'auraient été produits que par l'ajournement.

Nous inspirant de la pensée du législateur nous attribuerons les mêmes effets à la lettre d'invitation qui tiendrait lieu de la citation. Tels sont les caractères essentiels que pourrait présenter ce nouveau préliminaire de conciliation.

## CONCLUSION

Ainsi, au cours de toute cette étude, nous avons fait nos efforts pour prouver que la prohibition du préliminaire de conciliation en matière commerciale est fâcheuse et ne doit pas être maintenue.

L'impossibilité de justifier sérieusement cette interdiction, les atteintes profondes apportées par le législateur lui-même à la prohibition faite par lui, les excellents résultats de la conciliation pratiquée spontanément par les Tribunaux de commerce, enfin les protestations de l'opinion publique, tout tend à établir que cette entrave à la conciliation est une mesure surannée, ne s'accordant plus avec nos mœurs et qu'il faut faire disparaître au plus tôt de notre Code de procédure.

C'est là la première partie de notre conclusion.

Ce que nous demandons en outre, c'est, non point que les affaires commerciales soient désormais soumises au préliminaire de conciliation tel qu'il est organisé par l'article 48 du Code de procédure civile, mais qu'il soit créé un préliminaire de conciliation nouveau approprié aux affaires commerciales.

Ici se termine notre tâche. Puisse ce modeste travail contribuer à l'établissement d'un tel préliminaire de conciliation, qui, dans notre pensée, étoufferait dès leur naissance nombre de procès.

*Vu par le président,*

CH. LYON-CAEN

*Vu par le doyen,*

GARSONNET

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le vice-recteur de l'Académie de Paris,*

GRÉARD

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| INTRODUCTION. — Objet de la thèse et division. . . . .                                                                         | Pagès<br>1 |
| CHAPITRE I. — Origine et histoire de la prohibition du préliminaire de conciliation devant les Tribunaux de commerce . . . . . | 3          |
| I. — Décret des 16-24 août 1690. . . . .                                                                                       | 3          |
| II. — Décret des 6-27 mars 1791 . . . . .                                                                                      | 8          |
| III. — Constitution des 3-14 septembre 1791. . . . .                                                                           | 8          |
| IV. — Constitution du 5 fructidor, an III . . . . .                                                                            | 9          |
| V. — Loi du 26 ventôse, an IV . . . . .                                                                                        | 10         |
| VI. — Loi du 28 floréal, an X. . . . .                                                                                         | 10         |
| VII. — Code de procédure civile. . . . .                                                                                       | 12         |
| CHAPITRE II. — Motifs invoqués par les partisans de cette prohibition. . . . .                                                 | 14         |
| I. — Motifs exprimés dans les travaux préparatoires du Code de procédure . . . . .                                             | 14         |
| II. — Motifs indiqués par les auteurs de droit commercial . . . .                                                              | 16         |
| III. — Réfutation de ces motifs . . . . .                                                                                      | 19         |
| CHAPITRE III. — Des atteintes portées par le législateur lui-même au principe de la prohibition . . . . .                      | 23         |
| SECTION I. — <i>De la conciliation devant les Conseils de prud'hommes.</i> . . . .                                             | 24         |
| Notions générales . . . . .                                                                                                    | 24         |
| § I. — Origine et développement de la conciliation devant les Conseils de prud'hommes . . . . .                                | 26         |
| § II. — De l'organisation des Conseils de prud'hommes au point de vue de la conciliation. . . . .                              | 36         |
| § III. — De la procédure de conciliation devant le bureau particulier. . . . .                                                 | 39         |
| § IV. — Résultats statistiques . . . . .                                                                                       | 51         |
| SECTION II. — <i>De la conciliation devant les arbitres rapporteurs . . .</i>                                                  | 59         |
| § préliminaire . . . . .                                                                                                       | 59         |
| § I. — Origine de la conciliation devant les arbitres rapporteurs .                                                            | 60         |

|                                                                                        |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § II. — A qui peut être confiée la mission d'arbitre ? . . . . .                       | 64 |
| § III. — Des affaires qui peuvent être renvoyées devant arbitre. .                     | 70 |
| § IV. — De la procédure de conciliation devant les arbitres rap-<br>porteurs . . . . . | 74 |
| I. — Nomination des arbitres . . . . .                                                 | 74 |
| II. — Convocation des parties devant les arbitres . . . . .                            | 76 |
| III. — Du débat devant les arbitres . . . . .                                          | 78 |
| § V. — Résultats statistiques . . . . .                                                | 82 |

#### CHAPITRE IV. — De l'œuvre de réaction des Tribunaux de commerce contre la prohibition du législateur. . . . . 94

##### SECTION PRÉLIMINAIRE. — *Notions générales et division du chapitre* . . . . . 94

##### SECTION I. — *De la conciliation devant le Tribunal de commerce de la Seine* . . . . . 95

|                                                                                                                   |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § préliminaire. — Importance du Tribunal de commerce de la Seine et ses divers procédés de conciliations. . . . . | 95  |
| § I. — Facilités accordées au plaideur qui place lui-même son exploit . . . . .                                   | 97  |
| § II. — Conciliation à l'audience . . . . .                                                                       | 99  |
| § III. — Du délibéré au rapport d'un juge. . . . .                                                                | 103 |
| I. — Origine . . . . .                                                                                            | 104 |
| II. — Procédure. . . . .                                                                                          | 105 |
| III. — Résultats statistique. . . . .                                                                             | 114 |
| IV. — Du délibéré immédiat ou de conciliation . . . . .                                                           | 132 |
| I. — Origine de ce procédé de conciliation . . . . .                                                              | 133 |
| II. — Procédure. . . . .                                                                                          | 136 |
| III. — Résultats . . . . .                                                                                        | 140 |
| IV. — Conclusion . . . . .                                                                                        | 145 |

##### SECTION II. — *De la Conciliation devant certains autres Tribunaux de commerce*. . . . . 146

|                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § préliminaire. — Généralités. . . . .                                                                  | 146 |
| § I. — De la Conciliation devant le Tribunal de commerce de Lyon. . . . .                               | 148 |
| I. — Procédure de conciliation, suivie par ce Tribunal . . .                                            | 150 |
| II. — Résultats statistiques . . . . .                                                                  | 155 |
| III. — Conclusion . . . . .                                                                             | 158 |
| § II. — De la Conciliation devant le Tribunal de commerce de Marseille. . . . .                         | 159 |
| I. — Procédure. . . . .                                                                                 | 159 |
| II. — Résultats statiques . . . . .                                                                     | 160 |
| § III. — De la Conciliation devant le Tribunal de commerce de Toulouse . . . . .                        | 167 |
| I. — Procédure. . . . .                                                                                 | 168 |
| II. — Résultats . . . . .                                                                               | 170 |
| § IV. — De la Conciliation devant les Tribunaux de commerce de Bordeaux, du Havre et de Nantes. . . . . | 177 |
| I. — Tribunal de Bordeaux . . . . .                                                                     | 177 |
| II. — Tribunal du Havre . . . . .                                                                       | 180 |
| III. — Tribunal de Nantes . . . . .                                                                     | 182 |

|                                                                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE V. — Mouvement d'opinion contre la prohibition du<br>préliminaire de conciliation en matière com-<br>merciale . . . . . | 189 |
| I. — Les syndicats professionnels . . . . .                                                                                      | 190 |
| II. — Les Comités des élections consulaires . . . . .                                                                            | 190 |
| III. — Les juges consulaires. . . . .                                                                                            | 192 |
| IV. — Le Conseil général de la Seine . . . . .                                                                                   | 194 |
| V. — Les Députés . . . . .                                                                                                       | 200 |
| CHAPITRE VI. — Suppression de la prohibition et organisation<br>d'une conciliation commerciale. . . . .                          | 206 |
| CONCLUSION. . . . .                                                                                                              | 223 |









